



IMPÔTS/APPLE
Bruxelles n'aurait pas dû croquer la pomme p. 4



SCHUMPETER À L'ŒUVRE
Mafia management p. 6



OLDIES BUT GOLDIES
La vie des Douze Césars (11/12): Titus p. 33

CONTRE COURANT

Gabon, une querelle de famille p. 10

MÉCOMPTE PUBLIC

Supprimer l'ISF, mais en relevant les droits de succession p. 12

LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE

Officiellement, l'économie chinoise se porte bien p. 12

DÉJEUNER AVEC

Roger Stone

Bras droit de Donald Trump



“Si elle gagne, nous sommes foutus comme nation” p.13

DOSSIERS

E-COMMERCE

M-commerce exponentiel p. 16

CRÉATION D'ENTREPRISE

Les différentes structures d'accompagnement p. 20

ŒNOLOGIE

Objets et services autour du vin p. 26

MOTOS & SCOOTERS

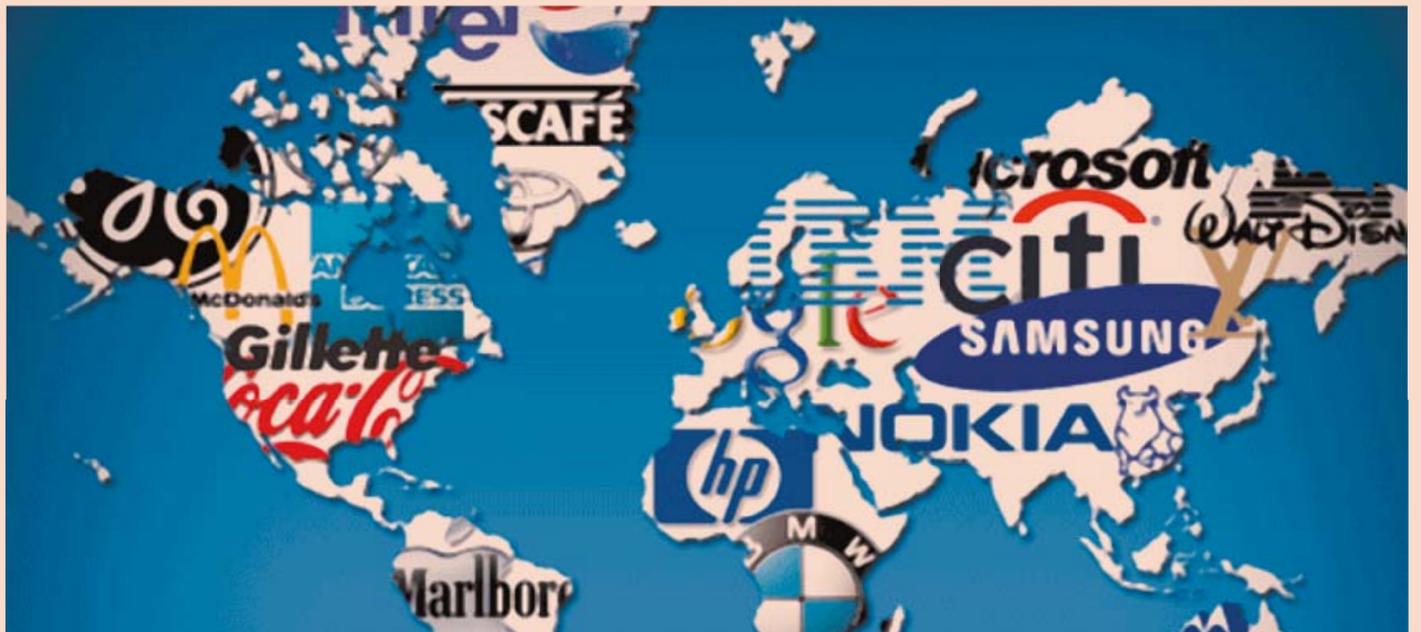
Dispositifs et accessoires de sécurité p. 30

ANNONCES LEGALES

P. 35
Tél. 01 75 444 116
www.lenouveleconomiste.fr
annonceslegales@nouveleconomiste.fr

Capitalisme démocratique en péril

Par quoi pourrait-il être remplacé?



MARTIN WOLF, FT

Le mariage entre la démocratie libérale et un capitalisme mondialisé peut-il durer? Les événements politiques qui se déroulent dans

tout l'Occident, et particulièrement dans la plus importante de ses démocraties, où un populiste autoritaire est candidat à la présidence, rendent cette question pressante. La pérennité des institutions politiques et économiques

qui guident les démocraties occidentales depuis quatre décennies et ont inspiré la plupart des autres, n'est pas acquise. Une question, alors, s'impose: à défaut de ce système-là, lequel? Il existe un lien naturel entre

les démocraties libérales (l'alliance du suffrage universel et de droits civiques et personnels) et le capitalisme: droit d'acheter et de vendre librement des biens, des capitaux ou sa force de travail... p. 2

LE COGITO DE LA PRÉSIDENTIELLE

Un quinquennat pour rien

“Ni enlèvement, ni rétablissement” caractérisent cinq ans de gestion “hollandaise”



JEAN-MICHEL LAMY

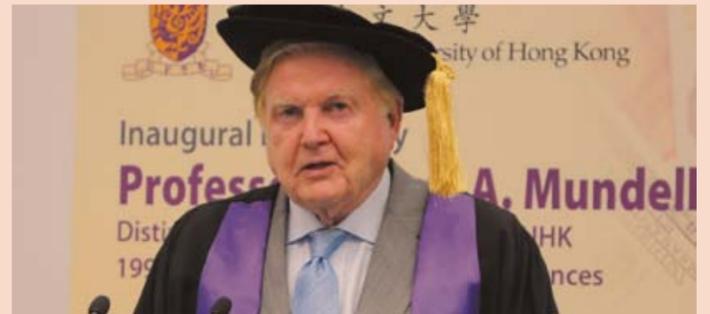
Le président François Hollande restera dans l'histoire comme le général en chef du bureau fiscal

de Bercy en France. Il aura utilisé comme aucun de ses prédécesseurs tous les raffinements qu'offre l'impôt. Assommoir fiscal pour tous au départ, réorientation en faveur des entreprises... p. 3

SIX IDÉES ÉCONOMIQUES FONDAMENTALES - 6/6

Le trilemme de Mundell-Fleming

L'autonomie monétaire et la libre circulation des capitaux sont incompatibles



THE ECONOMIST

Il fut demandé à Hillel HaZaken, chef religieux du siècle 1^{er}, de résumer la Torah en se tenant sur

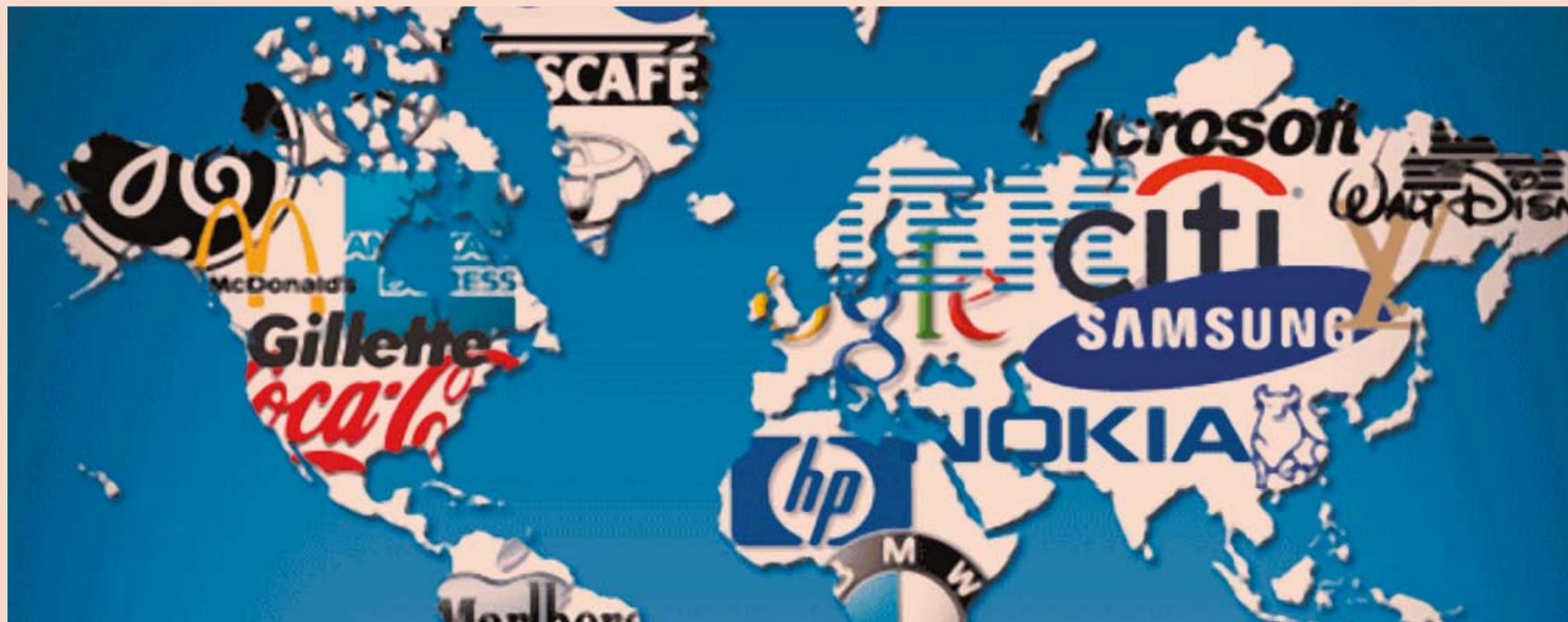
une jambe. “Ce que tu ne voudrais pas que l'on te fit, ne l'inflige pas à autrui. C'est là toute la Torah, le reste n'est que commentaire. Maintenant, va et étudie”, répondit-il... p. 8



Martin Wolf

Capitalisme démocratique en péril

Par quoi pourrait-il être remplacé ?



MARTIN WOLF, FT

Le mariage entre la démocratie libérale et un capitalisme mondialisé peut-il durer? Les événements politiques qui se déroulent dans tout l'Occident, et particulièrement dans la plus importante de ses démocraties, où un populiste autoritaire est candidat à la présidence, rendent cette question pressante. La pérennité des institutions politiques et économiques qui guident les démocraties occidentales depuis quatre décennies et ont inspiré la plupart des autres, n'est pas acquise. Une question, alors, s'impose: à défaut de ce système-là, lequel?

Il existe un lien naturel entre les démocraties libérales (l'alliance du suffrage universel et de droits civiques et personnels) et le capitalisme: droit d'acheter et de vendre librement des biens, des capitaux ou sa force de travail. Ils ont en partage la conviction que les personnes doivent faire leurs propres choix en tant qu'individus et citoyens. La démocratie et le capitalisme partagent l'idée que les peuples ont le droit de gouverner. Les personnes y sont considérées comme des agents et non uniquement comme des sujets.

Cependant, il est tout aussi facile d'identifier les tensions entre la démocratie et le capitalisme. La démocratie est égalitaire. Le capitalisme est inégalitaire, au moins en termes de résultats. Si l'économie s'effondre, une majorité de citoyens peut choisir l'autoritarisme, comme dans les années 1930. Si l'économie entraîne trop d'inégalités, les riches peuvent transformer la démocratie en ploutocratie.

Historiquement, l'ascension du capitalisme et les revendications pour un suffrage électoral toujours plus large ont été concomitantes. C'est pourquoi les pays les plus riches sont des démocraties libérales avec des économies plus ou moins capitalistes. La large redistribution

des gains en revenus réels a été essentielle pour légitimer le capitalisme et pour stabiliser la démocratie. Aujourd'hui, cependant, il devient beaucoup plus difficile pour le capitalisme de produire de telles augmentations de prospérité. Les preuves d'inégalités croissantes s'accumulent, la productivité donne des signes d'essoufflement. Cette décoction empoisonnée rend la démocratie intolérante et décrédibilise le capitalisme.

De nos jours, ce capitalisme est mondialisé. Ce qui doit également être vu comme naturel. Livrés à eux-mêmes, les capitalistes ne limitent pas leurs activités à des juridictions données. Si les opportunités sont mondiales, leurs activités le sont aussi. Les institutions économiques, et surtout les multinationales, le deviennent aussi.

Mais la mondialisation limite l'indépendance nationale, comme le souligne le Professeur Dani Rodrik de Harvard. Il écrit: "La démocratie, la souveraineté nationale et l'intégration économique mondialisée sont mutuellement incompatibles: nous pouvons en allier deux sur trois, mais jamais les trois simultanément et totalement". Si les pays sont libres d'établir leurs lois nationales, la liberté de commercer par-delà les frontières se restreint. À l'inverse, si les barrières sont levées et les réglementations harmonisées, l'indépendance législative des nations se restreint. La liberté de circulation des capitaux est celle qui réduit tout particulièrement le pouvoir des États à décider de leur propre fiscalité et de leurs législations.

Par ailleurs, un trait commun aux périodes de mondialisation est une immigration massive. Les déplacements transfrontaliers de population engendrent le conflit le plus aigu entre liberté individuelle et souveraineté démocratique. La première dit que les personnes devraient être libres d'aller vivre là où elles le souhaitent. La seconde

répond que la citoyenneté est un droit de propriété collectif, dont l'accès est octroyé par les citoyens.

Les entreprises, elles, y voient la possibilité de recruter librement, un atout extrêmement précieux. Il n'est pas surprenant que l'immigration soit devenue le paratonnerre des tensions politiques dans les démocraties en ce moment. L'immigration crée inévitablement des frictions entre démocraties nationales et opportunités économiques mondiales.

Il faut se souvenir des piètres résultats du capitalisme mondialisé, et surtout du choc de la dernière crise financière, de son effet destructeur sur la confiance dans les élites qui dirigent nos institutions politiques et économiques. À la lumière de tout cela, le mariage entre démocratie libérale et capitalisme mondialisé peut paraître injustifié.

Par quoi peut-il être remplacé? Une éventualité est l'émergence d'une ploutocratie mondialisée, et de ce fait, la fin des démocraties nationales. Comme durant le déclin de l'Empire romain, les formes de la république pourraient perdurer, mais son essence aurait disparu.

Une autre possibilité, radicalement opposée, est l'avènement de démocraties non libérales, de véritables dictatures, par plébiscite, dans lesquelles le dirigeant élu contrôlerait à la fois l'État et les capitalistes. C'est ce qui se produit en Russie et en Turquie. Le capitalisme national contrôlé remplacerait alors le capitalisme mondialisé. Quelque chose de ce goût est arrivé dans les années 1930. Il n'est pas difficile de deviner quels politiques occidentaux adoreraient prendre exactement cette direction.

Pendant ce temps, ceux d'entre nous qui désirent préserver à la fois la démocratie libérale et le capitalisme mondialisé doivent affronter des questions graves. Faut-il continuer à soutenir de

nouveaux accords commerciaux internationaux qui contraignent étroitement les pouvoirs législatifs nationaux? Je partage toujours plus l'opinion du professeur Lawrence Summers de Harvard. Pour lui, "les accords internationaux devraient être jugés non pas à la profondeur de l'harmonisation ou au nombre de barrières arrachées, mais à l'aune de l'autonomisation des citoyens". Les échanges commerciaux produisent des richesses. Mais on ne peut pas les défendre à n'importe quel prix.

Avant toute chose, si l'on veut protéger la légitimité de nos systèmes démocratiques, la politique économique doit s'orienter vers la protection des intérêts du plus grand nombre, et non de quelques-uns. Au premier rang des bénéficiaires viendrait la population, à laquelle les élus doivent rendre des comptes. Si nous n'y parvenons pas, la base de notre construction politique a toutes les chances de s'effondrer. Ce qui ne promet rien de bon, à personne. Le mariage de la démocratie libérale et du capitalisme nécessite une surveillance attentive. Ne le prenez pas pour acquis.

"La démocratie, la souveraineté nationale et l'intégration économique mondialisée sont mutuellement incompatibles: nous pouvons en allier deux sur trois, mais jamais les trois simultanément et totalement"

Le nouvel Economiste
 Affaires publiques, Entreprises, Économie sociale
Le pouvoir des faits, l'influence des idées
 Journal d'analyse et d'opinion paraissant le vendredi
 38 bis, rue du Fer à Moulin - 75005 Paris
 Henri J. Nijdam,
 directeur de la publication et de la rédaction
 henri.nijdam@nouveconomiste.fr
 Gaël Tchakaloff,
 directrice déléguée, éditorialiste
 gael.tchakaloff@nouveconomiste.fr
 E-mail: prenom.nom@nouveconomiste.fr
 Abonnements: abonnements@nouveconomiste.fr

Rédaction:
 Rédaction en chef: Patrick Arnoux, Jean-Michel Lamy, Édouard Laugier, Philippe Plassart, Pierre Louis Rozynès
 Rédaction, chroniqueurs & éditorialistes: www.nouveconomiste.fr
 Secrétariat de rédaction: Aurélie Percheron
 Edition & diffusion Web & Print: Clément Guéraud, 01 76 21 40 84 - Laurence Guy, 01 58 30 83 64
 Publicité: Direction commerciale: Jonathan Grain 01 75 444 111
 Équipe commerciale: www.nouveconomiste.fr
 Formalités & Annonces légales, juridiques et judiciaires
 Juripresse - Antoine Wiecek 01 75 444 116
 Gestion: Isabel Martins 01 75 444 104

Le nouvel Economiste est édité par la Société Nouvelle du Nouvel Economiste S.A. au capital de 37 000 euros. Président: Bruno Ledoux; directeur général: Michel Bouffil. Print France Offset (Administratif) 3, rue de l'Atlas, 75019 Paris - Rotatives: 79, route de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
 Dépôt légal: janvier 1993. Numéro de commission paritaire: 0717 C 85258.
 ISSN: 0395-6458. Principal actionnaire: BLHM, MB Participations

IMPRIM'VERT*
 Audience mesurée par **AUDIPRESSE**
OJD
 PRESSE PAYANTE
 Diffusion Certifiée 2014

LE COGITO DE LA PRÉSIDENTIELLE

Un quinquennat pour rien

“Ni enlèvement, ni rétablissement” caractérisent cinq ans de gestion hollandaise. Les chiffres parlent d’eux-mêmes.

JEAN-MICHEL LAMY

Le Président François Hollande restera dans l’histoire comme le général en chef du bureau fiscal de Bercy en France. Il aura utilisé comme aucun de ses prédécesseurs tous les raffinements qu’offre l’impôt. Assommoir fiscal pour tous au départ, réorientation en faveur des entreprises et au détriment des ménages à partir de 2014, gestes clientélistes en fin de parcours, jusqu’à cet ultime legs que sera en 2018 un impôt sur le revenu perçu à la source. Tout ça pour un quasi-surplace économique et un niveau historiquement haut pour les seules marges des entreprises. C’est le “ni-ni hollandais”. Ni véritable enlèvement, ni authentique rétablissement. En l’absence de réformes substantielles, il ne pouvait en aller autrement.

Stress fiscal sur les ménages

Les experts de l’OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) se refusent d’ailleurs à arbitrer entre les deux pôles d’oscillation du quinquennat. Ces adeptes du soutien de la demande ne peuvent que regretter l’asphyxie partielle imposée aux ménages, mais en même temps, ils ne sauraient récuser l’oxygène donné au secteur productif. Ce n’est pas l’Élysée qui les aidera à trancher. À quelques mois de la fin du mandat, il est toujours aussi difficile de savoir quelle porte de sortie revendiquera le président de la République. François Hollande préfère prendre de la hauteur : “*quel a été mon fil conducteur depuis quatre ans ? Moderniser le pays tout en protégeant son modèle social*”, déclarait-il en avril dernier sur France 2. N’empêche, pour faire face au contexte dégradé de mai 2012 (croissance en berne et crise de l’euro), le cœur de la stratégie du quinquennat a été “fiscal-fiscal”. “*La politique économique des gouvernements Ayrault et Valls aura été marquée dans un premier temps par une hausse importante des prélèvements obligatoires, tant sur les entreprises que sur les ménages, puis par l’inflexion vers une politique de l’offre. Celle-ci, incarnée par le Pacte de responsabilité et le CICE [Crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi, ndlr], porte ses fruits en fin de mandat. Mais elle aura diminué la croissance à court terme et le pouvoir d’achat des ménages – en 2016 il restait inférieur de 350 euros par rapport au niveau de 2010*”, résume l’OFCE.

Pas d’inversion de la courbe

Pour Xavier Ragot, le président de l’OFCE, cette trajectoire reflète les contraintes de l’appartenance à la zone euro. Faute de pouvoir dévaluer la monnaie par le change, il faut recourir à la dévaluation interne en réduisant le coût du travail par des mesures fiscales. Ce qui a permis de retrouver une forme de parité avec les prix industriels du made in Germany. L’OFCE ajoute : “*le CICE et le Pacte de responsabilité*

(allègement de charges) n’auraient pas d’impact sur le PIB mais permettraient de créer ou sauvegarder de l’ordre de 230 000 emplois à l’horizon 2017”. À moyen terme, au-delà du quinquennat, cela favorise tout de même la croissance par l’investissement. Il faut être patient.

Une vertu, il est vrai, difficile à demander aux sans-emploi. En prenant pour référence le mode de calcul du BIT, l’OFCE considère que le chômage augmenterait, sur l’ensemble du quinquennat, d’environ 100 000 personnes, malgré 720 000 créations d’emploi, du fait d’une croissance insuffisante et d’une hausse de la population active. Il n’y aura pas d’inversion de la courbe!

Le dosage de l’austérité

Alors, François Hollande a-t-il commis une erreur de pilotage... fiscal? La consolidation budgétaire en France et en Europe aura coûté 0,8 point de croissance en moyenne chaque année entre 2012 et 2017, assure l’OFCE. En revanche, le solde structurel des finances publiques françaises (hors conjoncture) se sera amélioré de 2,5 points entre 2012 et 2016. Un “bon point” vu de Bruxelles, mais jugé trop cher payé par les frondeurs socialistes.

La “nécessité” de l’austérité et la sous-estimation de son impact promettent de vifs débats lors de la présidentielle. Parallèlement, les signes actuels de reprise n’effaceront pas la conviction auprès de beaucoup que ce quinquennat est raté principalement et d’abord à cause de rigidités spécifiques à la France. Qu’un immobilisme coupable au sommet de l’État n’a pas su ou voulu traiter. “*J’ai été empêché d’agir*”, clame par exemple l’ex-ministre de l’Économie Emmanuel Macron. La liste des blocages à lever pour déclencher une vague de dynamisme est bien répertoriée. Mais elle souffre du handicap politique d’être assimilée à une liste libérale, voire ultra-libérale.

Le placard aux réformes

Le premier frein est tout simplement le manque d’activité de la maison France. Depuis quinze ans, le nombre d’emplois du secteur marchand stagne, et le nombre d’heures travaillées par an et par individu est l’un des plus faibles de l’OCDE. Chacun sait qu’à aucun moment, la majorité actuelle n’a songé à affronter la barrière des 35 heures, et surtout pas dans la Fonction publique. Le deuxième frein tient probablement à un marché du travail corseté et morcelé entre CDI et CDD. Chacun sait ce qu’il advient d’une loi Travail amputée de toute logique libératrice. Le troisième frein concerne le net ralentissement de la productivité. Nul ne détient la formule magique pour inverser une tendance commune à tous les pays de l’OCDE. Mais corriger les défaillances de la formation professionnelle et celle de l’Éducation nationale serait sur le long terme un début de réponse. Personne n’a vu un



commencement de sérieux sur ce front.

Une vision de comptable

Comment alors accroître à moyen terme la productivité du travail dans l’industrie? “*Par la modernisation du capital, l’innovation, la robotisation et par la substitution du capital au travail*”, répond Patrick Artus, chef économiste de Natixis. Las, tous ces objectifs sont ontologiquement contraires à la vraie nature du pouvoir “hollandais”. Le chef de l’État a choisi de taxer le capital comme le travail, manière de signifier aux acteurs économiques sa préférence pour la perpétuation du salarié à l’ancienne.

disgrâce du “moins que rien” sans la chance du contre-choc pétrolier qui a procuré à la production française un point de valeur ajoutée supplémentaire de marge, soit le strict équivalent de l’effet CICE.

Dans la poursuite simultanée du retour à la compétitivité, du rééquilibrage des finances publiques et de la réduction du chômage, il y a un objectif de trop. Il faut arbitrer, il faut choisir. Ce que ne sait pas faire le président de la République

Chiffres clés

Croissance du PIB
mai 2012 – mars 2016 : 3,8%

Contributions à la croissance :

- Dépense totale des ménages +1,9%
- Investissement des entreprises +1,1%
- Dépense des administrations publiques +0,8%
- Commerce extérieur -1,6%
- Variations de stocks +1,6%

Prélèvements obligatoires mai 2012 – mai 2017 (estimation)

- Entreprises : -20,6 milliards d’euros
 - Ménages : +35 milliards d’euros
 - Entreprises et ménages : +10,7 milliards (1)
 - Fraude fiscale : 2,1 milliards d’euros
 - TOTAL : +27,1 milliards d’euros
- (1) Le partage statistique est incertain

Finances publiques en % du PIB

Solde public 2012 : -4,8%
2013 : -4%
2014 : -4%
2015 : -3,6%
2016 : -3,3% (estimation)
2017 : -2,7% (prévision)

SOURCE : “OFCE, L’économie française 2017”, La Découverte

En face il faut afficher la synthèse des finances publiques. Elle fait état, en pourcentage du PIB, d’un solde public négatif passant de 4,8% en 2012 à 2,7% en 2017 (prévision), d’un taux des prélèvements obligatoires passant de 43,8% en 2012 à 44% en 2017 (prévision), d’une dette publique passant de 89,6% en 2012 à 96,5% en 2017 (prévision). Toutes ces données se trouvent dans l’opuscule “L’économie française 2017, OFCE”, Edition La Découverte.

Rappel d'impôts d'Apple

Bruxelles n'aurait pas dû croquer la pomme

La Commission européenne a tort de s'en prendre ainsi à Apple

THE ECONOMIST

Qui est le héros, qui est le méchant dans l'affaire du rappel d'impôts infligé par Bruxelles à Apple? Beaucoup ont déjà choisi leur camp. La course aux refuges fiscaux transfrontaliers s'était inexorablement intensifiée. Apple, avec son trésor d'actifs immatériels, plus faciles à escamoter, a été l'un des plus habiles pour exploiter les "niches" fiscales européennes. La facture vient de lui être présentée: 13 milliards d'euros, sans compter les intérêts. C'est la somme que l'Irlande, selon la Commission européenne, doit récupérer auprès du groupe pour non-conformité réglementaire. C'est assez pour couvrir le budget annuel de Santé publique de l'Irlande cette année, tout en écornant à peine la montagne de cash d'Apple: 230 milliards de dollars.

Mais en s'attaquant à Apple, la Commission crée aussi un climat d'incertitude pour les affaires, sape la souveraineté des États membres européens et se met à dos le pays natal d'Apple, l'Amérique, au moment où les grandes économies sont supposées coordonner leurs efforts contre l'évasion fiscale. Réprimer l'excès "d'optimisation fiscale" est très louable. Mais la Commission s'y prend de la façon la plus contre-productive qui soit.



Elle statue que les accords qu'Apple a passés avec l'État irlandais, aboutissant à ce faible taux d'imposition à un seul chiffre, relèvent d'un favoritisme qui viole les lois européennes sur les subventions d'État. Monter ce dossier a dû exiger pas mal de créativité juridique. La Commission s'appuie

sur une interprétation large des principes du "transfert de prix" qu'utilisent les filiales d'une multinationale pour se facturer mutuellement.

Une fois les buts du terrain de jeu déplacés, la Commission s'est mise en devoir d'appliquer sa nouvelle philosophie à des accords signés pour la première fois il y a 25 ans. À l'époque, Apple n'avait aucune raison de penser qu'un jour, il contreviendrait aux restrictions juridiques européennes sur les subventions d'État. Le groupe a conclu l'accord en serrant la main d'un gouvernement souverain, qui aujourd'hui encore défend cet arrangement. Même si ce plan avait été juridiquement suspect dès le départ, il ne serait pas infondé que les sanctions tombent autant sur le pays qui l'a proposé que sur l'entreprise qui l'a accepté. Que ce soit l'un ou l'autre, les entreprises qui investissent en Europe sont en droit de se demander quels autres accords signés avec des gouvernements seront contestés rétroactivement. L'Irlande elle-même regimbe devant cette ingérence dans un domaine qui est traditionnellement dévolu aux États membres. Elle envisagerait de faire appel. Apple a annoncé qu'il le ferait.

Mieux ensemble

En utilisant des arguments nouveaux pour les prendre de revers, en remettant en cause des accords conclus il y a longtemps, la Commission n'aide pas la bataille contre l'évasion fiscale flagrante. L'Irlande, ainsi que d'autres pays accommodants comme le Luxembourg et les Pays-Bas, ont déjà cédé sous la pression et mis fin à plusieurs échappatoires fiscales passées. L'an dernier, l'OCDE, le club des pays riches, a ouvert le ban avec une série de règles destinées à réprimer

l'évitement de l'impôt. En montant au créneau seule, la Commission risque d'envenimer le conflit et non d'encourager à la coopération. Les politiques américains ont aussitôt comparé ce jugement à une pure "descente du fisc"; dans un livre blanc publié juste avant le verdict de la Commission, le Trésor américain laissait planer des menaces voilées de représailles.

Certains voient un bon côté à cette affaire. Au moins, l'argent versé par Apple et autres groupes américains aux gouvernements européens ne finira pas dans les coffres des impôts américains. Les richesses soutirées à leurs dépens par les politiques européennes pourraient, selon les optimistes, inciter les décideurs américains à réformer leur propre code fiscal des entreprises, assez cinglé. Les entreprises américaines sont poussées au vagabondage fiscal par une combinaison de taux d'imposition élevé (35 %), d'un système fiscal qui s'applique où que vous vous trouviez dans le monde, et d'exceptions qui permettent aux sociétés de repousser le paiement des dus jusqu'au rapatriement de leurs bénéfices. Résultat: plus de 2 000 milliards de dollars d'argent des entreprises américaines sont mis à l'abri à l'étranger. Abaisser le taux d'imposition, taxer uniquement les bénéfices réalisés en Amérique et mettre un terme aux reports de paiement encouragerait les entreprises américaines à rapatrier leurs sous. Et réduirait de beaucoup ces manigances fiscales qui irritent tant de monde en Europe.

Hélas, c'est peu probable. La Commission a dégoûpillé et lancé une grenade. Une guerre fiscale pourrait débuter.

En montant au créneau seule, la Commission risque d'envenimer le conflit et non d'encourager à la coopération. Les politiques américains ont aussitôt comparé ce jugement à une pure "descente du fisc"; dans un livre blanc publié juste avant le verdict de la Commission, le Trésor américain laissait planer des menaces voilées de représailles

20 & 21 septembre 2016 • Palais des Congrès Paris

Les Journées du Courtage

LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DES COURTIERS ET DES ASSUREURS

- 180 EXPOSANTS**
Sociétés d'assurance VIE et IARD, courtiers grossistes, mutuelles, institutions de prévoyance, bancassurances...
- CONFÉRENCES ET DÉBATS**
 - Dans la course au client final, comment évoluent les relations producteurs / distributeurs avec la future mise en oeuvre de DDA
 - Courtiers, comment exercer votre métier demain ?
 - « POG » - quelles réalités opérationnelles derrière la « gouvernance produit » imposée par la DDA
- COURTAGE ACADEMY NOUVEAU!**
Parcours pédagogique sur le courtage : création, développement, cession de cabinet...
- VILLAGE LLOYD'S NOUVEAU!**
18 coverholders du marché d'assurance londonien

ACCÈS GRATUIT POUR LES COURTIERS
Demande de badge en ligne : www.lesjournéesducourtage.com

En partenariat avec : INFOPRO, LARGUS, L'Économiste, CSCA, FCPQABGL, PLANÈTE COURTIER

BESOIN D'ÉQUIPER VOS BUREAUX ?



NOUS VOUS PROPOSONS
PLUS DE 30 000 PRODUITS
LIVRÉS EN 24H*, LÀ OÙ VOUS VOULEZ !



3924 ou 0 825 06 02 02
(0,15 €/ht/min + prix appel)



contact@bruneau.fr



Bruneau

TOUT LE BUREAU EN MIEUX!

bruneau.fr

*Livraison gratuite pour les clients professionnels de France métropolitaine dans un délai de 2 à 3 jours. Ce délai est précisé dans nos catalogues ou sur bruneau.fr

Schumpeter à l'œuvre

Mafia management

La Camorra est un 'modèle du genre' dans la manière de gérer son propre business

THE ECONOMIST

Un moyen facile pour ranimer la conversation lors d'un dîner mondain qui traîne en longueur? Demandez aux invités quelle est selon eux la meilleure série policière: est-ce *'The Wire'* et ses portraits fouillés des bas-fonds de Baltimore? Ou *'Les Soprano'*? Ou peut-être *'Breaking Bad'*? Aujourd'hui, il y a un nouveau candidat au titre: *'Gomorra'*, une série dramatique sur les gangs italiens qui composent la Camorra et dirigent un empire du crime depuis leur Naples natale.

'Gomorra' est la série TV dont on parle le plus depuis son lancement il y a deux ans. Elle a été vendue à cinquante pays et le premier épisode est disponible en Amérique sur la chaîne Sundance TV depuis la semaine dernière. La série est beaucoup plus sombre que les trois autres citées. Les gangsters ne sont pas d'adorables monstres comme Tony Soprano. Seulement des monstres. Elle est beaucoup plus réaliste. L'auteur du livre dont est tirée la série, Roberto Saviano, vit caché depuis que la Camorra a mis sa tête à prix en 2006. Le tournage, qui a eu lieu dans des quartiers durs de Naples, a dû être interrompu après divers actes de violence.

Ce qui frappe le plus dans *'Gomorra'*, c'est à quel point la Camorra sait bien gérer ses affaires. La Camorra a supplanté la mafia sicilienne, en partie grâce à la guerre judiciaire que l'État italien a menée à Cosa



Nostra depuis le milieu des années 90. La stratégie de la Camorra, qui a été d'investir dans les stupéfiants, et surtout dans la cocaïne, a payé en retour. Le groupe contrôle la plus grande partie du trafic de stupéfiants en Europe. Le deuxième plus grand marché à ciel ouvert de drogues se trouve d'ailleurs à Secondigliano, au nord-est de Naples.

La Camorra est organisée comme une multinationale classique, avec différents niveaux décroissants de pouvoir. Au sommet, les dirigeants, qui décident de la stratégie et attribuent les financements. Au deuxième rang, les managers

intermédiaires chargés des achats et de la transformation des produits. Un cran plus bas, les commerciaux qui coordonnent la distribution. Et tout en bas de l'organigramme, les vendeurs de rue qui livrent le produit directement aux consommateurs. Le groupe applique toutes les méthodes classiques de gestion de chaîne d'approvisionnement. Ses chefs vaquent pour trouver les drogues tout autour du monde (cocaïne d'Amérique latine, héroïne d'Afghanistan et haschisch d'Afrique du Nord). Ils préparent des solutions de secours en cas de rupture d'approvisionnement.

La Camorra excelle dans certaines activités. Comme elle opère en dehors des lois – dont les sévères lois italiennes sur le travail –, elle est très agile. Une alliance souple d'environ 115 gangs, chacun composé d'à peu près 500 membres et de nombreux affiliés, lui permet de constituer rapidement une force de travail de la taille exacte requise, ou de passer d'un secteur à un autre en un clin d'œil. Ses hommes sont les meilleurs de la classe quand il s'agit de renouveler les talents et les idées. Quand des managers en place rechignent à l'idée d'investir de nouveaux marchés, ils sont remplacés par de plus jeunes. C'est ce qui est arrivé aux anciens chefs de la Camorra quand la drogue est arrivée dans les années 1980.

Paolo Di Lauro, ancien parrain de l'une des familles les plus puissantes, a servi de modèle pour le rôle de Don Pietro dans *'Gomorra'*. C'est indubitablement l'un des managers les plus innovants que l'Italie ait produit ces dernières années. Depuis 2005, il est détenu en quartier d'isolement dans une prison de haute sécurité. Outre la coordination du trafic de drogue avec la Colombie, on lui doit un réseau de franchises qui marche très bien; ses distributeurs sont des franchisés, responsables de leur propre zone commerciale, et non de simples employés. Ce qui les motive pour recruter et vendre plus de produits.

La Camorra a introduit sa propre touche dans les techniques de management. Ce sont des experts en team building. Les nouvelles recrues sont initiées lors de

cérémonies quasi-religieuses, les étoiles montantes se voient baptisées de gentils surnoms tels que "Carlucciello 'o mangiavatt" (le petit Charles, celui qui mange les chats) ou "Urpacchiello" (badine d'équitation faite à partir d'un pénis séché d'âne).

Ils prennent soin de la famille des travailleurs victime d'accidents de travail. Des membres du gang, appelés des "sous-marins" vont livrer de l'argent et des provisions aux familles endeuillées le vendredi. Les efforts de cette entreprise pour respecter ses responsabilités sociales (RSE) payent en retour. Les locaux prennent invariablement sa défense durant les descentes de police, forment des barricades humaines, bombardent les représentants de la loi d'ordures et mettent le feu à leurs voitures. Il est vrai que ces responsabilités sociales-là sont imbibées de sang et non de l'habituel sirop du service Communication. M. Saviano estime que 3600 morts sont imputables aux gangs entre 1979 (année de sa naissance) et 2006 (année de la publication de son livre). Ils sont par ailleurs responsables d'un cercle toujours plus large de destructions économiques. Le commerce de drogue qui fait exploser leurs coffres détruit aussi des vies. Naples, l'une des villes les plus agréables d'Italie, ferait une destination touristique plus attirante sans sa réputation de ville violente.

Plus grand que US Steel

Les employés de la Camorra paient aussi le prix fort. Les "soldats de rue" mènent des existences misérables et finissent en général morts, blessés ou en prison avant d'atteindre la maturité. Ceux qui sont au sommet sont constamment sur leurs gardes car ils risquent d'être éliminés par un rival ou arrêtés par la police. Beaucoup d'entre eux vivent dans la clandestinité permanente, dans des greniers ou des complexes souterrains. Avec 200 millions d'euros de chiffre d'affaires estimé par an (250 millions de dollars), les affaires de M. Di Lauro marchaient plus que bien mais il ne menait pas particulièrement grand train. Il vivait en reclus, derrière

des volets en acier et des portails blindés. Il a aussi passé des années en cavale.

Néanmoins, si ce syndicat du crime est florissant, c'est bien sûr parce que ses marges sont colossales, mais aussi parce que les alternatives sont très rares. L'économie italienne stagne depuis bien plus d'une décennie. Le pays est au 45^e rang du classement de la Banque mondiale pour ce qui est de la facilité à faire des affaires légales. L'Italie du sud est un écosystème particulièrement hostile pour les entreprises en règle.

Le 22 août dernier, les dirigeants des trois plus grandes économies de la zone euro, Angela Merkel, François Hollande et Matteo Renzi, se sont rencontrés sur une île au large des côtes napolitaines pour évoquer la relance du projet européen. Pour réussir, ce genre de projet nécessite toujours la création d'entreprises officielles soit plus aisée.

Il est donc fort compréhensible que le génie managérial de la Camorra et Associés s'oriente vers le côté créatif de la "destruction créatrice" de Schumpeter.

La Camorra a introduit sa propre touche dans les techniques de management. Ce sont des experts en team building. Les nouvelles recrues sont initiées lors de cérémonies quasi-religieuses, les étoiles montantes se voient baptisées de gentils surnoms

i-NOVIA

10^{ème} Salon i-Novia
Salon des Nouvelles Technologies & Entrepreneurs

Mercredi 5 & Jeudi 6 Octobre 2016

Parc des expositions de STRASBOURG

- ✓ 6000 m² d'espace
- ✓ 200 exposants
- ✓ 100 conférences ciblées sur les dernières innovations
- ✓ 300 experts spécialisés (informatique, gestion, sécurité, lobbying, veille, communication...)
- ✓ 10 tables rondes / débats
- ✓ 2 soirées professionnelles

POUR TELECHARGER VOTRE BADGE D'ACCES www.salon-entreprises.com



HLTRAD
Legal & Financial Translation

- TRADUCTIONS LIBRES • TRADUCTIONS URGENTES
- TRADUCTIONS ASSERMENTÉES • TRADUCTIONS SUR SITE
- RELECTURE DE DOCUMENTS • INTERPRÈTES

Réponse à vos demandes en moins d'1 heure
Plus de 100 langues disponibles

Paris • Bruxelles • Londres • Genève • Amsterdam • Francfort • Milan

TRADUCTIONS JURIDIQUES ET FINANCIÈRES
Une équipe disponible 24h/24 et 7j/7

HLTRAD
Tél . : +33 (0) 1 30 09 41 90
Email : paris@hltrad.com
Web : www.hltrad.com

Six idées économiques fondamentales - 6/6

Le trilemme de Mundell-Fleming n'est pas si mal

Pourquoi un taux de change fixe, l'autonomie monétaire et la libre circulation des capitaux sont incompatibles

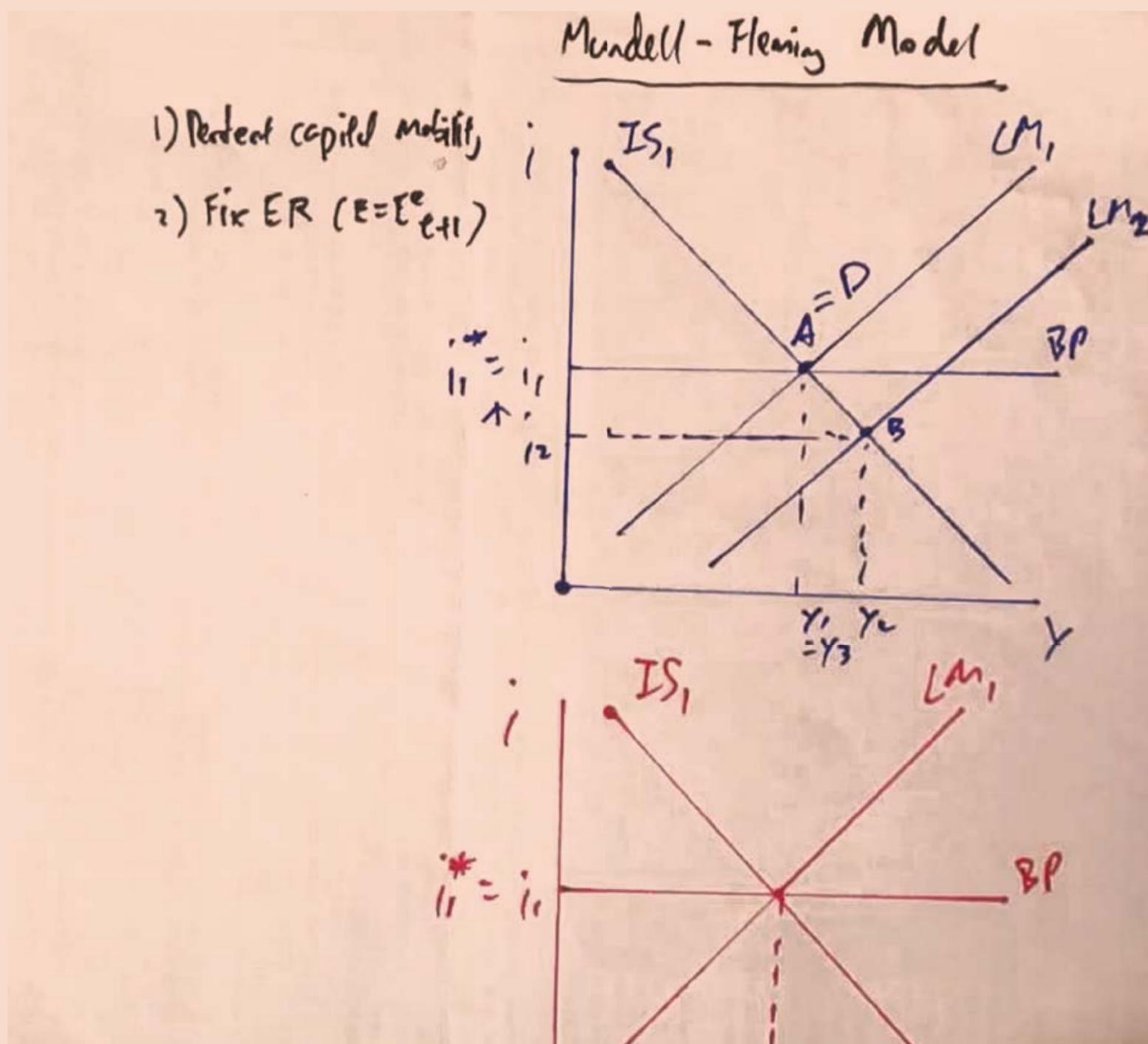
THE ECONOMIST

Il fut demandé à Hillel HaZaken, chef religieux du siècle 1er, de résumer la Torah en se tenant sur une jambe. "Ce que tu ne voudrais pas que l'on te fit, ne l'inflige pas à autrui. C'est là toute la Torah, le reste n'est que commentaire. Maintenant, va et étudie", répondit-il. Michael Klein de l'Université de Tufts, écrit que les idées de la macroéconomie internationale (l'étude du commerce, de la balance des paiements, des taux de change, etc.) pourraient être expliquées de manière similaire: "Les gouvernements font face à un trilemme politique, le reste n'est que commentaire".

Le trilemme politique, aussi appelé "trinité impossible ou incohérente", dit qu'un pays doit choisir entre la libre circulation des capitaux, la gestion des taux de change et l'autonomie monétaire (les trois sommets d'un triangle). Seuls deux des trois sont possibles. Un pays qui veut fixer la valeur de sa monnaie et avoir une politique de taux d'intérêt libre de toute influence extérieure (côté C du triangle) ne peut autoriser la libre circulation des capitaux à l'intérieur de ses frontières. Si le taux de change est fixe, mais que le pays est ouvert aux flux de capitaux transfrontaliers, il ne peut avoir une politique monétaire indépendante (côté A du triangle). Et si un pays choisit la libre circulation des capitaux et veut l'autonomie monétaire, il doit laisser sa monnaie flotter (côté B du triangle).

Pour comprendre le trilemme, imaginons un pays qui fixe son taux de change par rapport au dollar américain et est également ouvert aux capitaux étrangers. Si la banque centrale fixait les taux d'intérêt supérieurs à ceux fixés par la Réserve fédérale, le capital étranger en recherche de rendements plus élevés arriverait en masse. Ces entrées augmenteraient la demande pour la monnaie locale, ce qui briserait l'arrimage au dollar. Si les taux d'intérêt sont maintenus sous les taux américains, le capital quitterait le pays et la monnaie s'effondrerait.

Lorsque les obstacles aux flux de capitaux sont indésirables ou inutiles, le trilemme se résume à un choix: entre un taux de change flottant et le contrôle de la politique monétaire; ou un taux de change fixe et la servitude monétaire. Les pays riches ont généralement choisi le premier, mais les pays qui ont adopté l'euro ont choisi ce dernier. Avant même son lancement en 1999, le sacrifice de l'autonomie de la politique monétaire que la monnaie unique impliquait était clair. Durant le processus, les membres aspirants avaient arrimé leur monnaie au



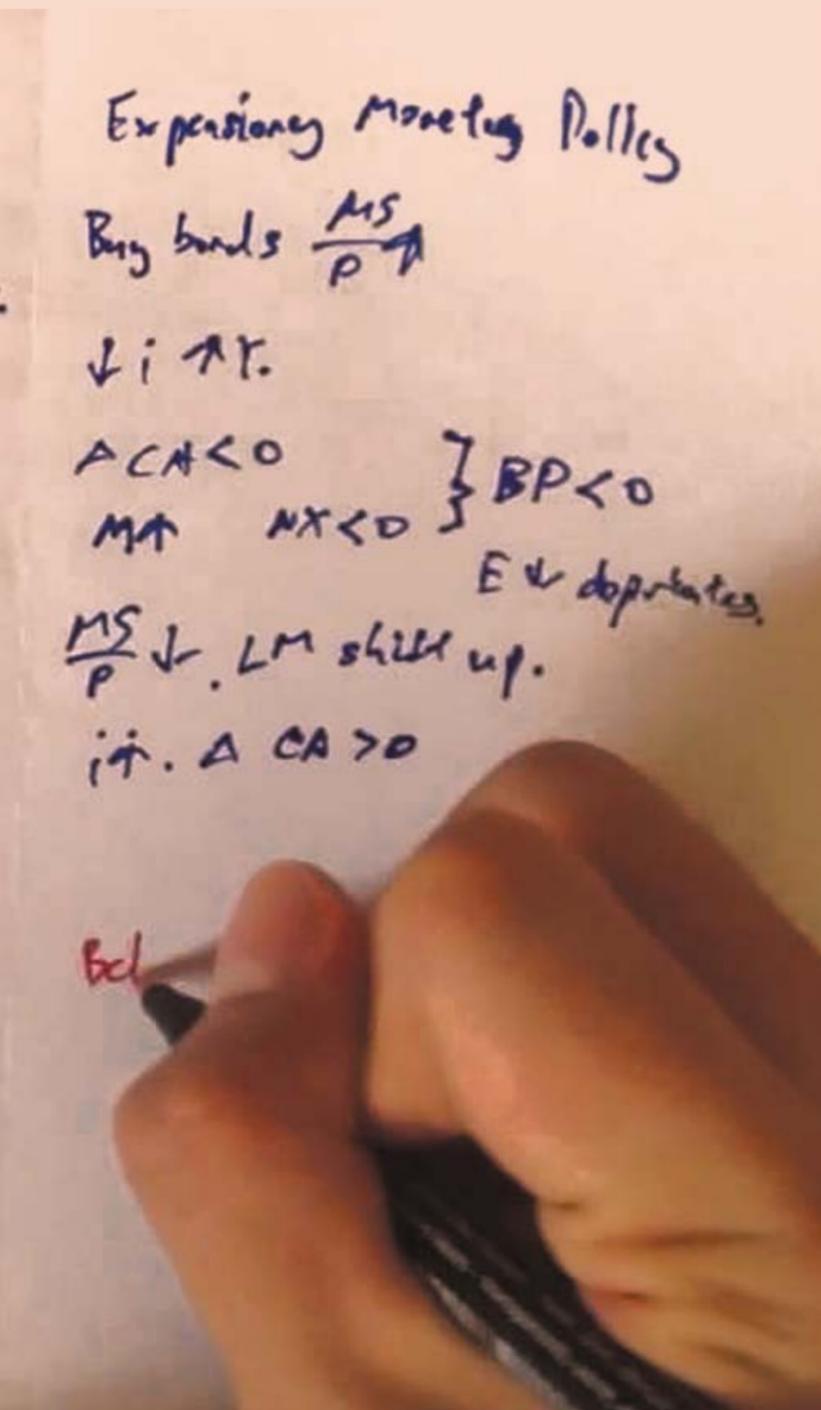
deutsche mark. Depuis que le capital se déplace librement en Europe, le trilemme a obligé des candidats à suivre la politique monétaire allemande, la puissance régionale. Le chef de la banque centrale néerlandaise, Wim Duisenberg (qui est ensuite devenu le premier président de la Banque centrale européenne), a gagné le surnom de "Monsieur 15 Minutes" en raison de la rapidité avec laquelle il copiait les changements de taux d'intérêt de la Bundesbank. Cette servitude monétaire est tolérable aux Pays-Bas parce que son commerce est étroitement lié à l'Allemagne, et que les conditions commerciales montent et chutent de concert dans les deux pays. Pour les

économies moins étroitement alignées sur le cycle économique allemand, comme l'Espagne et la Grèce, le coût de la perte de l'indépendance monétaire a été beaucoup plus élevé: taux d'intérêt trop bas pendant l'expansion, et impossibilité de dévaluer pour se sortir du pétrin en temps de crise. Comme pour beaucoup de grandes idées économiques, l'héritage du trilemme est compliqué. Pour toute une génération d'étudiants en économie, il fut une émanation importante du modèle Mundell-Fleming, qui a incorporé l'impact des flux de capitaux dans un traitement plus général des taux d'intérêt, de la politique de change, du commerce et de

la stabilité. Le modèle porte le nom de Robert Mundell, brillant jeune théoricien canadien du commerce, et de Marcus Fleming, économiste britannique au FMI qui avaient publié des documents de recherche au début des années 1960. Partant de ses recherches antérieures, M. Mundell démontrait dans un article de 1963 que la politique monétaire est inefficace quand il y a une mobilité totale du capital et un taux de change fixe. Le document de Monsieur Fleming arrivait aux mêmes conclusions. Si le monde de l'économie n'a pas été ébranlé, c'est parce que les flux de capitaux étaient peu importants à l'époque. Les devises des pays riches

étaient arrimées au dollar dans un système de taux de change fixes convenus à Bretton Woods en 1944. Ce ne fut que lorsque cet arrangement est tombé en panne dans les années 1970 que le trilemme acquit une grande pertinence politique. La première mention du modèle Mundell-Fleming fut peut-être en 1976 celle de Rudiger Dornbusch, du Massachusetts Institute of Technology. Le modèle de "Surréaction" de Rudiger Dornbusch tentait d'expliquer pourquoi le nouveau régime des taux de change flottants était si volatil. C'est Rudiger Dornbusch qui a contribué à populariser le modèle Mundell-Fleming par ses livres à succès (écrit avec Stanley

Fleming: deux sur trois,



Fischer, désormais vice-président de la Réserve fédérale) et son influence sur les étudiants doctorants, comme Paul Krugman et Maurice Obstfeld. L'utilisation du terme "trilemme politique", telle qu'il s'applique à la macroéconomie internationale, a été inventée dans un article publié en 1997 par M. Obstfeld, qui est maintenant économiste en chef du FMI, et Alan Taylor, maintenant à l'Université de Californie-Davis. Mais pour bien comprendre la pertinence et l'importance du trilemme, il faut remonter plus loin. John Maynard Keynes dans 'A Treatise on Money', publié en 1930, montre que la tension est inévitable dans un ordre monétaire dans lequel le capital peut

se déplacer à la recherche du rendement le plus élevé. Voilà donc le dilemme d'un système monétaire international: préserver les avantages de la stabilité des monnaies locales des différents membres du système dans la norme internationale, tout en préservant l'autonomie locale adéquate de chaque membre sur son taux d'intérêt domestique et son volume de prêts à l'étranger. Ceci est la première évocation du trilemme politique, même si la mobilité des capitaux est considérée comme une donnée. John Maynard Keynes en était parfaitement conscient lorsqu'au début des années 1940, il a conçu ses réflexions sur la façon dont le commerce mondial pourrait être

reconstruit après la guerre. Il pensait qu'un système de taux de change fixes serait bénéfique au commerce, et que le problème de l'étalon-or de l'entre-deux-guerres était simplement qu'il n'y avait pas d'autorégulation. Si de grands déséquilibres commerciaux se constituaient, comme à la fin des années 1920, les pays déficitaires seraient contraints de sortir de l'étalon-or. Ils l'ont fait en augmentant les taux d'intérêt afin de réduire la demande pour les importations, et en réduisant les salaires pour restaurer la compétitivité des exportations. Cela a uniquement créé du chômage, les salaires ne baissant pas parce que l'or (et donc l'argent) était rare. Il aurait été plus aisé au système de s'ajuster si les pays excédentaires avaient intensifié leurs importations. Mais ils n'étaient pas tenus de le faire. Il a plutôt proposé un schéma alternatif, qui est devenu la base de négociation de la Grande-Bretagne à Bretton Woods. Une banque de compensation internationale réglerait le solde des opérations qui ont donné lieu à des excédents ou déficits commerciaux. Chaque pays aurait une facilité de découvert auprès de la banque de compensation internationale, proportionnelle à son commerce. Cela fournirait aux pays déficitaires un tampon contre les ajustements douloureux exigés par la norme d'or. Les pays trop laxistes seraient soumis à des sanctions: par exemple, les découverts encourraient des intérêts croissants. Le mécanisme de Keynes pénaliserait également les pays thésaurisateurs en taxant les gros surplus. Keynes n'a pas pu obtenir un soutien pour cet "ajustement du créancier". L'Amérique s'opposa à l'idée pour la même raison que l'Allemagne aujourd'hui: elle avait un grand excédent de sa balance commerciale. Mais sa proposition pour une banque de compensation internationale avec des facilités de découvert a préparé le terrain pour le FMI.

Marcus Fleming et Robert Mundell ont écrit leurs articles alors qu'ils travaillaient au FMI dans la période d'ordre monétaire d'après-guerre que John Maynard Keynes avait contribué à façonner. Marcus Fleming avait été en contact avec Keynes dans les années 1940 alors qu'il travaillait dans la fonction publique britannique. Pour sa part, M. Mundell a puisé son inspiration chez lui.

Dans les décennies qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, un environnement de mobilité rapide de capitaux était difficile à imaginer pour les économistes. Les flux transfrontaliers étaient limités par la réglementation, mais aussi par la prudence des investisseurs. Le Canada fut une exception. Le capital traversait librement sa frontière avec l'Amérique, notamment parce que l'endiguer était impossible, mais aussi parce que les investisseurs américains ne voyaient aucun danger à y placer leur argent. Une des conséquences est que le Canada ne pouvait pas arrimer sa monnaie au dollar sans perdre le contrôle de sa politique monétaire. Ainsi, le dollar canadien fut autorisé à flotter de 1950 à 1962.

Le Canadien Robert Mundell était bien placé pour imaginer les dilemmes auxquels les autres pays seraient confrontés dès que les capitaux traverseraient les frontières et que les monnaies flotteraient. Lorsque M. Mundell remporta le prix Nobel d'économie en 1999, M. Krugman salua un "Nobel canadien". Cette observation était plus qu'une simple boutade. Il est frappant de constater le nombre d'universitaires canadiens dans ce domaine. Outre M. Mundell, Ronald McKinnon, Harry Gordon Johnson et Jacob Viner ont apporté de grandes contributions.

Mais certains des récents travaux les plus influents sur le trilemme sont le fait d'une Française. Hélène Rey, de la London Business School, dans une série d'articles, explique qu'un pays ouvert aux flux de capitaux et dont la monnaie flotte ne bénéficie pas nécessairement de l'autonomie monétaire complète.

L'analyse d'Hélène Rey commence par observer que les prix des actifs à risque, comme les actions ou les obligations à rendement élevé, ont tendance à se mouvoir au même rythme que la disponibilité du crédit bancaire et le poids des flux mondiaux de capitaux. Selon Madame Rey, ces co-mouvements sont le reflet d'un "cycle financier mondial" dirigé par les changements d'appétit des investisseurs pour les risques, qui sont eux-mêmes très influencés par l'évolution de la politique monétaire de la Réserve fédérale, qui tient son pouvoir de l'échelle d'emprunt en dollars des entreprises et ménages dans le monde. Lorsque la Fed abaisse son taux d'intérêt, emprunter en dollars devient moins cher. Cela entraîne une hausse des prix d'actifs mondiaux et stimule la valeur sur lesquelles les prêts sont garantis. Les conditions de crédit globales sont détendues.

À l'inverse, dans une étude récente, Hélène Rey trouve qu'une décision inattendue de la Fed de relever son taux d'intérêt principal a rapidement entraîné une hausse des prêts hypothécaires non seulement en Amérique, mais aussi au Canada, en Angleterre et en Nouvelle-Zélande. En d'autres termes, la politique monétaire de la Fed façonne les conditions de crédit dans les pays riches qui ont à la fois des taux de change flexibles et des banques centrales qui fixent leur propre politique monétaire.

Rayon de soleil

Une lecture brute de ce résultat est que le trilemme politique est un vrai dilemme: rester ouvert aux capitaux transfrontaliers, ou contrôler les conditions financières locales. En fait, la conclusion de Madame Rey est plus subtile: les monnaies flottantes ne règlent pas les flux de capitaux en laissant la situation monétaire intérieure intacte, comme l'implique le trilemme. Donc si un pays veut conserver l'autonomie de sa politique monétaire, il doit utiliser des outils "macro-prudentiels" supplémentaires, comme le contrôle des capitaux sélectifs ou des exigences bancaires

supplémentaires en capital pour freiner la croissance excessive du crédit. D'après le travail de Madame Rey, il est clair que la puissance des flux de capitaux mondiaux signifie que l'autonomie d'un pays ayant une monnaie flottante est beaucoup plus limitée que le trilemme ne l'implique. Cela dit, un taux de change flexible n'est pas aussi restrictif qu'un taux de change fixe. Dans une crise, tout est subordonné au maintien d'un arriimage jusqu'à ce qu'il casse. Une politique nationale de taux d'intérêt peut être moins puissante face à un cycle financier mondial qui part de la Fed. Mais c'est mieux que de ne rien avoir du tout, même si c'est l'équivalent en politique économique de se tenir sur une jambe.

Pour comprendre le trilemme, imaginons un pays qui fixe son taux de change par rapport au dollar américain et est également ouvert aux capitaux étrangers. Si la banque centrale fixe les taux d'intérêt supérieurs à ceux fixés par la Réserve fédérale, le capital étranger en recherche de rendements plus élevés arriverait en masse. Ces entrées augmenteraient la demande pour la monnaie locale, ce qui briserait l'arriimage au dollar. Si les taux d'intérêt sont maintenus sous les taux américains, le capital quitterait le pays et la monnaie s'effondrerait

Gabon, une querelle de famille

Avec l'effondrement des cours pétroliers, les tensions entre les clans au pouvoir se sont exacerbées, comme l'atteste la présidentielle contestée



PASCAL LOROT

C'est l'incertitude qui prévaut aujourd'hui au Gabon. Le risque que ce petit pays d'un peu moins de deux millions d'habitants bascule dans la guerre civile n'est pas une hypothèse d'école. Les résultats de l'élection

présidentielle qui s'y est tenue le 27 août dernier ont donné une très courte victoire au président sortant, Ali Bongo, avec 49,80 %, contre 48,20 % à son rival Jean Ping. Aussitôt connus ces résultats, la capitale Libreville a basculé dans la violence. Incendie partiel du parlement par les opposants pro-Ping, suivi quelques heures plus tard

par l'assaut du QG du héraut de l'opposition et arrestation de plusieurs membres de son équipe de campagne par la police. La spirale de la contestation-répression était lancée.

Plusieurs raisons, tant de circonstances que plus structurelles, peuvent expliquer, au moins pour partie, l'embrassement d'un petit pays qui fut longtemps, à travers son président charismatique, Omar Bongo, le père de l'actuel président, au cœur de cette "Françafrique" aujourd'hui tant décriée.

Avec seulement 5594 voix d'écart sur quelque 627 000 électeurs inscrits, la victoire ne pouvait qu'être contestée par le camp du perdant. L'absence de transparence et les résultats mirobolants de la province du Haut-Ogooué, le fief du président Ali Bongo, qui y aurait obtenu 95 % des suffrages avec quelque 99 % de participation – alors que partout ailleurs elle ne dépasse pas les 60 % – font crier l'opposition à la fraude. Le refus de procéder à une publication des résultats bureau de vote par bureau de vote ajoute au sentiment que fraude il y a eu.

Rente et discorde

Doté d'abondantes ressources pétrolières, le pays a longtemps vécu aussi dans l'illusion d'une prospérité sans fin. Les réformes structurelles nécessaires n'ont jamais été entreprises car l'argent du pétrole permettait tout à la fois d'acheter la paix sociale et l'enrichissement spectaculaire de ceux qui contrôlaient le pays. Avec l'effondrement des cours pétroliers, les tensions entre les clans au pouvoir se sont exacerbées. Les tentatives réelles de diversification et de modernisation du pays ont, elles, été repoussées à des jours meilleurs, laissant le pays dans une vraie misère. C'est là d'ailleurs une

caractéristique majeure de ces économies de rente africaines. Là où le pétrole coule à flots, les réformes n'ont pas lieu et la vie démocratique reste captée par quelques-uns qui privatisent à leur profit les recettes qui découlent de cette manne. Les situations restent figées et l'alternance politique est difficile, car l'équipe sortante craint toujours d'être rattrapée par ses successeurs qui ne manqueraient pas de leur faire un procès en corruption et détournement de richesses. À l'inverse, dans les pays pauvres en ressources, la corruption des élites est par définition moins importante, et une alternance politique calme possible, comme ce fut le cas récemment au Bénin et au Sénégal.

Très présente au Gabon, économiquement à travers de nombreuses entreprises à capitaux hexagonaux, mais aussi par la présence des 400 hommes du 6^e Bîma, la France n'a pas l'intention de se mêler à un conflit qui apparaît avant tout comme un démêlé entre dirigeants politiques du même clan. Les plus virulentes opposantes à Ali Bongo ne sont autres que ses deux demi-sœurs, proches de Jean Ping, pour lesquelles il ne serait ni le fils de son père, ni même Gabonais. Donc illégitime à se (re)présenter à la magistrature suprême. Quant à Jean Ping, celui-ci n'est pas l'homme neuf qu'il veut bien dire. Compagnon d'une fille d'Omar Bongo – qui fut considérée comme la grande argentière du système Bongo –, il a été durant six ans le directeur de cabinet de ce dernier et ministre à six reprises. Autant dire qu'il est complètement lié au clan Bongo et que le conflit actuel avec son beau-frère relève d'une vraie querelle de famille.

Là où le pétrole coule à flots, les réformes n'ont pas lieu et la vie démocratique reste captée par quelques-uns qui privatisent à leur profit les recettes qui découlent de cette manne. À l'inverse, dans les pays pauvres en ressources, la corruption des élites est par définition moins importante, et une alternance politique calme possible, comme ce fut le cas récemment au Bénin et au Sénégal.

OMYAGUE

LE SALON DES MARQUES
DU CADEAU D'AFFAIRES ET DE L'INCENTIVE.

Offrez le cadeau qui vous démarquera

- NOUVEAU LIEU
- CONFÉRENCES ET MASTER CLASSES INÉDITES
- PLUS DE 120 MARQUES SPÉCIALISTES DU BTOB
- SOIRÉE NETWORKING

RENDEZ-VOUS LES
20 & 21 SEPTEMBRE
GRANDE ARCHE DE LA DÉFENSE

Commandez votre badge
sur www.omyague.com
avec le code **OMY084**

welcome@omyague.com - 0033 (0)5 56 94 43 19 (standard)

ACTION marketing EcoBusiness Chef d'entreprise Entrepreneur STRATEGIES assistance BOARDING NETWORK

Basé à Caen, le cabinet ACCES'AUTONOMY intervient en France et dans les territoires d'Outre-Mer. Interview de Candysse Marignier, Dirigeante du cabinet ACCES'AUTONOMY.

Son activité se décline en 2 domaines. Le premier concerne l'accompagnement des Établissements Recevant du Public dans leurs démarches de mises en accessibilité afin de répondre aux exigences de la loi du 11 Février 2005. Le second concerne le domaine de la formation.

Rappel des obligations prévues par la loi concernant l'accessibilité

Au départ, la loi imposait le 1er janvier 2015 comme date butoir aux ERP pour se rendre parfaitement accessibles et concernait les ERP bâtis avant 2005 puisque ceux bâtis après 2005 sont réputés répondre aux critères d'accessibilité selon la loi.

Compte tenu des difficultés pratiques rencontrées, les ERP devaient déposer un dossier Ad'Ap (Agenda d'Accessibilité programmées) pour leur mise en conformité avant le 27 septembre 2015 à leur préfecture ou Mairie et les travaux pouvaient être encore programmés sur trois ans une fois leur dossier AD'AP accepté.

L'ensemble des ERP de toutes les catégories doivent être mis en conformité ou avoir engagé la démarche. Plus les dirigeants des établissements repoussent l'échéance, de moins de temps ils disposeront pour effectuer les travaux

Des sanctions financières prévues par la loi

Après différents rappels à l'ordre, des sanctions financières pour les établissements recevant du public, non accessibles ont été mises en place par le décret n° 2016-578 du 11 mai 2016 et entré en application le 14 mai 2016.

Il définit la procédure amenant à sanctionner financièrement les propriétaires/gestionnaires d'ERP non accessibles

et non encore entrés dans le dispositif Ad'AP.

Ce décret donne les moyens aux pouvoirs publics de lancer des actions ciblées à l'encontre d'acteurs ni éthiquement ni moralement défendables face à l'inaccessibilité de leurs locaux recevant du public.

L'objectif final reste que chacun des propriétaires et/ou gestionnaires d'ERP entre dans le dispositif des Ad'AP.

Une prise en charge de A à Z

Chaque processus vers la mise en accessibilité à besoin de son accompagnement. Acces'Autonomy vous propose une accessibilité 100% validée en 3 étapes.

Accompagnement complet pour l'accessibilité

- Le diagnostic
- Le rapport
- La rédaction du dossier Ad'Ap
- La fourniture des notices accessibilité et sécurité
- Les pièces complémentaires demandées par la commission accessibilité

Attestation de mi AD'AP

- Contrôles des travaux et aménagements à effectuer au cours de cette première période
- Justifications des travaux non effectués
- Si besoin, demande d'une dérogation pour motif financier permettant de prolonger la durée de l'AD'AP d'un an
- Rédaction de l'attestation de mi période

Attestation de conformité

- Vérification du respect des points de conformités
- Rédaction de l'attestation de conformité
- Déclaration de la conformité en Préfecture



En complément, une fois votre dossier AD'AP accepté nous vous proposons une option complémentaire l'Assistance à maîtrise d'ouvrage qui consiste à :

- Proposer au client de trouver les meilleurs prestataires de travaux à des tarifs compétitifs
- Négocier le prix auprès des prestataires
- Gérer le bon déroulement des travaux
- Créer un planning récapitulatif les différentes étapes de travaux et d'aménagement à effectuer
- Orienter le client, si besoin vers des organismes pouvant financer les travaux ou encore faire la demande auprès de la Mairie pour débloquer une aide.

La formation pour vous aussi !

Entreprises du bâtiment, magasins de ventes, restaurants, structures d'accueil et toute autre société professionnelle, recevez votre formation au Handicap, adaptée en fonction de votre métier. Pour cela, Acces'Autonomy vous propose un contenu personnalisé et une formation approfondie grâce à des intervenants qualifiés.

Nous travaillons en partenariat avec des formateurs et centres de formations agréés.

Nos 2 thématiques phares :

- Une formation "à l'accueil et à l'accompagnement des personnes handicapées" pour les établissements d'accueil et de vente qui vous permettra à vous et vos salariés d'être totalement à l'aise avec des personnes en situation de handicap
- Une formation "Accessibilité et confort d'usage" dédiée aux promoteurs immobiliers et entreprises du bâtiment

Et voici les 3 volets que comporte la formation :

- Présentation des différents handicaps

- Sensibilisation aux divers handicaps : Comprendre les besoins des personnes atteintes d'une déficience à travers une simulation et une mise en situation ludique.

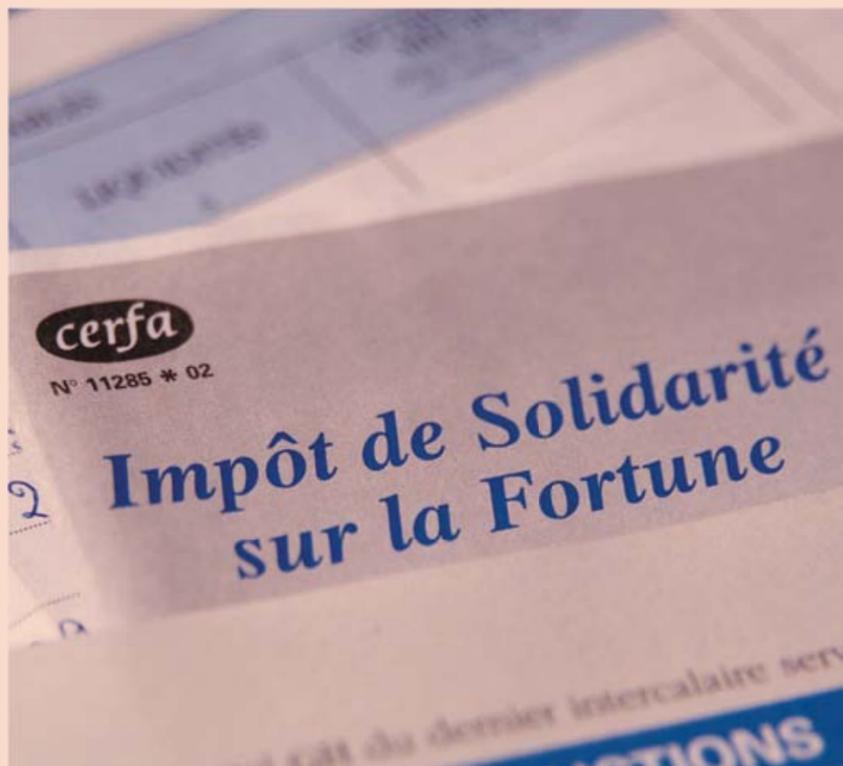
- Vous recevrez également une personnalisation de la pratique de votre métier selon chaque type de handicap : L'adaptation des tâches et comportements face à ce public.

Plusieurs formations sont suggérées en raison des divers métiers existants, aussi, nous saurons vous soumettre celle qui vous conviendra pleinement.

Vous souhaitez en savoir plus sur nos offres et service ? N'hésitez plus !
Contactez-nous au 06.72.13.81.37 ou directement par mail à acces-autonomy@outlook.fr

Supprimer l'ISF, mais en relevant les droits de succession

Il vaut mieux taxer le patrimoine hérité que le patrimoine accumulé grâce au travail et à la prise de risques



FRANÇOIS ECALLE

Les impôts sur le patrimoine des ménages, et plus généralement les impôts sur le capital (revenus, détention et transmission), sont beaucoup plus lourds en France que dans les autres pays. L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) est lui-même singulier dans le paysage européen.

Son barème est une survivance obsolète d'une époque où le rendement du capital dépassait 10 %. Si aujourd'hui, un actif rapporte 3 % par an, l'État peut en prélever une première moitié au titre des impôts sur le revenu (y compris prélèvements sociaux) et la deuxième moitié au titre de l'ISF, son taux marginal supérieur étant de 1,5 %. Le total des impôts sur le revenu et de l'ISF est certes plafonné à 75 % du revenu, mais un investissement peut être taxé à 100 % si ce plafond n'est pas atteint, et un taux de 75 % est déjà très élevé.

La valeur de nombreux biens soumis à l'ISF (actions non cotées, immobilier non standard...) est très difficile à estimer, pour les contribuables, et à contrôler, pour le fisc. Des actifs dont la valeur réelle est identique peuvent ainsi être imposés très différemment. Certains biens, comme les œuvres d'art, ne peuvent pas être sérieusement estimés chaque année, leur valeur étant trop fluctuante, et sont exonérés, ce qui donne une échappatoire à certaines personnes. L'ISF est en pratique un impôt injuste.

S'il est enfin très difficile de déterminer les parts respectives des départs à l'étranger qui tiennent à des raisons fiscales, professionnelles ou autres (par exemple, la qualité de la vie), il est probable que l'ISF est la cause d'une part significative de ces départs.

Redistribution des patrimoines

Il devrait donc être supprimé, mais une redistribution des patrimoines est nécessaire. Si on écarte le sujet de la taxation spécifique du capital foncier – qui fait déjà

l'objet des taxes locales foncières – pour considérer le patrimoine global, cette redistribution peut prendre deux formes, l'ISF et la taxation des successions et donations.

La deuxième forme est préférable car il vaut mieux taxer le patrimoine hérité que le patrimoine accumulé grâce au travail et à la prise de risques. Certes, pour le testateur, le legs correspond à une épargne accumulée grâce au travail et à la prise de risque. La taxation des successions et donations doit donc rester mesurée. Mais, pour le légataire, il s'agit en général d'une aubaine au sens économique (un gain sans contrepartie).

Il serait donc souhaitable de compenser la suppression de l'ISF, dont le rendement budgétaire est de 5 milliards d'euros, par une hausse des droits de succession et donation, dont le rendement est de 12 milliards d'euros, ciblée sur les legs supérieurs à 1,3 million d'euros (seuil d'imposition à l'ISF). Comme la fiscalité du capital devrait être globalement réduite, le barème des droits de succession et donation devrait toutefois être adapté pour que le produit de cette hausse reste inférieur à 5 milliards d'euros.

Il serait souhaitable de compenser la suppression de l'ISF, dont le rendement budgétaire est de 5 milliards d'euros, par une hausse des droits de succession et donation, dont le rendement est de 12 milliards d'euros, ciblée sur les legs supérieurs à 1,3 million d'euros (seuil d'imposition à l'ISF)

LA CHINE S'EST ÉVEILLÉE

Officiellement, l'économie chinoise se porte bien

Les indicateurs sont au beau fixe, malgré des "difficultés qui perdurent"



PHILIPPE BARRET

Mises à part quelques incertitudes mineures, tout va bien pour l'économie chinoise. C'est ce qu'expose dans le *'Quotidien du peuple'* le porte-parole du Bureau national des statistiques. Le diagnostic dressé pour l'avenir de l'économie chinoise s'énonce ainsi: croissance régulière, réforme structurelle progressive, émergence de nouvelles économies, amélioration des fondamentaux. Le haut fonctionnaire y ajoute "des difficultés qui perdurent", consécutives à la faible reprise de l'économie mondiale. Il cite en exemple de la province du Guangdong pour illustrer l'état présent de l'économie nationale. Cette province est à l'avant-garde de la "réforme et de l'ouverture", avec des entreprises en forte croissance dans le secteur des technologies de l'information, comme Huawei, mais aussi des usines de fabrication de jouets employant une main-d'œuvre nombreuse.

Au niveau national la croissance s'est stabilisée, pour les deux premiers trimestres de l'année, au niveau raisonnable de 6,7 %. Pour la même période, l'indice des prix à la consommation s'est établi à 1,8 %, un taux relativement faible. Et le taux de chômage est en légère baisse.

Fait au moins aussi important: au premier semestre de l'année en cours, le secteur tertiaire a contribué pour 54,1 % au PIB, soit 1,8 % de plus que pour la même période en 2015. C'est un bon signe, car le développement du tertiaire, aujourd'hui très insuffisant, est lié à la réforme visant à s'appuyer sur la consommation intérieure pour alimenter la croissance. Parmi les services en croissance rapide, il y a l'éducation en ligne et les soins médicaux, traditionnellement entre les mains de l'État.

Sept nouvelles zones de libre-échange

Autre bon signe: les régions du centre et de l'ouest ont bénéficié d'une croissance supérieure à celle des régions de l'est. Pour soutenir ce mouvement, les autorités ont décidé de créer 7 nouvelles zones de libre-échange dans ces régions du centre et de l'ouest (et du nord aussi) qui s'ajouteront à

celles de Shanghai, de Tianjin, du Fujian et du Guangdong, toutes sur la côte orientale et méridionale. Parmi les nouvelles zones de libre-échange, ouvertes aux investissements étrangers et bénéficiant d'une plus grande liberté de circulation des capitaux, celle du Hubei sera affectée à la construction de bases de haute technologie. Dans la réforme économique en cours, ces activités doivent permettre à la fois de répondre à la demande intérieure et de fournir matière à exportation. Et ces activités enregistrent d'ores et déjà une croissance nettement supérieure à la croissance du PIB.

Il s'agit certes là d'une vision officielle de l'économie chinoise. Mais les éléments qui la composent ne sont guère contestables. Toute la question est de savoir si les conséquences positives de la réforme de la politique économique compenseront assez vite ses conséquences négatives.

Il s'agit certes là d'une vision officielle de l'économie chinoise. Mais les éléments qui la composent ne sont guère contestables. Toute la question est de savoir si les conséquences positives de la réforme de la politique économique compenseront assez vite ses conséquences négatives

DÉJEUNER AVEC

Roger Stone

Bras droit de Donald Trump

“Si elle gagne, nous sommes foutus comme nation”

Qu'est-ce que ça fait d'être l'homme de main de Donald Trump? Edward Luce est allé directement poser la question à l'inquiétant Roger Stone, qui lui fera d'étonnantes révélations autour d'œufs mimosa.

EDWARD LUCE, FT

Nous devons déjeuner au 21 Club, un restaurant couru par le show-biz à Manhattan et l'un des endroits préférés de Roger Stone. Mais Roger Stone a une journée folle. Son ami Paul Manafort a démissionné de son poste de directeur de campagne de Donald Trump. On l'accuse d'avoir touché des millions de dollars en honoraires d'un parti pro-Russe en Ukraine. Roger Stone, le plus ancien confident de Donald Trump à avoir survécu, qui avait insisté pour que Trump embauche Manafort afin de professionnaliser sa campagne, gère les retombées.

La politique avec Trump a quelque chose du tempo d'un dessin animé. C'est donc à peu près un jour comme un autre. Mon téléphone sonne alors que j'entre dans le restaurant 21 Club. C'est Roger Stone. “Prenez un taxi et venez dans mon quartier” ordonne-t-il. Vingt minutes plus tard, je me retrouve à une table d'angle au Beach Cafe, un restaurant de hamburgers de l'Upper East Side qui compte l'actrice Liza Minnelli et l'ancien maire de New York Rudy Giuliani parmi ses clients. Avec ses nappes à carreaux et sa clientèle aux coiffures extravagantes, ce serait un décor idéal pour une séquence du film *Le Parrain 4*. “C'est un de ces endroits relax pour les gens importants qui ne veulent pas être vus” me dit le propriétaire, Dave Goodside. Il choisit ma table avec soin. Sur le mur, à côté, une couverture encadrée du *New York Post* annonçant la démission de Roger Stone de son rôle officiel dans la campagne de Donald Trump, en août 2015. En ce moment, Stone agit en tant que premier conseiller auprès du milliardaire de l'immobilier, par ailleurs star de TV réalité et candidat à la présidence. “J'ai pensé vous appeler pour annuler le déjeuner” me dit Roger Stone, 64 ans, en faisant son entrée quelques minutes plus tard. “Mais après, jeme suis dit, Attends une seconde. Pourquoi?” Il porte une veste en lin structurée et le genre de cravate



Syndicated articles from

FINANCIAL TIMES

© The Financial Times Limited [2016]. All Rights Reserved. Not to be redistributed, copied or modified in anyway. Le nouvel Economiste is solely responsible for providing this translated content and the Financial Times Limited does not accept any liability for the accuracy or quality of the translation.

soyeuse et sombre qu'on voyait beaucoup dans les boîtes de nuit dans les années 1970, Stone est un homme que l'on remarque. Il est mince et ses yeux bleus le sont encore plus sous une couronne de cheveux gris.

J'ai beaucoup entendu parler de ses manières de chien d'attaque, je suis donc sur mes gardes. À l'université, au début des années 1970, Stone militait pour les républicains et se décrivait lui-même comme le "spécialiste des mauvais coups" au sein d'un comité tristement célèbre, le Creep de Richard Nixon (Comité pour faire réélire le président). La campagne s'est achevée par le scandale du Watergate. Stone s'occupe depuis lors de filouterie politique. Il a aussi travaillé comme lobbyiste à Washington dans les années 1980 et 1990.

Parmi les livres qu'il a publiés, il y a 'Jeb! and the Bush Crime Family' (2016), 'The Clintons' War on Women' (2015) et 'The Man who Killed Kennedy: the Case Against LBJ' (2013).

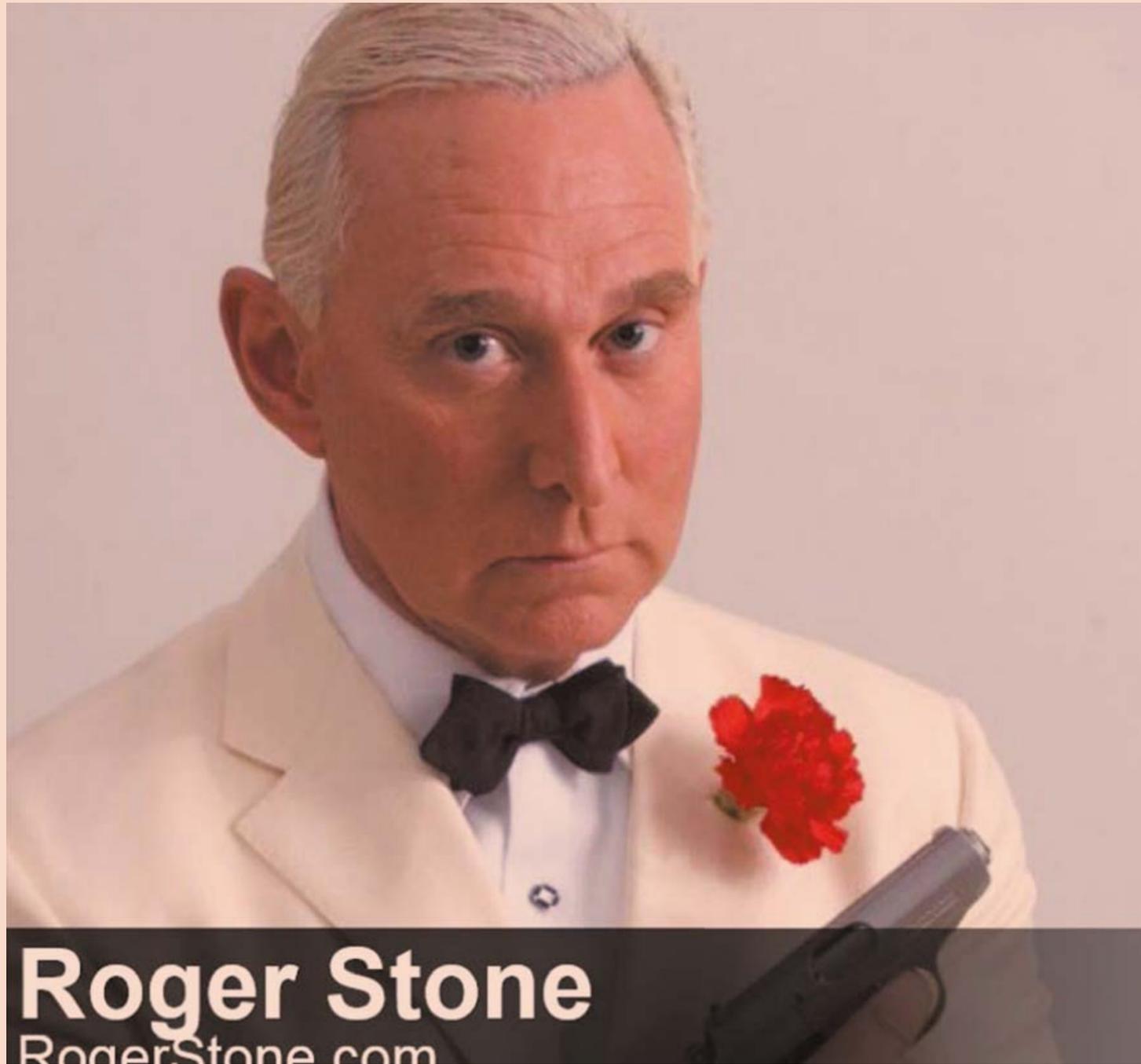
Je lui demande si sa démission de l'équipe de campagne de Donald Trump l'an dernier était une manœuvre destinée à la galerie. "C'est un peu exagéré de dire ça" répond Stone, avec son débit vocal de commentateur sportif. Comme Trump, il a tendance à vouloir percer l'air de son doigt quand il expose ses arguments, lesquels déferlent nombreux et rapprochés. "Pour moi, Trump avait sa vision personnelle de comment arriver à la nomination. Je ne partageais pas sa vision. Il n'a jamais fait un seul sondage, il tirait depuis ses tripes tout le temps, pas d'analyse, pas de ciblage, pas d'achat d'espace, rien. Il a décidé de tout parier sur une stratégie de communication qui consistait à faire autant d'interviews qu'il est possible d'en faire dans une journée. Puis de construire ses meetings comme des événements médiatiques qui attiraient les chaînes câblées, en faire des publicités qui auraient coûté des millions de dollars et qu'on n'a pas eues à payer" explique-t-il. "Je pensais que ça ne pouvait pas marcher."

Stone dit que cet épisode l'a brouillé temporairement avec Trump. Il admet maintenant qu'il a eu tort. Il haïssait aussi le directeur de campagne, Corey Lewandowski, qui a donné sa démission en cours d'année, après avoir brutalisé une journaliste. Lewandowski s'est heurté à lui en trois occasions différentes, alors qu'ils étaient "supposés travailler ensemble", selon Stone. "J'ai pas à supporter la connerie d'un minable." Stone a ensuite convaincu Trump d'embaucher Manafort, de la même façon qu'il a contribué à convaincre Trump de recruter Steven Bannon, directeur de Breitbart News, un site ultra-conservateur, pour remplacer Manafort. Bannon, comme Manafort, n'a aucune expérience préalable d'une campagne politique.

Les sondages de Trump étant en chute libre, je lui demande si c'est bien raisonnable. Nos entrées, une assiette d'œufs mimosa avec du bacon, sont arrivées: "Les meilleurs œufs mimosa du monde", assure Roger Stone. Il boit du thé glacé. J'ai un Coca Light. "Plus de la moitié des électeurs reçoivent leurs informations comme ça", annonce Stone en montrant son smartphone. "La télé câblée, c'est le meilleur moyen de faire faillite. Bannon comprend vraiment ça. Il connaît l'œuvre de Clinton mieux que quiconque. Il a publié des extraits de mon livre sur les Clinton. C'est un street fighter. Il n'a pas peur de la cour des grands."

On dirait que le jugement de Hillary Clinton à propos d'une "vaste conspiration de droite" recouvre maintenant chaque centimètre carré du dispositif de Trump. Je lui demande si son héros politique, Nixon, approuverait cette campagne. Stone s'est fait tatouer le visage de Nixon dans le dos, il est de "la taille d'un ananas, entre mes omoplates". Stone me rappelle que Nixon a un jour écrit à Trump pour encourager ses ambitions. "Il a écrit: 'Mme Nixon dit que vous devriez vous présenter comme président', ce qui était la façon de Nixon de dire qu'il le recommandait."

Cela me rappelle que pour la première fois depuis des décennies, Ronald Reagan n'est plus, au moins de façon temporaire, le saint patron du Parti républicain. Sous Donald Trump, nous sommes revenus aux jours plus sombres de Nixon. Pourquoi? C'est l'une des raisons pour lesquelles



je voulais déjeuner avec Stone. Je voulais aussi en savoir plus sur cette colère qui propulse la campagne de Trump. Stone m'explique pourquoi il s'est fait tatouer Nixon dans le dos. "C'est un rappel quotidien que dans la vie, quand les choses ne vont pas dans votre sens, quand vous êtes à terre, encore et encore, au lieu d'abandonner, vous vous relevez, vous vous époussetez et vous recommencez. Nixon était comme ça. Il ne sortait pas d'un milieu privilégié. Son père n'était pas un gangster, un trafiquant d'alcool, il ne lui a pas acheté la présidence [pour Stone, la victoire de JFK à la présidentielle de 1960 avait été achetée par Joe Kennedy, son père]. Les élites sont molles, elles n'ont pas l'estomac pour les combats longs. Elles ne voulaient pas terminer le travail au Vietnam. Et il y a ce contexte de la fortune héritée."

Attendez, protesté-je. Trump aussi est né dans une famille très fortunée. À ce moment du déjeuner, nous en sommes arrivés au plat principal. Pour Stone, une salade de poulet au curry et pour moi, une salade au saumon poché. Stone décerne une très bonne note à la fraîcheur de sa salade, et moi aussi. Il avoue une faiblesse pour la bière et pour les cocktails vodka-Martini, mais il dit avoir trop à faire ce jour-là pour boire de l'alcool. Alors, j'insiste, que dire des origines dorées de Trump? "Trump n'a jamais perdu ses racines du Queens" dit Stone. "Fred, son père, est comme lui, plus à l'aise en compagnie des charpentiers et des plombiers que des autres riches. Donald, c'est le seul milliardaire que je connaisse qui ne fasse pas partie de l'élite. Il n'aime pas les types de la finance et des hedge funds. Ils ne payent pas d'impôts et ils sont riches. Je les vois dans mon club. J'adore leur coller une inscription de 350000 dollars par an pour le privilège de payer très cher de quoi manger. Pourquoi ces types ne payent-ils pas leur juste quote-part? Donc, je pense que Trump

a une sensibilité de classe moyenne, qu'il peut comprendre les ouvriers, ce que les WASP et l'élite ne savent pas faire."

Roger Stone peut certainement dire cela de lui. Élevé dans la classe moyenne aux confins de l'État de New York et du Connecticut, il a grandi dans une famille relativement apolitique, même si ses deux parents soutenaient Eisenhower. "Je voulais devenir acteur mais mes parents trouvaient que c'était une mauvaise idée" dit-il. "Ils auraient voulu que je devienne charpentier ou plombier." Roger Stone a connu sa révélation grâce à une vieille dame, une voisine de ses parents, la "classique vieille dame en chaussures de tennis". Elle lui donna un exemplaire du livre de Barry Goldwater, 'Conscience of a Conservative', qui a radicalement changé sa vision de la vie. Goldwater a perdu, et lourdement, contre Lyndon Johnson durant l'élection de 1964.

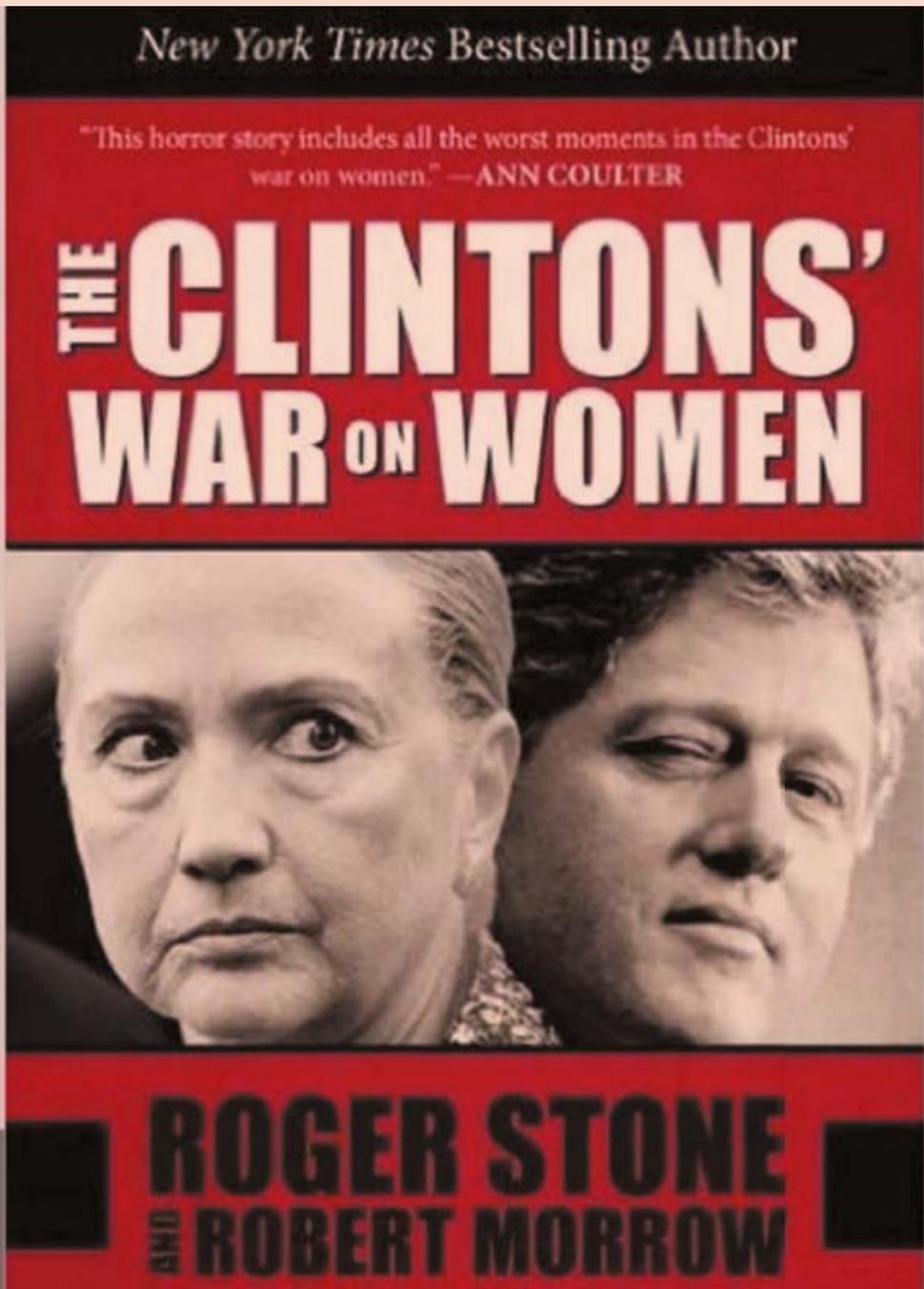
Stone a aussi lu dernièrement un autre livre-tract conservateur et iconoclaste, 'A Choice Not an Echo', de Phyllis Schlafly, qui vient de célébrer son 92^e anniversaire. Ce jour-là, Roger Stone a persuadé Trump d'appeler Phyllis pour lui souhaiter un bon anniversaire. "À partir du moment où j'ai découvert Goldwater, en gros, c'était fait" dit Stone. "J'ai compris que Lyndon Johnson était un psychopathe corrompu. Je ne comprenais pas comment quelqu'un pouvait voter pour cet escroc".

Le vrai rite de passage pour Stone, cependant, fut Nixon, qui s'est lancé dans la campagne pour la Maison-Blanche en 1968 et l'a gagnée: "Nixon parlait de la majorité silencieuse ou de l'Américain oublié, exactement comme Trump le fait". Aujourd'hui, le quartier populaire où Stone a grandi est rempli de McMansions, de manoirs pour nouveaux riches. "C'est devenu assez chic, de

nos jours" reconnaît-il.

Stone veut absolument rappeler qu'il était, comme Trump, fan de Reagan. Trump et lui se sont rencontrés parce qu'on avait demandé à Stone d'organiser la première campagne présidentielle de Reagan dans l'État de New York. Il s'était adressé au jeune promoteur immobilier pour solliciter son aide. Nous étions en 1979 et Trump était déjà une célébrité dans les tabloïds new-yorkais. Roger Stone n'a jamais oublié sa première impression de Trump. "Le bureau de Trump ressemblait à la scène chaotique dans le grand salon, dans le film des Marx Brothers. Il était au téléphone, les gens rentraient pour lui faire signer des papiers, les assistants lui apportaient des notes, un type est passé avec des échantillons pour lui faire choisir le carrelage de son club à Kuala Lumpur. C'était très frénétique, c'était chouette, et il débordait d'énergie, super-actif, autoritaire, il criait sur les gens au téléphone: 'J'ai besoin d'avoir de nouveaux plans, ça ne va pas comme ça', et moi, j'essayais de faire mon pitch dans ce chaos et il m'a dit, 'D'accord, j'en suis. Dites-moi ce que je peux faire.'" Selon Roger Stone, c'est la façon dont Trump travaillerait, s'il était président. Après l'élection de Reagan, Roger Stone a fondé un cabinet de lobbying à Washington avec Paul Manafort, le très agressif Lee Atwater, qui deviendra plus tard stratège de la campagne électorale de George Bush père, et Charlie Black, qui est resté dans le même domaine.

L'un de ses premiers clients fut la société des casinos et hôtels Trump. La seule vraie brouille qu'ils aient connue remonte à 2008, quand Stone a joué un rôle dans la chute d'Eliot Spitzer, le gouverneur de New York. Eliot Spitzer avait été épinglé par le FBI pour avoir viré de l'argent à des prostituées au-delà des limites de l'État. Trump avait



financé la campagne de Spitzer. Stone, qui se décrit lui-même comme un "libertin" et qui a connu quelques ennuis pour avoir placé des publicités dans un magazine pour échangistes, avait rencontré une femme dans un nightclub de Miami. Elle prétendait être l'une des call-girls que fréquentait Spitzer. Plus tard, il a utilisé cette indiscretion contre Spitzer, qui a dû démissionner dans la honte et l'opprobre. Trump, qui considérait Spitzer comme un ami, ne parlera plus à Stone pendant deux ans.

Quand Trump a annoncé pour la première fois qu'il songeait à se présenter pour l'élection, Spitzer est allé à la télévision et "a taillé au couteau un deuxième trou du cul à Trump". Ce sont les mots de Stone. "Cette après-midi-là, Trump m'a appelé, comme si je n'étais jamais parti."

Jusqu'ici, j'ai hésité à ne serait-ce qu'évoquer le style de vie de Trump, qui ressemble à la vie dans le manoir Playboy [célèbre pour les fêtes érotiques organisées dans les années 70 par le fondateur du magazine du même nom, ndt]. Comme Stone, Trump fréquentait le Studio 54, la légendaire discothèque new-yorkaise où tout était permis. Comme Stone, Trump appartient à l'aile du Parti républicain qui pense que le gouvernement devrait rester derrière la porte de la chambre à coucher et des conseils d'administration.

Au cours des années, Trump s'est souvent vanté de ses conquêtes féminines. Mais il a pourtant obtenu la nomination des républicains en convaincant l'aile évangéliste qu'il était un chrétien "born again" [réconcilié avec Dieu, ndt]. Est-ce que ce n'était qu'un show? L'attitude des évangélistes est "Jeme fiche de ce que vous défendiez il y a trois ans. Quelle importance si vous étiez pour l'homosexualité il y a dix ans? Maintenant, vous êtes sauvé." Mais par quel miracle ont-ils cru

Trump? "Eh bien, sa profession de foi chrétienne l'a fait être" répond Stone, à regret. "Je suppose que c'est un calcul." Et vous, vous êtes toujours un libertin? Stone semble mal comprendre la question et s'embarque dans une longue digression sur le fait qu'il a toujours été un libertarien. Non, je répète, libertin. Il marque un temps: "Je refuse de parler de ma vie privée parce que je ne suis pas candidat à un mandat public et j'en ai jamais été un chrétien d'extrême droite" dit-il.

D'accord. Stone tient à mettre les points sur les i sur Ted Cruz, le grand rival de Trump, qui porte son zèle évangéliste en étendard. La campagne Trump souffre toujours de la décision de Ted Cruz de ne pas soutenir le candidat Trump lors de la convention des républicains à Cleveland. Cruz a appelé les républicains à "voter selon leur conscience" en novembre prochain.

Nous avons fini de manger. Nous commandons tous deux un double expresso. Stone semble d'ailleurs de plus en plus sous l'emprise de la caféine, au fur et à mesure que le déjeuner s'écoule. "Trump séduit les évangélistes parce que c'est un leader" dit-il. "Ted Cruz est un dominioniste (une branche de l'église évangélique) onctueux, hypocrite. C'est un tricheur"

Et Hillary Clinton? Que se passera-t-il si elle bat Trump? Les mots de Stone jaillissent de sa bouche encore plus vite qu'avant. À un moment, sa voix est si stridente que la moitié du restaurant se retourne pour savoir ce qui se passe. "Si elle gagne, nous sommes foutus comme nation" éructe Stone. "Nous serons envahis par des hordes de jeunes musulmans, comme en Allemagne ou en France, qui tuent, violent, profanent. Vous pouvez le voir. Ça se passe déjà là-bas."

Stone est tellement pris par sa noire vision du futur qu'il ne semble pas remarquer que tout le

monde peut l'entendre. "Si Hillary gagne, il y aura des troubles partout, la désobéissance civile, un gouvernement très divisé, un pays dont la moitié des citoyens pensent qu'elle, sa fille et son mari devraient être en prison. Il n'y aura pas d'état de grâce. Pas de lune de miel. Il y aura une surveillance systématique de toutes ses actions parce que qui vole un œuf vole un bœuf, et sera toujours un voleur. Ce sera triste. Je serai probablement obligé de déménager au Costa Rica."

Alarmé par le tour que prennent les prophéties de Roger Stone, je lui demande s'il lui arrive de penser à autre chose qu'à la politique. Ses manières changent aussitôt. Les foudres de l'enfer s'apaisent. "Bien sûr que oui" répond-il. Il se lance dans une explication enthousiaste de la rubrique qu'il écrit pour le Daily Caller, un autre site conservateur, "Les oscars bi-partisans de la mode". L'exercice consiste à dresser la liste des politiques les plus élégants et les moins élégants chaque année. Feu Ted Kennedy était l'homme le plus souvent cité, surtout pour ses pulls en shetland. Stone aime bien les cols Windsor de Bill Clinton. "Ils marchent vraiment bien". Il aime aussi les complets Brioni de Donald Trump. "Trump a pratiquement inventé la cravate rouge pour la mode des hommes d'affaires dans les années 1980" rappelle-t-il. Mais il ne peut pas s'empêcher de revenir à Hillary. J'ai réglé l'addition et il est temps de partir. Il y a environ trente minutes, Stone avait dit qu'il devrait bientôt partir. Maintenant, il s'attarde, pour bien enfoncer ce clou. "Hillary est sur ma liste des plus mal habillés depuis trois ans. Elle ne sait absolument pas ce qui lui va. Je pense que ce doit être Stevie Wonder qui l'habille." Il aime tellement cette vieille blague qu'il la répète. Une fois sa plaisanterie bien plantée, nous nous serrons la main et nous partons dans des directions différentes.

Beach Cafe Beach Cafe
1326 Second Avenue, New York 10021

Œufs mimosa avec bacon, offert
Coca Light \$6.00
Thé glacé \$4.00
Saumon poché et salade \$15.00
Poulet au curry et salade \$15.00
Double expresso x 2 \$10.00
Taxes \$5.25
Total (service compris) \$64.25

“ Je lui demande si son héros politique, Nixon, approuverait cette campagne. Stone s'est fait tatouer le visage de Nixon dans le dos, il est de "la taille d'un ananas, entre mes omoplates". Stone me rappelle que Nixon a un jour écrit à Trump pour encourager ses ambitions. "Il a écrit: 'Mme Nixon dit que vous devriez vous présenter comme président' ce qui était la façon de Nixon de dire qu'il le recommandait."

SOLUTIONS

20* • 21 • 22
septembre 2016
PARIS EXPO
PORTE DE VERSAILLES
PAVILLON 2.2

(à partir de 14h00)

EXPOSITION
CONFÉRENCES
TABLES RONDES
ATELIERS
RENDEZ-VOUS
PROJETS

SOLUTIONS **erp**
SOLUTIONS **démat**
SOLUTIONS **crm & mkg**

SOLUTIONS **bi & big data**
SOLUTIONS **e-achats**
SOLUTIONS **serveurs & applications**

Reservez dès maintenant votre badge gratuit!

www.salons-solutions.com



M-commerce exponentiel

L'inventivité mobile

Couplées aux réseaux sociaux ou à la reconnaissance visuelle, en mono-marque ou marketplace, la créativité des applis de m-commerce n'a pas fini de foisonner

Apparu au tout début de la présente décennie, le commerce mobile a connu depuis lors un taux de croissance exponentiel qui lui a permis de tirer véritablement le commerce en ligne. Principales raisons: la généralisation de l'usage des téléphones mobiles par une part sans cesse croissante de la population, mais aussi la créativité des sociétés spécialisées dans le commerce en ligne qui proposent régulièrement à leur clientèle des applications de plus en plus attractives et de plus en plus ergonomiques.

DIDIER WILLOT

Même pour les spécialistes, c'est un peu une surprise que contenaient les statistiques 2015 relatives au commerce en ligne dans l'Hexagone. Publiées il y a quelques semaines, elles ont en effet montré qu'à l'intérieur de ce grand ensemble que constitue un e-commerce en progression forte, le chiffre d'affaires du m-commerce (c'est-à-dire le volume des commandes passées par l'intermédiaire d'un smartphone) a enregistré une nouvelle fois un taux de croissance extrêmement élevé, proche de 100%: il a atteint 7 milliards d'euros l'an dernier, contre 3,7 milliards en 2014. Un dynamisme qui devrait se poursuivre cette année encore. Selon une étude réalisée par le cabinet spécialisé anglais CRR (Centre for Retail Research), rendue publique le 2 mars dernier, le m-commerce devrait afficher en France une progression au moins égale à 40% pour la totalité de l'exercice 2016. Principale raison: avec une dépense annuelle moyenne par acheteur sur mobile de 522 euros l'an dernier, la France accuse actuellement un retard significatif par rapport au Royaume-Uni ou à l'Allemagne: 732 euros et 659 euros respectivement.

Une activité relativement nouvelle

Il est vrai que le m-commerce reste chez nous une activité relativement nouvelle. Elle n'est arrivée véritablement sur le marché français qu'au tout début de la présente décennie, avec le développement de la téléphonie mobile connectée et, à un degré moindre, de l'usage des tablettes tactiles. Le raisonnement était tout

simple: puisque le commerce en ligne à partir des ordinateurs fixes ou des ordinateurs portables avait connu un essor important au cours de la précédente décennie, pourquoi ne pas étendre le système aux téléphones connectés à Internet et aux tablettes? C'est ainsi que certains sites de e-commerce ont pris le risque d'adapter leurs applications à caractère commercial aux contraintes techniques imposées par ce nouveau mode de communication. On pense aux banques traditionnelles qui, pour résister à la concurrence des banques en ligne, ont offert à leur clientèle la possibilité de réaliser un certain nombre d'opérations simples (consulter le niveau de son compte courant, ouvrir un livret d'épargne, effectuer un virement bancaire, etc.) en utilisant les touches de leur téléphone mobile. C'est le cas également des sociétés organisatrices de spectacles qui se sont mises à offrir à leurs clients la possibilité de réserver une place au théâtre, au cinéma, au concert ou au stade par l'intermédiaire de leur smartphone, ou encore des entreprises de transport, comme la SNCF, qui ont mis au point des applications offrant aux usagers la possibilité d'organiser leurs voyages – en choisissant leurs horaires et même en achetant leurs billets – à partir de l'écran de leur téléphone mobile ou de leur tablette. Autre exemple bien connu: les enseignes de la grande distribution ont permis aux clients qui le souhaitent d'intégrer les informations relatives à leurs achats à l'intérieur de leur téléphone mobile. À la caisse, il est en effet plus simple de présenter son smartphone plutôt que la carte de fidélité que l'on n'a pas forcément sous la main! Dans la même optique, certaines entreprises de ce secteur ont eu l'idée d'envoyer régulièrement

à leurs clients – actuels ou potentiels – sur l'écran de leur smartphone, des coupons de réduction virtuels, dits m-coupons, utilisables dans leurs magasins...

L'explosion du nombre des mobinautes

Bref, l'accueil a été tel que le m-commerce a connu une croissance exponentielle au cours des cinq dernières années. Selon une étude publiée récemment par le cabinet conseil Xerfi, son chiffre d'affaires (applications comprises), qui se situait aux environs de 500 millions d'euros en 2010, a pratiquement doublé chaque année depuis lors. Une hausse qui est due sans aucun doute à l'explosion du nombre des mobinautes (on estime aujourd'hui que près de 60% des Français disposent d'un téléphone mobile connecté à Internet), mais aussi au dynamisme dont les chefs d'entreprise font preuve en la matière. "Si le m-commerce connaît aujourd'hui un tel engouement,

"Le m-commerce tend à se positionner de plus en plus comme un outil de liaison entre l'utilisateur et les marques. Les consommateurs veulent voir les produits, les toucher, les essayer, discuter avec des vendeurs qu'ils considèrent encore comme des experts"

confirme Anne-Marie Schwab, directrice générale de RetailMeNot France, c'est en grande partie grâce aux efforts des marchands en ligne pour rendre leurs applications mobiles particulièrement attractives, tant en ce qui concerne la qualité des informations sur les produits que la pertinence des comparaisons de prix ou l'imagination des offres promotionnelles."

Résultat: tous les secteurs d'activité se montrent aujourd'hui intéressés par l'utilisation des technologies de mobilité numérique dans les relations à vocation commerciale qu'ils entretiennent avec leurs clients. En effet, la principale force du m-commerce reste qu'il permet de réaliser des transactions commerciales n'importe où et à tout moment. Et cela d'autant plus que toutes les enquêtes sont formelles: la quasi-totalité des mobinautes tiennent leur smartphone allumé en permanence à portée de main, et plus de 75% d'entre eux le consultent quotidiennement. Une première idée est alors de lancer des applications nouvelles destinées à attirer le consommateur vers les points de vente physiques de son enseigne. C'est ainsi que la chaîne de restauration rapide McDonald's propose désormais une application qui permet au client de passer sa commande préalablement sur son smartphone. Celle-ci est ensuite transmise à une borne qui la prépare pour l'heure indiquée. On l'aura compris: un tel système permet de réfléchir tranquillement au choix son menu le temps et de réduire le temps d'attente à la caisse! Autre exemple: celui de l'enseigne de vêtements Celio, qui a créé une application permettant à ses clients de recevoir des SMS d'alerte lorsque les magasins où ils ont leurs habitudes organisent des journées de ventes promotionnelles. "En effet,

confirme Nicolas Passalacqua, fondateur de la société Octipas, une start-up spécialisée basée à Montpellier, le m-commerce tend à se positionner de plus en plus comme un outil de liaison entre l'utilisateur et les marques. Les consommateurs veulent voir les produits, les toucher, les essayer, discuter avec des vendeurs qu'ils considèrent encore comme des experts."

L'arrivée des places de marché mobiles

Mais aujourd'hui ce qui semble dynamiser encore davantage l'expansion du m-commerce, c'est la création des "places de marché" – ou marketplaces –, c'est-à-dire des plateformes informatiques qui mettent en relation les acheteurs potentiels avec un nombre important de sites de commerce en ligne. Cette nouvelle approche s'est largement développée au cours des



"Le m-commerce tend à se positionner de plus en plus comme un outil de liaison entre l'utilisateur et le commerce physique."
Nicolas Passalacqua, Octipas.

Klik&Pay

THE
PAYMENT
COMPANY

Chaque E-marchand est différent NOUS AUSSI !

Pourquoi choisir une solution standard quand on est UNIQUE ?
Depuis plus de 15 ans KLIK & PAY apporte une réponse personnalisée dans le domaine bancaire des paiements sécurisés online pour vendre dans le monde entier.

Des solutions de paiement étendues



PAIEMENT DIRECT
/ DIFFÉRÉ



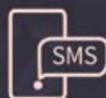
ABONNEMENT



PAIEMENT EN
PLUSIEURS FOIS



PAIEMENT
PAR EMAIL



PAIEMENT
PAR SMS



COMMANDE PAR
TÉLÉPHONE

Connectez-vous avec simplicité



Sécurisez votre activité



- Algorithme de scoring anti-fraude
- Back Office de gestion
- Analyse des transactions sur mesure
- Gestion des litiges & impayés

Optimisez votre taux de conversion



- Encaissements en multidevises
- Tokenisation / Serveur-Serveur
- Comptes marchands 3DS paramétrable
- Pages de paiement multilingues

M-Commerce



Plus de 26 moyens de paiement à disposition



CMS



Klik&Pay

Des moyens de paiements pour
vendre à l'international

KLIKANDPAY.COM
PROCESSING PAYMENTS SINCE 2000

® marque de cyber



Contactez Nous

market@klikandpay.com
CH: +41 21 695 6000
FR: +33 139 248 000
LU: +352 26 10 26 91



“Le succès de notre place de marché s’explique certainement par la rapidité des délais de réponse. Ils se situent en moyenne à 24 heures.”
Romain Moyne, Wheretoget France.

deux ou trois dernières années dans le secteur de l’habillement, qui est certainement l’un des plus concernés par le développement du m-commerce. C’est ainsi que la société Wishibam a développé au début de l’année 2014 une application qui promet d’aider le consommateur à trouver facilement les vêtements qu’il souhaite. Le système est le suivant: vous repérez dans un magazine un modèle qui vous plaît, puis vous le flashez avec votre smartphone. Vous adressez ensuite le cliché à Wishibam qui vous communique en retour l’adresse de la boutique où

vous pouvez vous le procurer. Par quel moyen? Les serveurs de Wishibam ont stocké préalablement l’image des modèles présentés dans les journaux avec lesquels la société a passé un accord, et la technologie de reconnaissance visuelle permet alors de transmettre au mobinaute les informations relatives au modèle de son choix et de passer la commande en son nom. “De cette façon, explique Charlotte Journo Baur, directrice générale, nous ne nous contentons pas d’accompagner l’utilisateur du print au digital. Notre offre présente en effet l’avantage de lui permettre de concrétiser immédiatement son achat.” Pour l’instant, Wishibam a établi des partenariats avec quelque 2500 marques qui lui permettent de couvrir environ 90 % des produits présentés dans les magazines et de les référencer sur sa place de marché.

À côté de ce modèle uniquement marchand, on trouve d’autres applications reposant sur le dynamisme des réseaux sociaux. C’est le cas de l’application Wheretoget, dont le point d’entrée ne se limite pas aux seuls magazines et qui accepte également les photos de vêtements ou d’accessoires prises dans la rue. En vous promenant, vous rencontrez une personne portant un vêtement qui vous plaît. Vous la photographiez et vous envoyez le cliché. C’est alors par l’intermédiaire de la communauté des passionnés de mode utilisateurs de cette application (et non plus par la technologie de reconnaissance visuelle) que vous aurez votre réponse. L’un d’entre eux aura certainement la possibilité

de vous indiquer où trouver l’article recherché, ou tout au moins un produit similaire. Importé des États-Unis où la communauté Wheretoget compte déjà quelques millions de membres, le système permet actuellement aux utilisateurs français d’accéder à près de 50000 sites de commerce en ligne répartis dans le monde entier. “Un succès, assure Romain Moyne, le fondateur de Wheretoget France, qui s’explique certainement par la rapidité de nos délais de réponse: ils se situent en moyenne à 24 heures, et une question sur trois est traitée en moins d’une heure.”

Interaction entre le commerce en ligne et les magasins physiques, développement des places de marché, mise en mouvement des réseaux sociaux... En moins de cinq ans, les spécialistes du m-commerce ont fait preuve d’une créativité telle que tous les experts sont d’accord: ce nouveau mode de commercialisation est encore loin d’avoir atteint sa maturité dans notre pays. Grâce notamment à la génération dite des “millennials” – les 18-25 ans – qui sont, d’après les statistiques, deux fois plus nombreux que la moyenne des Français à procéder à des achats en ligne. Toujours selon CRR, dès cette année, près d’un quart des Français (23,6 % exactement) devrait effectuer une part significative de leurs dépenses en ligne à partir d’un appareil mobile ou d’une tablette. Ce qui devrait permettre au m-commerce français de réduire l’écart avec le m-commerce allemand et le m-commerce anglais. ■

Chiffres clés

37 % des acheteurs en ligne ont effectué au moins un achat sur leur mobile en 2015 (51 % en Allemagne, 50 % au Royaume-Uni, 46 % en Suède et 38 % aux Pays-Bas).

Dépense annuelle moyenne par acheteur sur mobile: 522 € (732 € au Royaume-Uni et 659 € en Allemagne)

88 % des transactions commerciales par Internet sont effectuées sur un ordinateur portable, 6 % sur un smartphone et 6 % sur une tablette.

55 % des Français possèdent un smartphone et 49 % ont visité un site de e-commerce

Source: Enquête RetailMeNot - CRR (Centre for Retail Research)



“Nous ne nous contentons pas d’accompagner l’utilisateur du print au digital. Notre offre présente en effet l’avantage de lui permettre de concrétiser immédiatement son achat.”
Charlotte Journo Baur, Wishibam.

Dans le sillage du m-commerce, le m-paiement

Conséquence logique du développement du m-commerce, le paiement mobile (c’est-à-dire le paiement effectué à partir de l’écran d’un smartphone) a fini par gagner l’univers des sites de commerce électronique. Conçu à l’origine pour simplifier les transactions financières récurrentes de faible montant, le système s’est progressivement étendu à l’ensemble des paiements à distance.

Apparu il y a quelques années à Issy-les-Moulineaux pour faciliter le règlement des tickets de stationnement automobile, il a été ensuite utilisé couramment pour l’achat de titres de transport, la participation à une liste de cadeaux de mariage, la constitution d’une cagnotte commune ou le transfert d’argent de mobile à mobile... Aujourd’hui, le m-paiement sert de plus en plus fréquemment à régler des achats réalisés par l’intermédiaire d’applications à caractère spécifiquement commercial. Les sommes en jeu peuvent alors être débitées de manière traditionnelle via la carte bancaire. Principal opérateur en la matière: le géant d’origine américaine Paypal, qui occupe dans notre pays une position dominante telle – plus 5 millions d’utilisateurs actifs – qu’aucun concurrent s’étant inspiré de son modèle économique n’a pu résister: Buyster et Kwixo, par exemple. Mais depuis l’apparition des “places

de marché” qui offrent aux consommateurs la possibilité de choisir entre des offres émanant de plusieurs sites différents, on assiste à l’émergence d’établissements de paiement indépendants qui, à l’image des courtiers en crédit il y a plusieurs années déjà, se positionnent comme des tiers de confiance entre un acheteur et un vendeur. “L’un des avantages de notre modèle, explique Damien Guernonprez, directeur général de Lemon Way, l’un des leaders français de cette spécialité, c’est que nous n’acquiesçons le paiement qu’une fois la livraison effectuée.” En effet, conformément à la directive européenne relative aux services de paiement, l’utilisateur doit préalablement approvisionner son compte auprès de l’opérateur. Son numéro de téléphone et un mot de passe lui suffisent ensuite pour régler ses achats ou faire de nouveaux virements. ■

On assiste à l’émergence d’établissements de paiement indépendants qui, à l’image des courtiers en crédit il y a plusieurs années déjà, se positionnent comme des tiers de confiance entre un acheteur et un vendeur

Publicité, en phase sinon rien

Canal désormais incontournable pour les achats en ligne, le téléphone mobile est aussi un canal privilégié pour la publicité. C’est le principal enseignement d’une étude publiée le 3 mars 2016 et réalisée dans toute l’Union européenne par la société britannique Quantcast, spécialisée dans la mesure d’audience de la publicité digitale. Elle démontre en effet que 64 % des personnes interrogées affirment avoir été influencées par la publicité diffusée sur l’écran de leur smartphone au moment de leurs achats. Un pourcentage qui s’élève même à 80 % pour la génération des 18-25 ans, dites des millennials, qui sont deux fois plus nombreux que la moyenne à procéder à des achats par l’intermédiaire de leur mobile. Autre donnée intéressante: 43 % des m-consommateurs seraient prêts à acheter un produit qui leur aurait été ainsi présenté. Mais attention! Cette enquête démontre aussi que la publicité sur mobile est perçue par une majorité

de consommateurs comme plus intrusive que la publicité sur ordinateur portable, ou même sur tablette. Dans la même logique, une autre étude réalisée par l’institut OpinionWay montre que la publicité sous forme de bannières est particulièrement critiquée. Pour 42 % des personnes interrogées, ce format s’avère “contre-productif”. La raison évoquée? Il donne une mauvaise image de l’annonceur souhaitant promouvoir son offre de service ou son produit par ce moyen. Conclusion de la société Quantcast: pour être efficaces, les campagnes publicitaires sur mobile doivent être particulièrement en phase avec les attentes et les besoins des usagers du m-commerce. ■

La publicité sur mobile est perçue par une majorité de consommateurs comme plus intrusive que la publicité sur ordinateur portable, ou même sur tablette

vendredi 23 Septembre 2016 - PARIS
9h00 - 21h00

DUELS DE TRADING
EN TEMPS RÉEL - CAPITAUX RÉELS ET ÉLIMINATION RÉELLES!

SALON DU TRADING
IAT 11^{ème} EDITION ANNUELLE

VENEZ DÉCOUVRIR LES SECRETS DES MEILLEURS TRADERS POUR APPRENDRE À GAGNER EN BOURSE

Conférences et Entrée **GRATUITES**

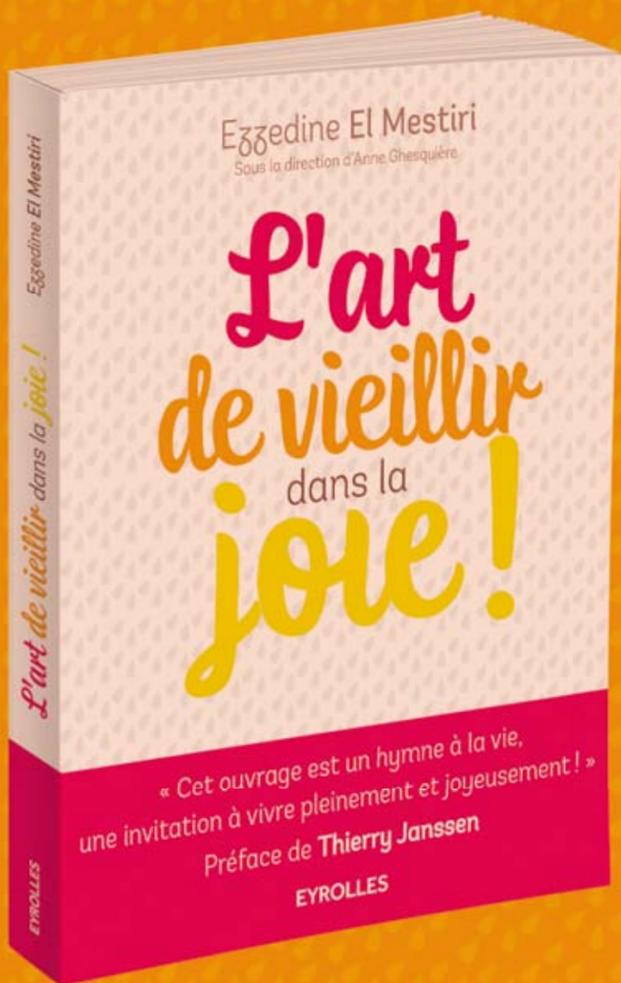
EXPOSANTS PRÉSENTS
PLATEFORMES DE TRADING - COURTIERS - WARRANTS - FOREX - CFDs - BOURSES INTERNATIONALES
CABINETS DE CONSEILS - FUTURES - SRD - LOGICIELS D'ANALYSE TECHNIQUE - FLUX D'INFORMATIONS

ESPACE CHAMPERRET
Place de la Porte Champerret - 75017 Paris - FRANCE
M° et Parking : Porte de Champerret
Informations, Programme, sur le site www.salonAT.com

Avec le concours de nos partenaires médias

TRADINGVIEW | Le nouvel Economiste | LE FIGARO | Action | Broker-Forex.fr | ADVFN | FXSTREET | Stocks & Commodities | ACTIVETrader | CURRENCY TRADER | Investing.com | THE TRADER'S JOURNAL | YourTradingEdge | 12W

Une organisation agréée IAT © 2016 - 2018
Invitation GRATUITE pour le Salon, réservée aux lecteurs du Nouvel Economiste sur présentation du Journal



Ezzedine
El Mestiri

Donner plus d'années
à la vie et plus de vie
aux années !

En librairie
11,90€

EYROLLES

ACCESS 
MBA
Worldwide MBA Events

Pourquoi pas vous?

Soyez le visionnaire et décisionnaire
de votre entreprise, celui dont
l'influence compte. Optez
pour un Executive MBA.

**Salon MBA
One-to-One**

PARIS, 1er octobre 2016

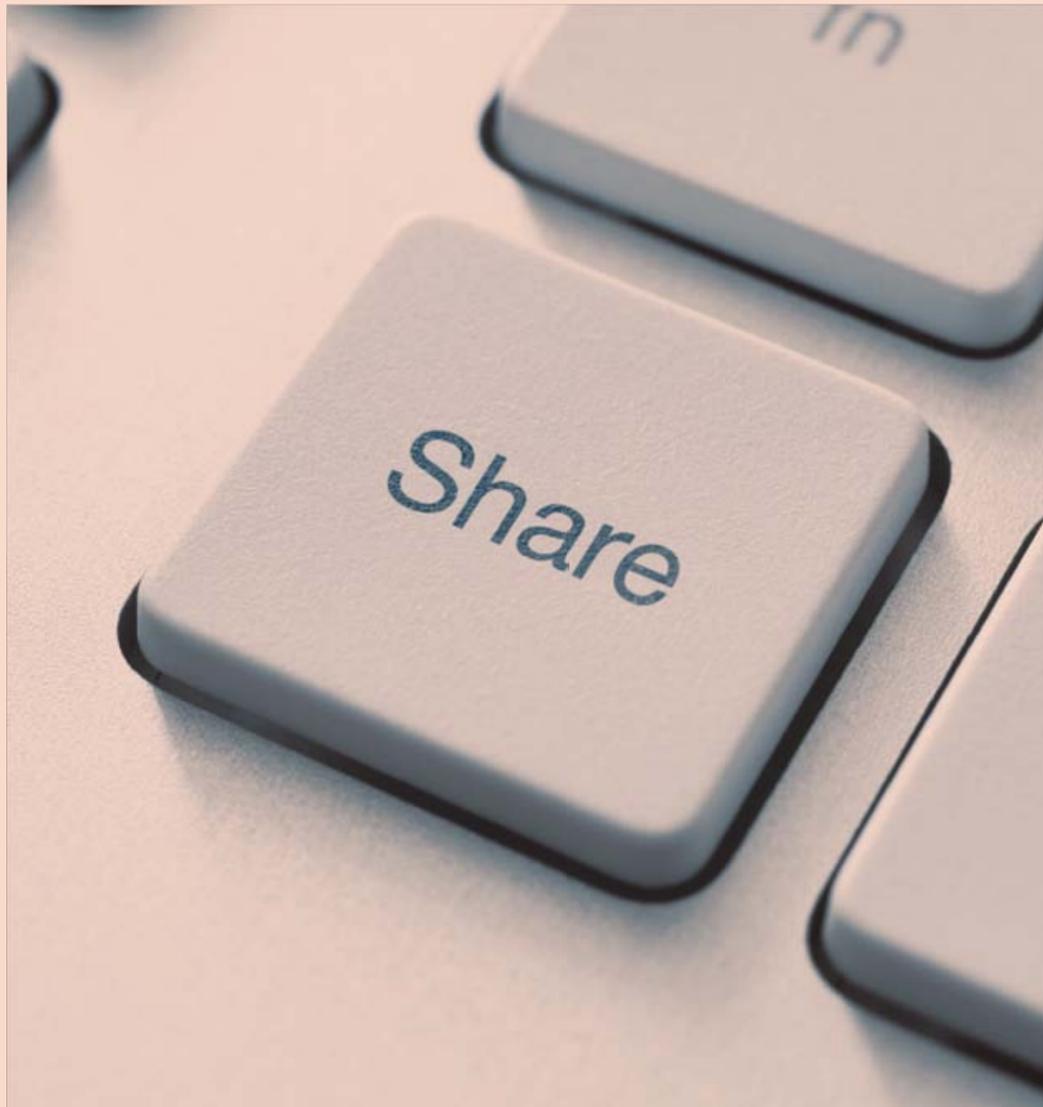
- > Entretiens individuels avec les Directeurs d'Admission
- > Sessions de conseil par un Consultant Access MBA
- > Conférences Écoles et Workshops GMAT

Inscrivez-vous maintenant sur www.accessmba.com

**Le nouvel
Economiste**



 **meteojob**



Les différentes structures d'accompagnement

Échanger pour durer

Améliorer les performances de l'entreprise et développer les compétences du dirigeant grâce à l'accompagnement

L'entrepreneuriat a le vent en poupe en France. La crise, mais aussi les évolutions sociétales, poussent les salariés à entreprendre. Différentes formes de projets sont envisageables. La création d'une entreprise est facilement accessible, tandis que la reprise d'une société exige une solide expérience ainsi qu'un capital financier. Mais pour les jeunes comme pour les profils plus expérimentés, mieux vaut se faire accompagner pour rompre l'isolement, bénéficier d'un regard extérieur sur la stratégie et monter en compétences. Outre les traditionnelles couveuses, incubateurs et pépinières, des associations offrent des conseils et ouvrent les portes de leurs réseaux.

VANESSA CARRONNIER

Avec un taux qui a atteint un niveau record cette année, l'ombre du chômage continue de planer sur les salariés en France. Dans un contexte de morosité économique et d'incertitude, ils sont souvent prêts à prendre des risques. "L'appétence pour l'entrepreneuriat est de plus en plus forte", souligne Sylvain Bureau, directeur de la chaire Entrepreneuriat EY et BNP Paribas (EEE) à l'ESCP Europe. La crise a une influence, mais il s'agit aussi d'une dynamique structurelle. De nouveaux modèles de travail émergent aux côtés du modèle traditionnel, suivant les évolutions sociétales." La montée en puissance de l'individualisme et du digital a ainsi donné naissance à de nombreux réseaux d'indépendants et petites structures. Comme la démarche de création reste longue et risquée,

les travailleurs cumulent souvent plusieurs statuts et collaborent à mi-temps comme salarié ou exercent une activité de consultant en plus de mener leur projet. Mais la création d'entreprise est-elle une aventure pour tous? Oui, répondent les professionnels du secteur. "Tout le monde peut être entrepreneur de différentes façons; la clé, c'est l'adéquation entre la personne et le projet", affirme Didier Gesp, directeur de l'association Audace, qui prépare et forme ceux qui ont envie d'entreprendre sans avoir de projet défini. Par exemple, une personne avec un grand charisme commercial sera efficace en BtoC, tandis que quelqu'un de plus introverti optera plutôt pour du BtoB, avec des gros clients." Aujourd'hui, un profil se dégage, celui du créateur très diplômé, mais les responsables d'associations et de réseaux soulignent tous qu'il existe des contre-exemples. Au-delà du niveau de formation,

l'envie et la motivation sont essentielles. "Quel que soit le public, la première étape c'est d'analyser et de lever les freins qui empêchent le passage à l'acte", poursuit Didier Gesp, qui anime un atelier sur cette thématique lors du salon Créer à Lille (voir encadré). Pour mettre toutes les chances de réussite de son côté, il préconise de s'assurer du soutien de son entourage. Celui-ci sera forcément impacté par l'aventure entrepreneuriale, que ce soit d'un point de vue humain ou financier.

Création ou reprise ?

Pour déterminer le projet le plus adéquat, il convient de s'interroger sur ses motivations et ses capacités. La création et la reprise de sociétés n'obéissent pas à la même logique. À l'heure actuelle, les start-up ont la cote et ne cessent de se multiplier. Leur avantage: il suffit d'une

idée inédite de service ou de produit pour pouvoir se lancer. Mais encore, faut-il la trouver... "Le premier piège, c'est de vouloir créer quelque chose de parfait", affirme Sylvain Bureau. Il faut faire évoluer sa solution en permanence, en fonction de ses interactions avec son environnement. La start-up, c'est plus un marathon qu'un sprint." Il est donc nécessaire de moduler son idée de départ

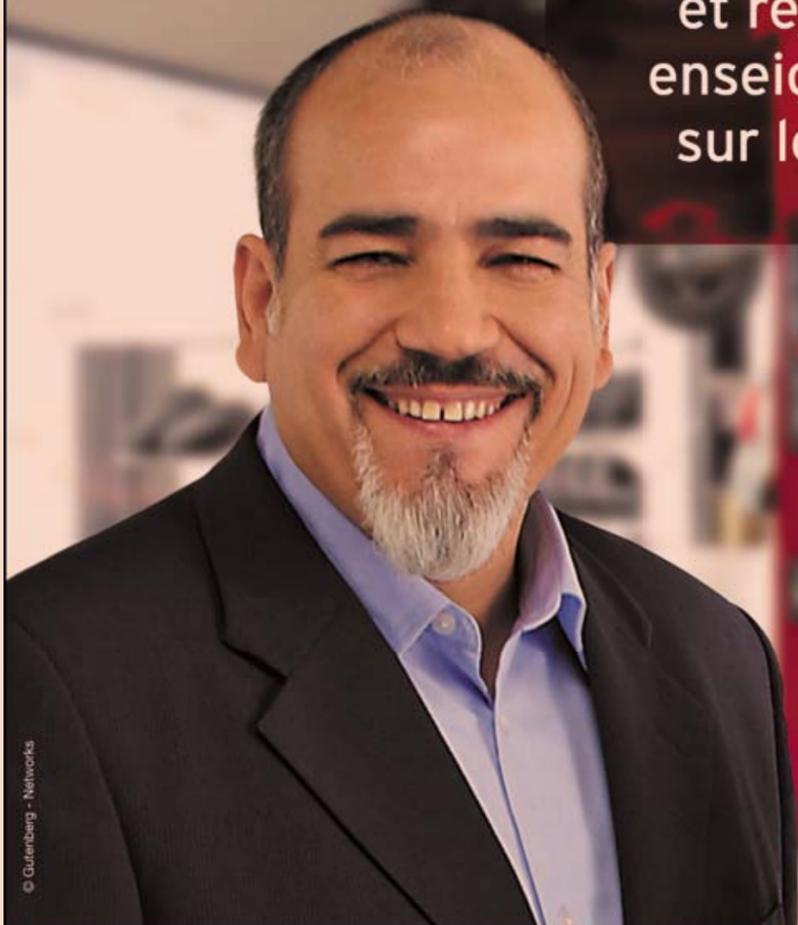
Aujourd'hui, un profil se dégage, celui du créateur très diplômé, mais les responsables d'associations et de réseaux soulignent tous qu'il existe des contre-exemples

Rencontrons-nous sur le salon Créer Lille du 12 au 14 septembre 2016,
stands G20/G21/G22/G23

Être entrepreneurs & Mousquetaires



C'est créer sa
propre entreprise
et rejoindre des
enseignes leaders
sur leur marché



Francisco Gomez et Alice Perez
Propriétaires d'un Roady
Crépy-en-Valois (60)

Intermarché

Netto

BRICO
MARCHE

BRICO
CASH
à de stock à de prix bas

Roady
CENTRE AUTO

poivre rouge
RESTAURANT & GRILL

Choisir une enseigne du Groupement, c'est devenir son propre patron à 100% mais aussi devenir Mousquetaires. C'est codiriger un groupement de plus de 3500 points de vente et 146 000 collaborateurs. En participant aux décisions stratégiques du Groupement des Mousquetaires, vous décidez de votre propre avenir. Et parce que la réussite du Groupement passe d'abord par votre réussite, vous bénéficiez pendant votre installation, pour vos approvisionnements et votre développement de moyens et de services mutualisés performants. Rejoignez les Mousquetaires, l'un des premiers groupements d'entrepreneurs indépendants.

www.devenir-mousquetaires.com



“Le plus important c'est la relation interpersonnelle entre le coach et le chef d'entreprise”. Eric Lepot, Ruches d'Entreprises Nord de France.

jusqu'à trouver une formule viable. Au début, l'entrepreneur endosse plutôt un rôle de défri- cheur. Une situation qui lui permet de profiter pleinement du sentiment d'indépendance. Il est à même de construire son équipe et d'avancer à son rythme, même s'il doit très vite s'adapter à celui du marché.

À l'inverse, le repreneur prend un train en marche. Il s'agit, sous bien des aspects, d'un avantage, mais celui-ci va de pair avec des responsabilités. Racheter permet de disposer d'une structure fonctionnelle, avec ses équipes, ses fournisseurs et ses clients. Pour endosser le rôle du capitaine de navire, il faut être capable d'analyser les enjeux de l'entreprise, de l'adapter à son environnement ou bien, si nécessaire, de la transformer. “On tend vers des profils plus âgés et plus expérimentés qui ont envie de mettre leurs compétences au service d'une société”, décrit Eric Lepot, directeur du développement des Ruches d'Entreprises Nord de France, un réseau de pépinières. Un dirigeant trilingue peut par exemple renforcer le développement à l'international. Rien ne l'empêche également d'orienter les équipes sur la création de nouveautés, sans avoir besoin de se précipiter pour les mettre sur le marché et commencer les ventes. En outre, le repreneur a

d'office accès à un salaire, ce qui est rarement le cas lorsque l'on crée “from scratch”.

Mais ces avantages ont un coût élevé. La reprise nécessite un capital financier important. Elle amène généralement à contracter une dette. Mieux vaut donc connaître le marché et avoir une bonne visibilité avant de se lancer. Si l'on souhaite explorer un nouveau secteur, choisir une franchise peut être une option intéressante. Le franchiseur offre un accompagnement et l'investissement de départ se révèle parfois moindre. La mise en route de l'entreprise est certes plus longue, mais le cadre est plus sécurisant. Trouver la meilleure solution pour entreprendre demande réflexion et patience. La multiplicité des options devrait permettre à chacun de choisir une voie qui lui convient, tant pour développer un business que sa posture de leader.

Créer n'est pas pérenniser

Une fois embarqué dans un projet entrepreneurial, le principal défi est de maintenir le navire à flot. La création d'entreprise se montre très dynamique en France. Entre 2009 et 2015, plus de 500 000 sociétés ont été lancées chaque année, contre 330 000 en 2008, selon l'Insee. Mais certaines de ces structures

Laurent Degroote

vice président CCI grand Lille, co-organisateur du salon Créer*

Communiqué

“ Sensibiliser à l'entrepreneuriat pour faire émerger des créateurs ”

Le salon en quelques mots ? Il s'agit de la dixième édition du salon, c'est l'occasion de célébrer l'anniversaire mais aussi de faire le bilan. En une

décennie, beaucoup de personnes sont passées par le salon. Son succès a été réel et il s'est installé dans le paysage. Mais il y a aussi beaucoup à faire pour le faire durer et pour s'adapter aux attentes des nouveaux créateurs d'entreprise. Nous avons la volonté de le faire évoluer pour qu'il réponde aux besoins des entrepreneurs de demain.

Quels sont ces nouveaux besoins ?

Il y a dix ans, le développement des activités n'était pas autant lié au numérique. Aujourd'hui, il est partout, c'est incontournable. Les réseaux sociaux ont pris une place très importante. De nombreux créateurs font, par exemple, des études de marché via ces réseaux. Beaucoup de créateurs sont jeunes et habitués à ces usages, mais ce n'est pas le cas de tous. L'acculturation des chefs d'entreprise à ces mutations technologiques est nécessaire. Il faut sensibiliser les dirigeants actuels à ce qui est déjà présent aujourd'hui et qui représente l'avenir.

L'entrepreneuriat est une solution au chômage ?

Oui, bien sûr, il s'agit de l'une des solutions, d'autant plus dans une période où le chômage est à 10 %, 12 % dans la région. Si l'on développe plus l'esprit d'entreprise, on aura plus de porteurs de projets et de créateurs. Le taux de création d'entreprises en France se situe dans la moyenne européenne, et il en est de même pour celui de la région. Il faut sensibiliser à l'entrepreneuriat pour faire émerger des créateurs. Il est nécessaire d'élargir la palette de porteurs de projets. Nous avons besoin de plus de créateurs qui ne sont pas issus de milieux entrepreneuriaux, des ouvriers, des employés, des fonctionnaires... Il peut y avoir aussi, par exemple, des personnes impliquées dans des projets associatifs. Elles développent généralement des compétences qui pourraient s'appliquer à l'entreprise, mais elles ne font pas forcément le lien.



“Il est nécessaire d'élargir la palette de porteurs de projets. Nous avons besoin de plus de créateurs qui ne sont pas issus de milieux entrepreneuriaux, des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, etc.”

Salon Créer 2016

13, 14 et 15 septembre 2016, Lille Grand Palais – Zénith
<http://www.saloncreer.com/>

SALON DES MEILLEURS MASTERS INTERNATIONAUX

INSCRIVEZ-VOUS SUR TopUniversities.com/nouveleco Entrée gratuite

+ DE 50 UNIVERSITÉS ET ÉCOLES HEC, King's, ESSEC, UCL, ESCP Europe, IE, SKEMA, Bocconi, Sciences Po, Manchester, Hult ...

Paris, 8 Octobre
L'Hôtel du Collectionneur
M° Courcelles

- > Présentations et Panels: ESCP Europe, Lancaster, Concordia...
- > Espace Droit
- > Présentation GMAT
- > Connect Masters 1-2-1: entretiens le matin
- > Postulez aux bourses exclusives \$1,7M
- > Guide QS des universités

Le nouvel Economiste

REBONDIA

CAREERBUILDER

Direct Student

kellformation

kelljob

DIMENSION

EF

le petit journal de l'Économiste

Find your LL.M.

YINQI

PARISJOB

StepStone

iQuesta.com

Carrières-Juridiques.com

AIESEC/HA

DIMENSION

ORIENTATIONS

FG.

LE PETIT JURISTE

LES RENCONTRES africa 2016

800 ENTREPRISES + DE 30 PAYS REPRÉSENTÉS
3 000 RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES + DE 100 PERSONNALITÉS
+ 20 CONFÉRENCES ET DÉBATS

22 ET 23 SEPTEMBRE
CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL
ET ENVIRONNEMENTAL
PALAIS D'IÉNA - PARIS 16^{ème}

INSCRIPTIONS
www.africa2016.org



La Région Hauts-de-France pro-business, pro-emploi propose :

- une aide pour la création d'emploi dans les TPE / PME,
- un bouquet de services pour les jeunes et les entreprises engagés dans une formation par apprentissage,
- Pass Emploi pour former les futurs collaborateurs de votre entreprise.

Plus d'informations

0 800 02 60 80

Service & appel
gratuits

nordpasdecalaispicardie.fr



@regionhautsdefrance



@hautsdefrance



regionhdf





“Nous venons en complément de la couveuse ou de l'incubateur. Nous sommes là pour aider les nouveaux dirigeants à prendre du recul, c'est indispensable.” Véronique Delannoy, Réseau Entreprendre Nord.

n'existent déjà plus aujourd'hui. Le taux de pérennité à trois ans s'établit à en effet à 71 %, tandis qu'à cinq ans, il chute à 50 %, d'après l'institut de statistiques. Les périodes houleuses sont nombreuses. “Chaque décision est risquée, que ce soit lors de la phase de démarrage, d'entrée sur le marché ou de développement”, résume Éric Lepot.

De nombreux obstacles peuvent faire perdre le cap. Bien s'entourer est une première clé pour faire démarrer la machine. Pour les start-up, “il y a forcément un tiers gagnant, composé d'un commercial, d'un designer et d'un développeur, issus de grandes écoles”, décrit Sylvain Bureau. Quel que soit le type de structure, il n'est pas évident de trouver des talents, puis de créer un climat motivant pour les garder alors que les moyens financiers ne permettent pas de les rémunérer autant qu'une grande entreprise. Par la suite, les levées de fonds destinées à faire grandir la société représentent toujours un risque.

Couveuse, pépinière ou incubateur ?

Pour favoriser les chances de survie de son entreprise, une solution : se faire accompagner. “Dès la phase de l'idée”, “le plus tôt possible”, préconisent

les professionnels du secteur. Différentes options existent. La plus classique consiste à rejoindre une structure. Plutôt couveuse, incubateur ou pépinière ? La différence, parfois difficile à percevoir, est d'abord liée au stade de maturation du projet. La couveuse permet de tester son activité avant de créer juridiquement sa propre entité. On commercialise ses services ou produits à travers elle. Une forme de portage en somme. Les incubateurs servent généralement à faire émerger des projets issus de laboratoires ou de l'enseignement, bien qu'ils s'ouvrent aujourd'hui à d'autres milieux. Quand aux pépinières, elles hébergent plutôt les sociétés qui commencent à se développer. “En entrant dans une pépinière, on rompt l'isolement”, souligne Éric Lepot, des Ruches d'Entreprises qui accompagne les jeunes pousses entre 0 et 4 ans, ainsi que de 4 à 8 ans. *Nous les aidons à améliorer les performances de l'entreprise en interagissant avec l'ensemble des leviers de croissance, que ce soit le financement, la stratégie ou la communication, et nous renforçons les compétences des dirigeants. Nous faisons monter les deux niveaux en même temps.*”

Les structures se sont multipliées à travers le territoire ces dernières années. Un foisonnement synonyme de choix, mais qui

peut aussi entraîner des difficultés pour faire le tri. Certaines, généralistes, sont rattachées à un établissement universitaire, à une entreprise, à un territoire. D'autres portent sur une thématique ou ciblent une population spécifique. Elles offrent parfois un hébergement et différents services. Les principaux canaux d'information sont Internet et ses réseaux. Pour trancher, il va falloir définir au mieux son projet, ses besoins et se rendre sur place. “Le plus important, c'est la relation interpersonnelle entre le coach et le chef d'entreprise”, affirme Éric Lepot. Une bonne relation favorise l'acceptation de critiques et de conseils.

Un réseau pour échanger

Outre ces structures, il est possible de se faire accompagner par des réseaux de professionnels. Il existe de nombreuses associations. Réseau Entreprendre Nord, par exemple, accompagne les entrepreneurs pendant la phase d'étude de leur projet, en leur proposant notamment des rendez-vous de validation avec des experts et des dirigeants. L'organisme offre également un appui individuel et collectif pendant quelques années à une trentaine de projets par an, sélectionnés par un jury. “Nous venons en complément de la couveuse ou de l'incubateur”, explique Véronique Delannoy, directrice de cette association rassemblant des chefs d'entreprise. *Nous sommes là pour aider les nouveaux dirigeants à prendre du recul, c'est indispensable. Au travers de discussions, le réseau va aider à mettre le doigt sur les éléments plus risqués.* Rejoindre ce genre de club est aussi une manière d'ouvrir des portes et de trouver des partenaires ou des clients.

L'accompagnement est sans conteste incontournable, en particulier durant les trois premières années de vie de l'entreprise.

“Après, nous encourageons à mettre en place une gouvernance, il est important d'avoir une équipe qui challenge le dirigeant, énonce Véronique Delannoy. *Ce contre-pouvoir s'assure qu'il agit bien en cohérence avec la vision définie.*” Un système de fonctionnement qui peut être valable durant toute la vie d'une entreprise, même chez les plus grandes. ■

Chiffres clés

La création d'entreprise en France

Au cours du premier semestre 2016, plus de 290 000 entreprises ont été créées en France, ce qui représente 8 % de plus par rapport à la même période un an plus tôt. Toutes les catégories progressent. Le nombre de sociétés a bondi de près de 14 %, celui des entreprises individuelles, hors micro-entrepreneurs, de 12 %. Les immatriculations de ces derniers ont augmenté seulement d'environ 1,7 %.

Source : Insee

TOUS ENTREPRENEURS!

SALON CRÉER

10^e

ÉDITION

12.13.14 SEPT

LILLE GRAND PALAIS

DÉVELOPPEZ VOTRE ENTREPRISE & VOS PROJETS

ÉVÉNEMENT ORGANISÉ ET FINANCÉ PAR

PARTENAIRES OFFICIELS

AVEC LE CONCOURS FINANCIER DE

AVEC LE SOUTIEN DE

MÉDIAS OFFICIELS

Partenariat, petits et grands se tendent la main

À deux, on est plus fort. Cet adage pourrait bien résumer l'esprit de l'étude intitulée ‘David avec Goliath’, publiée au cours du premier trimestre 2016, par les cabinets Raise et Bain & Company. Cette analyse souligne en effet l'accélération des associations entre les grands groupes et les start-up. Elle révèle ainsi que toutes les entreprises du Cac 40 se sont liées d'une manière ou d'une autre à une ou plusieurs jeunes pousses, alors que c'était le cas de moins d'un tiers d'entre elles cinq ans plus tôt. Et contrairement aux idées reçues, ces mouvements ne tournent pas uniquement autour du numérique, même si les acteurs œuvrant dans le digital sont très présents. Tous les domaines d'activité sont concernés.

Certains géants choisissent d'investir dans les start-up en prenant une participation au capital (minoritaire ou majoritaire). D'autres préfèrent adopter un rôle de partenaire, en développant une relation commerciale en tant que fournisseur ou client, ou bien en élaborant une offre commune. “Pour les grands groupes, il s'agit d'un enjeu d'exploration, c'est un moyen de trouver de nouveaux modèles, décrypte Sylvain Bureau, directeur de la chaire Entrepreneuriat EY BNP Paribas (EEE) à l'ESCP Europe.

Les start-up apportent une logique entrepreneuriale qui peut faire évoluer les cultures d'entreprise.”

Du côté des jeunes pousses, il s'agit bien évidemment d'une solution pour grandir rapidement. Selon l'étude ‘David avec Goliath’, une relation avec une grande entreprise impacte positivement leur croissance dans 93 % des cas. Ce lien favorise ainsi leur survie au cours de leurs premières années d'existence. Les groupes leur offrent un environnement stable sur lequel s'appuyer. Ces alliances représentent une source de financement et d'expertise. Travailler aux côtés d'un acteur bien installé leur donne également de la crédibilité auprès d'investisseurs ou de clients potentiels. Attention toutefois à bien choisir son partenaire. Le risque étant qu'il impose trop son modèle et qu'il dilue la marque de fabrication de la start-up. ■

“Les start-up apportent une logique entrepreneuriale qui peut faire évoluer les cultures d'entreprise”



MON FINANCEMENT



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur

LE GUICHET UNIQUE
de la Région pour les entreprises



LA RÉGION SIMPLIFIE LA VIE DES ENTREPRISES

Entrepreneurs, face à la complexité et à la multiplicité des aides, Provence-Alpes-Côte d'Azur a créé *Mon Financement*, le guichet unique de la Région pour les entreprises.

Un seul numéro, un seul interlocuteur, un accompagnement sur-mesure pour trouver des solutions de financement adaptées à vos besoins, quel que soit votre secteur d'activité.

« Il est temps de simplifier la vie de ceux qui entreprennent en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce guichet unique de la Région pour les entreprises, c'était mon engagement. C'est désormais une réalité. C'est aujourd'hui un levier pour la croissance et pour l'emploi sur notre territoire. »

Christian ESTROSI

Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

0 805 805 145

**Service & appel
gratuits**



Objets et services autour du vin

Techno-Bacchus

Le vin, un écosystème vivace à la pointe de l'innovation

Vieillot, l'univers du vin? Sûrement pas! Parallèlement à la traditionnelle activité des vignerons est en train de se constituer un véritable écosystème économique tourné vers l'art de vivre. Des objets de plus en plus technologiques sont développés pour ceux qui souhaitent que leur expérience de dégustation ne souffre d'aucun défaut. On voit aussi naître des services comme des systèmes d'abonnement qui aident les amateurs à connaître leur profil œnologique ou à se constituer une cave... Laquelle peut se trouver dans leur appartement via des armoires de service, ou dans un lieu décentralisé. Des applications permettent à l'amateur de s'informer, de retrouver ses vins préférés ou de jouer. Et il est même possible d'investir dans la vigne ou dans des bouteilles!

FABIEN HUMBERT

Tout un écosystème économique s'est d'abord constitué autour de la conservation et du service du vin. Les Français consomment globalement moins de vin, mais achètent des vins de meilleure qualité. Selon Vin & Société, leur consommation en 1975 était de 100 litres par habitant et par an alors qu'en 2012, elle était de moins de 50 litres. Quant au prix du vin, il a augmenté de 18 % rien qu'entre 2013 et 2014, selon l'Agreste. On va clairement vers le moins mais mieux. Les amateurs de vin souhaitent donc que leur expérience de dégustation soit la plus réussie possible étant donné qu'elle est plus rare, et plus chère. Une foule de gadgets et d'objets, de plus en plus technologiques, ont donc été conçus pour que ce moment privilégié se déroule sans fausses notes.

Le premier pas est de s'assurer que le vin sera servi à bonne température. Pour ce faire, il existe des armoires de service. De la taille d'un réfrigérateur, elles permettent de conserver du vin plusieurs mois dans de bonnes conditions, tout en maintenant les vins rouges entre 15 et 18 °C, les blancs et rosés entre 9 et 14 °C, les champagnes aux alentours des 8 °C. Des marques telles qu'Eurocave, Liebherr, Artevino ou Climadiff proposent des appareils pouvant accueillir de 50 à 300 bouteilles selon les modèles. Mais conserver son vin à température de service ne suffit pas, il faut encore le maintenir à la bonne température pendant la dégustation. "Un vin blanc se déguste aux alentours

de 12 °C, mais dans une pièce où il fait 20 °C, sa température va très vite monter, et vous allez en fait le déguster dès le second verre à 17 ou 18 °C, prévient Éric Chevalier, dirigeant de la société Oenopro. Dès lors, des goûts désagréables liés à la hausse de température apparaissent." Il existe différentes solutions pour garder son vin à température une fois ouvert. Il y a le traditionnel seau à glace bien sûr, mais il est encombrant et les glaçons risquent à tout moment de s'en échapper. Il en existe des secs que l'on peut placer au réfrigérateur, mais ils prennent tout de même de la place sur la table. Oenopro commercialise donc VinOice, un procédé constitué d'une tige qu'on fait préalablement refroidir et qu'on plonge dans la bouteille ouverte pour en rafraîchir le vin. Elle est de plus surplombée d'un bec verseur anti-goutte.

Comment bien déguster?

Qui dit service du vin, dit carafage, c'est-à-dire l'action qui consiste à verser le contenu de la bouteille dans un récipient afin que le vin entre en contact avec l'air et s'ouvre. À noter que certains vins peuvent être servis quelques minutes après leur carafage et d'autres une heure ou deux. Il existe des carafes de toutes formes et pour tous les budgets, de 40 euros à plusieurs centaines d'euros, certaines étant de véritables pièces d'artisanat en cristal. Présenter son vin dans un tel écrin fait toujours son effet auprès des invités. Le vin est aussi une question de paraître. En cas de manque de place et/ou de temps, il existe toutefois des systèmes qui permettent un carafage minute.

"Nous commercialisons VinOair, un bouchon verseur qui permet une mise en contact accélérée du vin avec l'air grâce à un effet venturi, explique Éric Chevalier. À noter qu'il fait aussi anti-goutte." Une expérience de dégustation réussie passe aussi par le choix des verres adéquats. Or, il en existe des dizaines de versions différentes. Certains permettent de déguster au mieux un vin rouge, d'autres un vin effervescent, un cépage particulier, d'autres encore seront plus adaptés aux vins jeunes, aux vins vieux, aux vins de Bordeaux, de Bourgogne... On retrouve ici les mêmes fabricants que pour les carafes, et des noms que l'on croise fréquemment sur les tables des grands restaurants comme Chefs et sommeliers, Spiegelau, Riedel...

Comment ne pas gâcher son vin?

Un autre casse-tête, une fois la dégustation achevée, est de conserver le vin des bouteilles que l'on a ouvertes mais pas terminées. En effet, une fois ouvert, le vin se détériore et perd ses qualités gustatives au bout de 2 ou 3 jours, même une fois rebouché. Il existe cependant des solutions peu coûteuses et réutilisables pour ne pas gâcher votre vin. Le système Vinilec propose un bouchon qui permet de faire le vide d'air dans la bouteille pour assurer la conservation du vin. On pose le bouchon sur la bouteille et un moteur permet de faire le vide. Le fonctionnement est automatique; ainsi, si un vide est repéré, le bouchon opérera tout seul. Le prix? 29 euros TTC. Un autre système, Coravin, permet même de goûter son vin, de le servir, et donc de le conserver plus longtemps, sans ouvrir la bouteille. Une

Une fois ouvert, le vin se détériore et perd ses qualités gustatives au bout de 2 ou 3 jours même une fois rebouché. Il existe cependant des solutions peu coûteuses et réutilisables pour ne pas gâcher votre vin



"Le système d'abonnement donne accès à un assortiment de bouteilles par caisses de 3 ou de 6. Les clients nous font confiance et nous nous engageons contractuellement à remplacer les vins qu'ils n'aimeraient pas." Jean-Philippe Haut, Wine Sitting.

Une foule de gadgets et d'objets, de plus en plus technologiques, ont été conçus pour que ce moment privilégié se déroule sans fausses notes

Il existe autant
de Côtes du Rhône
que de goûts, qui
vont avec!



Agence La Famill



Côtes du Rhône
DES VINS HAUTS EN COULEUR

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



“Twil est un peu le Shazam du vin. De plus, si la bouteille fait partie de 300 000 vins référencés, nous vous mettons en relation avec le producteur.” Erwann de Barry, Twil.

Si 88 % des vins achetés en France le sont au supermarché, les amateurs recherchent des façons alternatives de découvrir des nouveautés, et surtout sont demandeurs de conseils

fine aiguille transperce la capsule et le bouchon en liège. La bouteille est ensuite légèrement pressurisée grâce à l'adjonction d'un gaz inerte. La pressurisation fait pression sur le vin qui remonte dans l'aiguille et peut être versé dans un verre sans pour autant laisser pénétrer l'oxygène. Une fois l'aiguille retirée, le bouchon se scelle à nouveau et le vin restant continue son vieillissement naturel. “Cela permet par exemple aux amateurs de déguster plusieurs vins dans un même repas sans avoir à finir toutes les bouteilles, ou de boire un verre de vin le lundi, de partir en voyage d'affaires pendant trois jours, et de retrouver un vin toujours buvable au retour, explique Maarten

Dekker, vice-président et manager général de Coravin. Notre système permet aussi de prélever de très petites doses afin de goûter si un vin que l'on fait vieillir est prêt à être bu.” Selon les versions, le Coravin est vendu 299 euros ou 349 euros avec deux recharges de gaz, sachant qu'une capsule coûte 10 euros et permet de prélever entre 15 et 20 verres de vin; soit environ 0,50 euro par verre. “À ceux qui me disent que c'est onéreux, je rétorque que ça coûte beaucoup plus cher d'ouvrir une bouteille de Lafite-Rothschild et de la perdre parce qu'on ne l'a pas finie, ou de l'ouvrir alors qu'elle n'a pas atteint son plein potentiel”, explique Maarten Dekker.

Comment découvrir son profil œnologique ?

L'univers du vin s'est aussi étoffé grâce à une offre de services de plus en plus fournie. L'un des casse-tête de tout amateur de vin, même éclairé, reste de choisir son vin. Si 88 % des vins achetés en France le sont au supermarché, les amateurs recherchent des façons alternatives de découvrir des nouveautés, et surtout sont demandeurs de conseils. C'est sur ce constat que s'est développée l'offre de Petit Ballon, un système d'abonnement qui permet de recevoir chaque mois deux bouteilles de vin pour 19,90 ou 39,90 euros, mais aussi le magazine *La gazette du Petit Ballon*. Si les vins plaisent, il est ensuite possible de se les procurer avec une remise de 20 % par rapport au prix public pour les non-abonnés. “L'offre a récemment évolué pour aider les amateurs à mieux connaître leurs goûts en vins grâce à un système de quiz, révèle Martin Ohannessian, le fondateur du Petit Ballon. Les abonnés vont recevoir plusieurs vins typés qu'ils vont noter, et ce qui va nous permettre de découvrir leur profil œnologique.” Vinocasting propose aussi de découvrir ses préférences en matière de vin grâce à un véritable jeu de société à tester entre amis. Le principe: une boîte contenant 6 bouteilles mystères de 37,5 cl chacune, recouvertes d'un cache noir et

dotées d'un numéro allant de 1 à 6. Impossible donc de connaître la provenance du vin, son millésime, ni même sa couleur avant de le verser dans votre verre et de le goûter! Chaque vin est très typé, ce qui permet une fois votre fiche remplie de découvrir votre profil œnologique, ou vinoprofil, en ligne. Depuis sa fusion avec la start-up iVino, Vinocasting propose un système d'abonnement permettant d'acquiescer des bouteilles qui correspondent à votre profil œnologique.

Comment constituer une cave et stocker son vin ?

Se constituer une cave de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de bouteilles est une entreprise de longue haleine. C'est pourquoi des services sont apparus pour accompagner le passionné dans cette aventure. Wine Sitting propose par exemple un système d'abonnement allant de 30 à 180 euros par mois, qui donne accès à un assortiment de bouteilles par caisses de 3 ou de 6. Même si le client informe Wine Sitting de ses préférences, le but est aussi de se laisser guider par des experts dans le choix des vins. “Les clients nous font confiance et nous nous engageons contractuellement à remplacer les vins qu'ils n'aimeraient pas, explique Jean-Philippe Haut, son fondateur. Ce n'est arrivé qu'une seule fois, car dans le processus d'abonnement, le client nous avait dit qu'il aimait tous les types de vins.” Les vins peuvent vous être livrés chaque mois contre un forfait de 15 euros. Mais ils peuvent aussi être conservés dans la cave de Wine Sitting, qui se trouve à Bercy, dans le XII^e arrondissement de la capitale. Le stockage de vin est en effet la deuxième activité de l'entreprise. Les bouteilles achetées via l'abonnement ou glanées de-ci, de-là, seront ainsi stockées dans une cave sécurisée et répondant aux normes de conservation du vin. Une aubaine pour les citoyens qui manquent de place. Un service dégressif qui coûtera entre 0,19 et 0,12 euro TTC la bouteille, selon la quantité stockée. À noter que le vin peut vous être livré à domicile le jour où vous souhaitez le déguster, carafé pour le vin rouge, à température pour les vins blancs, rosés et le champagne. Il existe d'autres acteurs sur le marché de la conservation du vin, comme La Cave qui, outre Paris, offre un espace de conservation à Lyon. Cavissima propose lui aussi aux amateurs de leur constituer une cave et de conserver

leur vin dans de bonnes conditions. “Le système d'abonnement va de 75 à 250 euros et présente l'originalité de proposer une offre consacrée aux vins bio à 130 euros par mois”, explique Thierry Goddet, dirigeant de Cavissima. Il est bien sûr possible de gérer sa cave en ligne et de se faire livrer, mais aussi de revendre ses bouteilles ou d'en acheter à d'autres abonnés de Cavissima via une véritable bourse aux vins. ■

Chiffres clés

La filière des acteurs de la vigne et du vin représente 558 000 emplois directs et indirects. Les exportations de vin rapportent 7,4 Md€ à la France. Il est consommé 0,5 verre de vin par jour en France.

Source: Vin et société



“Cavissima permet de gérer sa cave en ligne et de se faire livrer, mais aussi de revendre ses bouteilles ou d'en acheter à d'autres abonnés.” Thierry Goddet, Cavissima.

Les applications à l'assaut du marché du vin

Une nouvelle génération d'entrepreneurs semble bien décidée à réveiller le marché du vin et à le faire rentrer de plain-pied dans l'ère du web 2.0. Une foule d'applications ont ainsi été lancées depuis la fin des années 2000 – sans qu'aucune d'entre elles ne devienne jusqu'à présent l'équivalent d'un Facebook ou d'un Uber du vin. “Il existe des applications de conseil autour du vin, des réseaux sociaux où les utilisateurs prennent les bouteilles en photo, notent les vins et partagent leur avis, mais aussi des applications autour des accords mets et vins, analyse Baptiste Charbonnel, rédacteur en chef adjoint à *La Revue du vin de France*. Il y a ensuite des applications liées à l'œnotourisme, souvent à l'échelle locale, des applications sur la gestion de cave qui permettent en outre de savoir à quel moment un vin est prêt à être dégusté, ou encore des applications qui permettent de connaître ses goûts puis de choisir les vins qui y correspondent.”

Mais il n'existait pas d'applications de jeu autour du vin. Un vide qu'a comblé *La Revue du vin de France* en lançant un quiz du vin (application gratuite disponible en français et en anglais sur Google Play et Apple Store) qui permet d'apprendre sur le vin en s'amusant, mais aussi de défier d'autres utilisateurs. Chaque semaine, le joueur qui a cumulé le plus de points

remporte une bouteille qui est livrée à domicile. “On peut jouer seul en mode entraînement, ou faire des matchs contre des amis ou des inconnus”, explique Baptiste Charbonnel. Autre exemple de ce foisonnement d'applications autour du vin, Twil. Derrière ce nom se cache une application qui permet de retrouver un vin qui vous a plu et qui vous met en contact avec son producteur. Pour cela, il suffit de rentrer le nom du vin dans le moteur de recherche, ou simplement de prendre une photo de l'étiquette. “Twil est un peu le Shazam du vin, explique Erwann de Barry, le fondateur de la start-up. De plus, si la bouteille fait partie de 300 000 vins référencés, nous vous mettons en relation avec le producteur, et si ce n'est pas le cas, nous faisons la démarche auprès du producteur pour l'utilisateur.” ■

Il n'existait pas d'applications de jeu autour du vin. Un vide qu'a comblé *La Revue du vin de France* en lançant un quiz du vin

4 NOVEMBRE 2016
PALAIS BRONGNIART
PARIS

SE FAIRE ENTENDRE / DEVENIR PLUS FORT / AVOIR SA DÉFENSE

Les Assises du courtage d'assurance

Edition 2016

PLANÈTE COURTIER
SPÉCIAL FRANÇAIS DU COURTAGE D'ASSURANCE
www.planetecourtier.com

Les multiples avatars de l'investissement dans le vin

Le vin est un produit culturel, un produit de passion, dont les qualités gustatives comme le prix peuvent s'apprécier à travers le temps. Beaucoup de passionnés souhaitent donc investir dans leur passion, que ce soit à travers des prises de participation dans un vignoble ou via l'achat de bouteilles, qui, avec un peu de chance, prendront de la valeur. L'investissement dans le vignoble peut d'abord être un pur produit financier. C'est ce que propose l'équipe de Labeliance Invest. Leur solution permet à des particuliers d'investir dans des domaines viticoles pour les soutenir dans leur activité et placer leur argent dans un secteur plutôt sûr, la terre. La part minimale s'élève à 100 000 euros, aussi s'agit-il d'un produit de diversification. Mais grâce au pacte Dutreil, cet investissement peut aussi servir de véhicule de succession et permet d'obtenir des abattements d'ISF. Il existe d'autres façons d'investir

dans des vignobles, peut-être plus modestement. Via les groupements fonciers viticoles, ou GFV, l'investissement rapporte dans le meilleur des cas un petit rendement; il permet de sécuriser le patrimoine, et aussi – ce qui n'est pas anodin – de recevoir des bouteilles du domaine à des prix préférentiels. Terra Hominis est quant à elle une structure qui se propose de financer les jeunes vigneronnes qui se lancent, ou les vigneronnes plus chevronnées qui veulent se développer.

Quant à Wine Funding, il s'agit d'une plateforme de financement participatif qui sera disponible courant 2016, à l'initiative de l'ingénieur agronome Maxime Debure. Ici, le but est d'acheter du vin, souvent en primeur, et de le conserver le temps qu'il prenne de la valeur. Ça ne marche pas à tous les coups, mais au pire, les investisseurs pourront toujours boire leurs bouteilles. C'est par exemple le cas avec l'offre

Grands Crus, ou U Wine Invest, lancée par le dynamique Bordelais Thomas Hébrard. ■

Terra Hominis est une structure qui se propose de financer les jeunes vigneronnes qui se lancent, ou les vigneronnes plus chevronnées qui veulent se développer

Les Grands Crus d'Alsace

Pures exceptions

Les 51 Grands Crus d'Alsace
naissent de terroirs d'exception
où les roches, le climat et l'homme
s'unissent pour créer
des vins aux vibrations subtiles,
aux harmonies intenses et pures.



AlsaceGrandsCrus.com

**Grands
Crus**
d'Alsace
CULTIVER SON JARDIN

FRANCOIS | Deep design

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



Dispositifs et accessoires de sécurité

Rouler couvert

Airbag, ABS, innovations connectées... constructeurs et équipementiers s'emparent du problème de la sécurité et de son prix

Sur les 11 premiers mois de l'année 2015, le nombre de tués sur la route a augmenté de plus de 2 % par rapport à la même période en 2014. Si le nombre d'accidents corporels et de blessés est, lui, en légère baisse, le bilan n'est pas rose après des années de recul de la mortalité entre 2000 et 2013. Les chiffres de la mortalité pour les conducteurs de deux-roues sont en légère hausse sur un an; pourtant, ils s'inscrivent dans une période où les constructeurs redoublent d'efforts pour améliorer les conditions de sécurité en proposant des innovations intéressantes mais encore peu répandues. ABS, airbag, électronique embarquée et autres accessoires font malgré tout entrer le motard dans une nouvelle ère plus sécuritaire.

BENJAMIN PRUNIAUX

Du début des années 2000 à aujourd'hui, la baisse de la mortalité sur les routes a été très importante en France. En effet, entre 2000 et 2013, le nombre de morts par an a chuté de plus de la moitié (58,5 %). Mais depuis 2013, les statistiques repartent à la hausse, frappant l'opinion publique qui avait perdu l'habitude des courbes ascendantes. Ces chiffres comprennent tous les types de véhicules et les piétons. Les deux-roues, considérés comme plus accidentogènes et vulnérables, sont aussi concernés par cette hausse; toutefois, ils ne concentrent pas l'ensemble des critiques, puisque la catégorie la plus concernée est la voiture. Pour les constructeurs de motos, qui suivent avec attention ces publications, cette augmentation récente ne doit cependant pas être dramatisée ni extraite de l'évolution globale de la courbe. "Il faut toujours prendre les chiffres sur une longue période, et là, on constate une baisse considérable, que ce soit pour la voiture ou la moto, corrobore Jean-Luc Mars, directeur général de Triumph France. Mais sur toute courbe, il y a des stagnations et d'autres moments où c'est moins bon. Il faut relativiser les choses, même si cela demeure une vraie préoccupation." La relativisation est de mise également chez Suzuki: "il faut mettre en avant les changements de conditions météorologiques, qui sont essentielles pour la moto, insiste Dominique Li-Pat-Yuen, directeur de la communication du constructeur japonais. Il suffit de quelques mois, d'une année où la météo n'est pas bonne pour que l'on roule beaucoup moins. À l'inverse, une année où le temps est particulièrement

clément, les sorties à moto explosent et il y a donc plus de risques d'accidents". Autre facteur important à prendre en compte, l'augmentation du parc de deux-roues, notamment dans les grandes agglomérations, où le côté pratique et rapide du deux-roues a été privilégié; ainsi, le nombre d'accidents s'est mécaniquement accru. "Le parc roulant moto a considérablement augmenté depuis 10 ans; la hausse des accidents est 5 à 6 fois moins forte pendant la même période", assure Jean-Luc Mars.

Les morts sur la route sont devenus une cause nationale au début des années 2000, pendant la présidence de Jacques Chirac, et les effets bénéfiques ont été largement ressentis depuis. "Il y a eu une prise de conscience à force d'en parler. Les usagers ont compris que la route n'était pas un terrain de jeu. Et je pense aussi que nous vivons à une époque où l'on roule différemment, reprend le directeur de Triumph en France. Il y a eu une époque, dans les années 1980 et 1990, où rouler vite était un mode de déplacement." L'attrait de la vitesse a cédé peu à peu la place au confort de conduite et à la sécurité. La moto de sport ne fait plus partie du cœur du marché comme dans les années 1990. Aujourd'hui, ce sont le plaisir et l'aventure qui ont pris le pas, comme en atteste la percée du vintage. "Les années folles sont révolues, mais l'on peut toujours rouler vite sur circuit avec des motos rapides. De plus en plus de motards font ça", lance Jean-Luc Mars pour les amateurs de sensations fortes mais maîtrisées.

Accélération technologique

Au premier janvier 2016, la législation française a rendu obligatoire l'équipement de toutes les motos neuves d'un

système de frein ABS. Jusqu'ici, l'ABS était en option sur de nombreux modèles et connaissait une belle popularité chez les clients. La prise de conscience et un certain vieillissement de la population des motards ont fait le succès de cette technologie devenue obligatoire. "Nous avons mis l'ABS en série sur tous les modèles BMW depuis 2013, avant même que la loi nous y oblige, explique Sébastien Lorentz, chef du service communication de BMW Motorrad. Les innovations sécurité sont une longue tradition chez BMW. Nous avons été les premiers à proposer l'ABS sur une moto en 1988." Soit dans les années 1980, à une tout autre époque où l'ABS était considéré comme une aberration destinée aux mauvais pilotes. Depuis, à l'instar des mentalités, le système de freinage a grandement évolué. "La nouvelle génération d'ABS fonctionne même en virage. Avant, cela ne fonctionnait que sur une ligne droite", analyse Jean-Luc Mars. Du côté des scooters de plus de 125 cm³, la loi s'appliquera également et Peugeot s'enorgueillit d'avoir été le

précurseur en la matière. "Nous avons été les premiers à proposer l'ABS sur un scooter 125 cm³, il y a une quinzaine d'années, place Éric Mougins, directeur produit et style chez Peugeot Scooters. Le segment des 125 cm³ est beaucoup plus dynamique au niveau des ventes et les constructeurs se focalisent dessus pour la sécurité."

Au rayon des innovations, BMW n'est pas en reste avec son système de détection de présence dans les angles morts, une première sur le marché du deux-roues. Pour le moment, ce système n'existe que sur un modèle de la marque, le scooter C 650 GT 2016, mais il pourrait donner des idées en cas d'adoption massive. Des témoins lumineux dans le rétroviseur attirent l'attention du conducteur en cas de présence d'un véhicule. De son côté, Suzuki propose un système d'antipatinage de la roue arrière, le Traction Control. "Nous le proposons en série sur notre modèle phare de trail et sur notre roadster sportif depuis 2015, détaille Dominique Li-Pat-Yuen. À l'avenir, nous allons travailler avec cet antipatinage en série, car il permet d'utiliser sa moto par tous les temps en toute sécurité: la machine gère la puissance de la roue arrière même sur route humide." Autre piste très développée actuellement par les constructeurs, la visibilité du motard. En effet, les autres conducteurs ne se rendent parfois pas compte de sa présence. Triumph a mis en vente un blouson avec des LED pour le rendre davantage visible. D'autres pistes sont à l'étude, comme la connectivité des motos entre elles pour prévenir d'éventuels croisements ou collisions avec une coopération entre BMW, Honda et Yamaha. La marque allemande a par ailleurs présenté des innovations au CES de

Las Vegas en janvier, notamment un casque connecté qui affiche des informations sur la visière, permettant ainsi de garder la tête haute.

Gilets gonflables pour tous ?

La dernière révolution pour les motards reste indiscutablement le gilet airbag qui se gonfle automatiquement en cas d'accident. Toutefois, il doit encore se démocratiser. "L'airbag à moto est un sujet sur lequel nous travaillons, intervient Sébastien Lorentz. À partir du mois de mars, nous proposons un blouson avec airbag intégré, en collaboration avec Dainese pour les circuits et Alpinestars pour la route." C'est l'équipementier italien Dainese qui a planché le premier sur ce concept en 1998 pour sortir sa première mouture en 2000. Le dernier en date, le D-air



"Le parc roulant moto a considérablement augmenté depuis 10 ans; la hausse des accidents est 5 à 6 fois moins forte pendant la même période." Jean-Luc Mars, Triumph France

Au premier janvier 2016, la législation française a rendu obligatoire l'équipement de toutes les motos neuves d'un système de frein ABS

SHOEI[®]
PREMIUM HELMETS



NEOTEC
IMMINENT TC-3

MÉCANISME D'OUVERTURE
INTELLIGENT



ÉCRAN SOLAIRE
INTÉGRÉ QSV-1



SYSTÈME D'ATTACHE
MICROMÉTRIQUE

NEOTEC

SETS THE NEW STANDARD*

www.shoei-europe.com

* : définit la nouvelle norme



“Une année où le temps est particulièrement clément, les sorties à moto explosent et il y a donc plus de chances d'accidents.” Dominique Li-Pat-Yuen, Suzuki France.

Street, est sorti en 2013. “C'est le seul modèle certifié TÜV, un organisme allemand de certification qui s'appuie sur 800 critères, explique Bastien Chapuis, représentant de la marque en France. C'est le plus rapide du marché, avec un gonflement total en 45 millisecondes: un temps deux fois plus rapide que son concurrent Bering.” Le procédé fonctionne avec des capteurs placés sur la moto, obligeant celle-ci à être équipée au préalable. En 2016, la marque sortira un nouveau modèle, sans capteur et sans préparation, mais avec un temps de gonflement un peu plus long, de l'ordre de 85 millisecondes. “C'est une technologie très pointue, pas à la portée de tout le monde. Le gilet et le kit sont à 1300 euros pour l'entrée de gamme”, poursuit-il. Face à ce nouveau procédé, les constructeurs n'hésitent pas à conclure des partenariats avec Dainese. C'est le cas de BMW, mais également de Ducati et Peugeot Scooters. “Peugeot Scooters a mis l'accent sur la prévention en s'associant avec Dainese pour le Metropolis avec le gilet D-Air Street à 600 euros. Nous désirons rendre la sécurité accessible, et il y a une demande de plus en plus forte pour ce type de scooters assez chers”. “Aujourd'hui, c'est plus une question d'image qu'un véritable partenariat, reprend Bastien Chapuis. Par exemple, Ducati vend le produit 10 % plus cher pour la pose sur la moto et pour intégrer ses logos.” L'intérêt est aussi de faire connaître cette solution auprès du grand public, qui n'est pas toujours au courant de tous ces moyens de protection.

Anticiper la réglementation

Pour ne pas se retrouver devant le fait accompli d'une nouvelle loi, les constructeurs se doivent d'anticiper et surtout d'unir leurs forces. “Si nous n'anticipons pas les lois, nous nous retrouvons confrontés à des délais trop courts pour répondre”, explique Éric Mougin de Peugeot Scooters. “L'Association des constructeurs européens (SCEM) discute avec les instances européennes. Il y a des échanges, nous donnons nos recommandations, et si nous ne sommes pas toujours entendus, c'est quand même plus facile de parler d'une seule voix.” La SCEM prend également des initiatives, telle la formation en 7 heures des scootéristes et motards de plus de 125 cm³ détenteurs du permis B. Elle pourrait aussi aller au-delà des 7 heures avec, par exemple, un label qualitatif qui viendrait certifier les auto-écoles dans l'ensemble des pays de l'UE. “Les 7 heures, c'est mieux que rien, mais cela reste imparfait et cela dépend de ce qu'on en fait réellement”, insiste Éric Mougin. “Le vrai problème que l'on rencontre, notamment en France, c'est l'impression de devoir parfois avancer à contre-courant, s'étonne Bastien Chapuis de Dainese. On nous oblige à avoir des normes, des certifications 1 ou 2, avec par exemple les gants coqués de certification 2, mais au-delà de ça, l'équipement n'est pas obligatoire.” En France, conduire une moto en short et sans gants n'est pas interdit et reste encore trop souvent visible sur les routes l'été. Dainese vend autant de

combinaisons en cuir deux pièces en Allemagne que de blousons simples en France. Si les mentalités doivent encore évoluer, les textes également. Durant l'année 2016, l'obligation du port des gants sera enfin appliquée en France. ■

Chiffres clés

- 58,5 % : la baisse du nombre de morts sur la route entre 2000 et 2013 (8172 morts en 2000, 3384 en 2013)
- Sur les 12 derniers mois, le nombre de personnes tuées est en augmentation de +1,1 %
- Sur les 12 derniers mois, 4 motards de plus sont morts sur la route par rapport aux 12 mois précédents.

Source: Onisr, Observatoire national interministériel de la sécurité routière.

Hi-Airbag Connect, la petite entreprise française

Sur le marché fleurissant des airbags pour motards, les grands de l'équipement deux-roues sont logiquement les leaders. L'italien Dainese est le premier à avoir proposé ce procédé novateur, et depuis, des marques comme Bering ou Alpinestars lui ont emboîté le pas. En France, une petite entreprise, Hi Airbag Connect, entend bien révolutionner le marché avec son dernier-né, un gilet présenté au Salon de la moto de Paris, en décembre dernier, où il a suscité beaucoup de curiosité. Il est sans fil, contrairement à ses premiers modèles précédents, et sans capteur sur la moto, ce que les leaders ne proposent pas encore. “C'est un travail de 5 ans avec les ingénieurs”, témoigne Jean-Claude Allali, l'un des gérants de Hi Airbag Connect.

Côté performance, le gilet autonome détecte un problème comportemental du motard en 20 millisecondes et se gonfle complètement en 120 millisecondes. Il se charge en USB pour une autonomie de 50 heures. Si le temps de déclenchement est très bon, celui du temps de gonflement reste malgré tout assez long par rapport aux concurrents et montre qu'il reste des progrès à effectuer. Malgré tout, le fait qu'il ne nécessite aucun capteur sur la moto constitue une excellente base de départ. “Nous avons eu depuis le salon environ 200 ventes à 859 euros la pièce. C'est 25 % à 30 % plus cher que le filaire, mais toujours moins cher que le sans-fil dans les grandes marques”, précise le gérant de la marque. Nous avons protégé notre système par des brevets et nous sommes contents de notre résultat. Il y a eu des critiques intéressantes”, assure cette petite société composée d'anciens formateurs moto expérimentés. “Un accident à 40 km/h, ça suffit pour être handicapé, prévient



“Un accident à 40 km/heure, ça suffit pour être handicapé” Jean-Claude Allali

Jean-Claude Allali. Les jeunes ne sont pas très sensibles à la sécurité. 80 % des personnes qui achètent des gilets ont entre 30 et 50 ans. Les jeunes qui en achètent sont souvent poussés par des proches.” Avec le gilet d'Hi-Airbag Connect, le marché pourrait bouger et permettre aux prix de baisser. La petite entreprise pense déjà à l'Europe en cas de succès hexagonal. ■

“Les jeunes ne sont pas très sensibles à la sécurité. 80 % des personnes qui achètent des gilets ont entre 30 et 50 ans. Les jeunes qui en achètent sont souvent poussés par des proches”

Le coût de la sécurité

Le créateur de la 2015 Molot de Chak Motors estime avoir mis au point la moto la plus sûre du monde. Le constructeur russe est parti de la base d'une Honda CBR 1000 RR ABS pour modifier beaucoup d'éléments et ajouter ce qui se fait de mieux en électronique embarquée afin d'assurer la sécurité du pilote. Toutes les innovations en la matière sont présentes. Pas de production en série annoncée, mais un coût de 54000 euros si vous désirez toutefois passer commande.

Un prix fort, car aujourd'hui, la sécurité presque optimale a un véritable coût. “Les modèles qui ont la plus forte valeur ajoutée, les plus onéreux, auront des aspects sécuritaires plus avancés”, confirme Dominique Li-Pat-Yuen, directeur de la communication chez Suzuki. Les coûts en matière de recherche et développement sont très élevés pour ce genre de nouveautés et se répercutent forcément sur les prix de vente. La démocratisation des procédés se réalise plus tard. “Il n'y a pas de scooters 50 cm³ avec ce genre de procédés, remarque Éric Mougin, de Peugeot Scooters. Un surcoût de 100 euros sur un engin à 1000 euros, c'est compliqué à faire

accepter. Le client souhaite avoir la sécurité, mais pas forcément la payer, considérant que c'est un acquis.” Raison pour laquelle aujourd'hui, le segment très dynamique des scooters 125 cm³ reçoit toute l'attention des constructeurs en termes de sécurité. De la même façon, BMW ne peut proposer son détecteur d'angle mort que sur un seul modèle en raison des coûts et des grandes modifications du carénage que cela engendrerait sur les autres. “Nous observons chaque année que le nombre de blessés baisse, mais pas autant que pour l'automobile, et nous sommes davantage pointés du doigt que la voiture, précise Éric Mougin. Mais il est plus facile de faire des efforts sur des véhicules à 20000 euros que sur un deux-roues de 2000 à 10000 euros.” ■

“Les modèles qui ont la plus forte valeur ajoutée, les plus onéreux, auront des aspects sécuritaires plus avancés”



LES TEMPS FORTS AFFAIRES



LE SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE DU TOURISME

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

- 14.30 - Baromètre annuel du voyage d'affaires Epsa/Déplacements Pro/3mundi.
- 15.15 - Pourquoi la mobilité va changer notre façon de consommer et d'appréhender le déplacement ?
- 16.00 - Bilan 2016 du voyage d'affaires, perspectives 2017.
- 17.00 - Les lauriers du voyage d'affaires.
- 18.00 - Cocktail Voyages d'affaires sur le stand AFTM.

JEUDI 22 SEPTEMBRE

- 09.45 - Déplacements professionnels : Mais où sont les économies ?
- 10.45 - La TMC, quelle valeur ajoutée à l'heure du 06 ?
- 11.30 - MICE : Tout (ou presque) reste à construire.
- 12.30 - Déjeuner Club Affaires (sur invitation).

Retrouvez les ateliers AFTM sur le Club Affaires.



SNCF, notre partenaire sur le Club Affaires.

Retrouvez le programme complet voyages Événementiels, voyage d'Affaires et voyages Loisirs sur IFTM.FR

CONNECTING THE WORLD
TRAVEL INDUSTRY
SINCE 1978

20-23 SEPT. 2016
PARIS, PORTE DE VERSAILLES, PAVILLONS 7.2 & 7.1

COMMANDEZ VOTRE
BADGE GRATUIT*
SUR WWW.IFTM.FR
AVEC LE CODE
IFTM1614

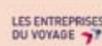


* Tarif sans invitation 35€ TTC online, 60€ TTC sur site.

Organisé par
Reed Expositions








OLDIES BUT GOLDIES

La vie des douze Césars (11/12): Titus

En ces temps électoraux primaires, nous poursuivons notre feuilleton d'été avec le onzième des Douze Césars de Suétone: Titus, qui ne fut pas le pire, mais il était trop tard

I. Naissance de Titus

Titus, qui s'appelait Vespasien comme son père, fut l'amour et les délices du genre humain: tant il sut se concilier la bienveillance universelle, ou par son caractère, ou par son adresse, ou par son bonheur. Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que ce prince, adoré sur le trône, fut en butte au blâme public, et même à la haine, étant simple particulier et pendant le règne de son père. Il naquit le troisième jour avant les calendes de janvier, l'année devenue célèbre par la mort de Caius, dans une petite chambre obscure qui faisait partie d'une chétive maison attenante au Septizonium. Ce réduit n'a pas changé, et on le montre encore.

II. Son intimité avec Britannicus. Il rend de grands honneurs à sa mémoire

Élevé à la cour avec Britannicus, il eut la même éducation et les mêmes maîtres. On assure qu'à cette époque, Narcisse, affranchi de Claude, avait fait venir un devin

pour tirer l'horoscope de Britannicus par l'inspection des traits du visage, et que le devin avait constamment affirmé que jamais ce jeune régnerait, mais que Titus, qui était alors auprès de lui, serait certainement élevé à l'empire. Titus et Britannicus étaient si intimement unis, qu'on croit que le premier goûta le breuvage dont le second mourut, et qu'il en fut longtemps et dangereusement malade. Plein de ces souvenirs, quand il fut empereur, Titus lui érigea une statue d'or dans son palais, et lui consacra une statue équestre en ivoire, que l'on promène encore aujourd'hui dans les cérémonies du cirque.

III. Ses qualités et ses talents

Les qualités du corps et de l'esprit brillèrent en lui dès son enfance, et se développèrent à mesure qu'il avança en âge. Il avait une belle figure qui réunissait la grâce et la majesté; une force remarquable, quoiqu'il ne fût pas de haute taille et qu'il eût le ventre un peu gros;

une mémoire extraordinaire, et une disposition à tous les arts civils et militaires; beaucoup d'habileté à manier les armes et le cheval; une connaissance parfaite de la langue grecque et de la langue latine; une facilité extrême pour l'éloquence. Quant à la musique, la poésie et même l'improvisation, il en connaissait assez pour chanter avec méthode et jouer avec goût. Je tiens de plusieurs personnes qu'il écrivait si vite, qu'il s'amusait à lutter avec ses secrétaires, et qu'il savait si bien contrefaire toutes les écritures, qu'il disait souvent qu'il aurait pu devenir un excellent faussaire.

IV. Son mérite militaire. Ses mariages. Ses exploits en Judée

Il servit, comme tribun militaire, en Germanie et en Bretagne, avec autant de talent et d'éclat que de modestie, ainsi que le prouvent la quantité de statues qu'on lui éleva dans ces deux provinces, et les inscriptions qu'elles portent. Après ses campagnes, il suivit les

tribunaux avec plus de distinction que d'assiduité. Vers le même temps, il épousa Arrecina Tertulla, fille d'un chevalier romain qui avait été préfet du prétoire, et, après sa mort, Marcia Furnilla, d'une naissance illustre, dont il se sépara après en avoir eu une fille. Au sortir de la questure, placé à la tête d'une légion, il se rendit maître de Tarichées et de Gamala, les plus fortes places de Judée. Il eut un cheval tué sous lui dans un combat, et monta celui d'un ennemi qu'il venait de renverser.

V. Il prend Jérusalem et est proclamé "imperator" par ses soldats, qui ne veulent plus se séparer de lui. On le soupçonne de vouloir se créer un empire en Orient. Son retour précipité à Rome auprès de son père

Lorsque Galba parvint à l'empire, Titus fut envoyé pour le féliciter, et, sur son passage, il attira tous les regards, comme si l'on croyait que l'empereur le faisait venir pour l'adopter. Mais, dès

qu'il eut appris que de nouvelles séditions venaient d'éclater, il retourna sur ses pas, et consulta l'oracle de Vénus à Paphos sur le succès de sa traversée. L'oracle lui promit le commandement. En effet, il ne tarda pas à en être investi, et il resta en Judée pour achever de la soumettre. Au dernier assaut de Jérusalem, il tua de douze coups de flèches douze défenseurs de la place, et la prit le jour de la naissance de sa fille. La joie et l'enthousiasme des soldats furent tels, que, dans leurs félicitations, ils le saluèrent "imperator". Bientôt après, quand il quitta la province, ils employèrent tour à tour les prières et les menaces pour le retenir, le conjurant de rester ou de les emmener. Ces démonstrations firent soupçonner qu'il voulait abandonner son père, et se créer un empire en Orient. Il confirma ces soupçons lorsqu'il vint à Alexandrie, et qu'en consacrant à Memphis le bœuf Apis, il mit le diadème sur sa tête. C'était

une antique cérémonie de la religion égyptienne; mais on l'accompagna d'interprétations malveillantes. Titus se hâta donc de revenir en Italie. Il aborda à Régium, puis à Pouzzoles sur un bâtiment de transport; ensuite il accourut rapidement à Rome, et, voyant son père surpris de son arrivée, il lui dit, comme pour confondre les bruits qu'on avait hasardés sur son compte: "Me voici, mon père, me voici."

VI. Il partage le pouvoir avec Vespasien. Sa cruauté. Sa mauvaise réputation

Depuis lors il ne cessa point d'être l'associé, et, en quelque sorte, le tuteur de l'empire. Il triompha avec son père, et fut censeur avec lui. Il fut aussi son collègue dans l'exercice de la puissance tribunitienne et dans sept consulats. Il prenait sur lui le soin de toutes les affaires de Vespasien. Il dictait des lettres en son nom, rédigeait des édits, et lisait des discours au sénat à la place du questeur. Il se chargea aussi de la préfecture du prétoire qui, jusque-là n'avait jamais été administrée que par un chevalier romain. Dans cette place il montra un peu trop de rigueur et de violence. Au camp et dans les spectacles, il apostait des affidés qui demandaient, pour ainsi dire, au nom de tous, le supplice de ceux qui lui étaient suspects, et il les faisait exécuter sur-le-champ, entre autres Aulus Caecina, personnage consulaire, qu'il avait invité à souper, et qui, à peine sorti de la salle à manger, fut percé de coups. Il est vrai que le danger était pressant. Titus avait découvert le plan signé de sa main d'une conspiration militaire. Cette conduite le mit en sûreté pour l'avenir; mais elle le rendit fort odieux pour le moment. On citerait peu de princes parvenus au trône avec une réputation plus défavorable et une plus grande impopularité.

VII. Son intempérance. Sa rapacité. Sur le trône, il remplace par des vertus tous ses vices. Ses spectacles

Outre sa cruauté, on redoutait son intempérance; car il prolongeait ses orgies jusqu'au milieu de la nuit avec les plus déréglés de ses compagnons. On craignait aussi son penchant à la débauche, en le voyant entouré d'une foule de mignons et d'eunuques, et éperdument épris de Bérénice, à laquelle, disait-on, il avait promis le mariage. On l'accusait aussi de rapacité, parce qu'on savait que, dans les affaires de la juridiction de son père, il marchandait et vendait la justice à prix d'argent. Enfin on croyait et l'on disait ouvertement que ce serait un autre Néron. Mais cette réputation tourna à son avantage, et ce fut précisément ce qui lui valut les plus grandes louanges, lorsqu'on s'aperçut qu'au lieu de s'abandonner à ses vices, il montrait les plus hautes vertus. Ses festins étaient agréables, mais sans profusion. Il choisit des amis d'un tel mérite que ses successeurs les conservèrent pour eux comme les meilleurs soutiens de



l'État. Il renvoya Bérénice malgré lui et malgré elle. Il cessa de favoriser de ses libéralités quelques-uns de ses plus chers favoris. Quoiqu'ils fussent si habiles danseurs qu'ils brillèrent dans la suite sur la scène, il ne voulut plus même les voir en public. Il ne fit jamais aucun tort à qui que ce fût, respecta toujours le bien d'autrui, et refusa même les souscriptions autorisées par l'usage. Cependant il ne le céda à personne en munificence. Après avoir inauguré l'amphithéâtre et construit promptement des thermes autour de cet édifice, il y donna un splendide et riche spectacle. Il fit représenter aussi une bataille navale dans l'ancienne nautarchie; il y ajouta des gladiateurs, et cinq mille bêtes de toute espèce combattirent le même jour.

VIII. Sa bonté. Sa déférence pour le peuple. Son règne est troublé par de grandes calamités, qui sont pour lui l'occasion de nouveaux bienfaits. Ses règlements sévères contre les délateurs

D'un caractère très bienveillant, il dérogea à la coutume de ses prédécesseurs, qui, suivant les principes de Tibère, regardaient tous les dons faits avant eux comme nuls, s'ils ne les avaient eux-mêmes conservés aux mêmes possesseurs. Il les ratifia tous par un seul édit, et repoussa toute sollicitation individuelle. À l'égard des autres grâces qu'on lui demandait, il avait pour maxime constante de ne renvoyer personne sans espérance. Je dirai plus: quand les gens de sa maison lui remontraient qu'il promettait

plus qu'il ne pouvait tenir, il répondait que personne ne devait se retirer mécontent de l'entretien du prince. Un soir, après son souper, s'étant souvenu qu'il n'avait accordé aucune grâce pendant le cours de la journée, il prononça ce mot si mémorable et si digne d'éloge: "Mes amis, j'ai perdu ma journée". En toute occasion, il traitait le peuple avec tant de bonté qu'ayant annoncé un spectacle de gladiateurs, il déclara qu'il le donnerait au gré des assistants, et non au sien. En effet, non seulement il ne refusa rien de ce que les spectateurs voulaient, mais il les exhortait même à manifester leurs vœux. Il affectait une préférence pour les gladiateurs thraces, et souvent, en plaisantant avec le peuple, il les applaudissait de la voix et du geste, toutefois sans compromettre ni sa dignité ni la justice. Pour paraître encore plus populaire, il admit quelquefois le public dans les thermes où il se baignait. Son règne fut attristé par quelques désastres, tels qu'une éruption de Vésuve dans la Campanie, un incendie dans Rome qui dura trois jours et trois nuits, et une peste comme on n'en avait jamais vu. Dans ces déplorable circonstances, il ne se borna pas à montrer la sollicitude d'un prince, il déploya toute la tendresse d'un père, consolant tour à tour les peuples par ses édits, et les secourant par ses bienfaits. Il tira au sort, parmi les consulaires, des curateurs chargés de soulager les maux de la Campanie. Il employa à la reconstruction des villes ruinées les biens de ceux qui avaient péri dans l'éruption du Vésuve, sans

laisser d'héritiers. Après l'incendie de Rome, il déclara qu'il prenait sur lui toutes les pertes publiques, et consacra les ornements de ses palais à rebâtir et à décorer les temples. Pour accélérer les travaux, il en chargea un grand nombre de chevaliers. Il prodigua aux malades tous les secours divins et humains, recourant à tous les genres de remèdes et de sacrifices pour les guérir ou adoucir leurs maux. Parmi les fléaux de l'époque, on comptait les délateurs et les suborneurs, reste impur de l'ancienne anarchie. Il ordonna qu'ils fussent fouettés et fustigés au milieu du Forum, et qu'après leur avoir fait traverser l'amphithéâtre, les uns fussent exposés et vendus comme esclaves, et les autres transportés dans les îles les plus sauvages. Afin d'arrêter à jamais ceux qui oseraient les imiter, il défendit, entre autres règlements, de poursuivre le même fait en vertu de plusieurs lois, et d'inquiéter la mémoire des morts au-delà d'un certain nombre d'années.

IX. Sa générosité envers ses ennemis. Sa bonté inépuisable à l'égard de son frère Domitien

Il déclara qu'il n'acceptait le souverain pontificat qu'afin de conserver toujours ses mains pures. Il tint parole; car, depuis ce moment, il ne fut ni l'auteur, ni le complice de la mort de personne. Ce n'est pas que les occasions de vengeance lui manquassent, mais il jurait qu'il périrait plutôt que de perdre qui que ce fût. Deux patriciens furent convaincus d'aspirer à l'empire. Il se contenta de les avertir, en leur disant que le trône était un présent du Sort, et

que s'ils désiraient quelque chose d'ailleurs, il le leur accorderait. Il dépêcha aussitôt ses courriers à la mère de l'un d'eux qui était éloignée, pour la tirer d'inquiétude, et lui assurer que son fils se portait bien. Non seulement il invita les deux conjurés à souper avec lui, mais le lendemain il les plaça exprès à côté de lui dans un spectacle de gladiateurs; et, lorsqu'on lui présenta les armes des combattants, il les leur remit pour les examiner. On ajoute qu'ayant pris connaissance de leur horoscope, il leur annonça que tous deux étaient menacés d'un péril, mais pour une époque incertaine, et que ce péril ne viendrait pas de lui; ce que l'événement confirma. Quant à son frère Domitien qui lui tendait sans cesse des embûches, qui cherchait presque ouvertement à soulever les armées et à s'enfuir de la cour, il ne put se résoudre ni à le faire périr, ni à s'en séparer, et il ne le traita pas avec moins de considération qu'auparavant. Il continua, comme dès le premier jour, à le proclamer son collègue et son successeur à l'empire. Quelquefois même en particulier il le conjurait, en répandant des pleurs, de vouloir enfin payer son attachement de retour.

X. Sa mort. Il ne se reproche qu'une action, restée inconnue

C'est au milieu de ces soins qu'il mourut pour le malheur de l'humanité plutôt que pour le sien. Au sortir d'un spectacle où il avait versé beaucoup de larmes en présence du peuple, il partit un peu triste pour le pays des Sabins, parce que, ayant voulu offrir un sacrifice, la victime s'était enfuie, et la foudre avait grondé par un ciel serein. À sa première halte, la fièvre le prit. Il continua à voyager en litière, et, en ayant tiré les rideaux, leva, dit-on, les yeux au ciel, et se plaignit beaucoup que la vie lui fût injustement enlevée, ajoutant qu'il n'avait qu'une seule action à se reprocher. Il ne dit point quelle était cette action, et il n'est pas aisé de le deviner. Quelques-uns croient qu'il faisait allusion à des rapports intimes avec la femme de son frère. Mais Domitia jura solennellement qu'il n'en était rien, elle qui, loin de nier ces relations, si elles eussent été réelles, s'en serait même vantée, comme elle s'empressait de le faire pour toutes ses turpitudes.

XI. Il est pleuré de tout le monde

Il mourut dans la même villa que son père, le jour des ides de septembre, dans la quarante et unième année de son âge, après deux ans, deux mois et vingt jours de règne. La nouvelle de sa mort répandit un deuil universel, comme si chacun avait perdu un membre de sa propre famille. Avant d'être convoqué par un édit, le sénat accourut. Les portes de la curie étaient encore fermées. Il les fit ouvrir, et accorda au prince mort plus d'éloges et d'actions de grâces qu'il ne lui en avait jamais prodigué de son vivant.

Le nouvel Economiste a été habilité pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 publieur officiel de toutes annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile et de commerce, ainsi que les actes de société, pour les départements de Paris (Arrêté préfectoral 2015362-0015 du 28/12/2015), de l'Essonne (Arrêté préfectoral 2015-PREF/DCSIPC/BAGP n°1093 du 07/12/2015), des Hauts-de-Seine (Arrêté préfectoral CAB/SDCI N°2015-653 du 10/12/2015), de Seine-Saint-Denis (Arrêté préfectoral N°2015-3496 du 17/12/2015), du Val-de-Marne (Arrêté préfectoral N°2015/4366 du 28/12/2015)
Tarifs des annonces légales : 75 - Paris : 5,50 € H.T. la ligne, 91 - Essonne : 5,24 € H.T. la ligne, 92 - Hauts-de-Seine : 5,50 € H.T. la ligne, 93 - Seine-Saint-Denis : 5,50 € H.T. la ligne, 94 - Val-de-Marne : 5,50 € H.T. la ligne. Ligne de 40 caractères. Les surfaces consacrées aux titres, sous-titres, filets, paragraphes, alinéas sont définies par arrêtés d'habilitation.

Paris

Constitution

Par acte SSP en date du 23/06/2016 à PARIS, il a été constitué une **SAS** dénommée :

SCR SOLUTIONS

Siège social : 32 rue de l'Annonciation 75016 PARIS
Capital : 90 €
Objet : Le conseil, l'assistance, la formation, la réalisation d'audits, de veille, d'analyses ou de prestations dans tous les domaines, en particulier dans les ressources humaines, le recrutement et le management
Président : M. BELL Matthieu, 146 boulevard de Grenelle - 75015 PARIS
Transmission des actions : La cession des actions à un tiers est soumise à l'agrément préalable des associés.
Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-42799

Par acte SSP du 01/08/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

PARIS ETERNELLE

Siège social : 42 rue Maubeuge 75009 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Création d'un site internet et conseil et mise en relation de personnes.
Gérant : M. MESROUA Mohamed Seghir, 57 rue du Parc - 93130 NOISY LE SEC
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43257

Par acte SSP du 29/08/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

THOMAS BATIMENT

Siège social : 127 rue de Javel - 75015 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Petits travaux du bâtiment.
Président : M. Samir JAZIRI, 127, rue de Javel - 75015 PARIS.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43745

Par acte SSP du 03/08/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

GRANDE LANDE ENERGIES

Siège social : 50 Ter rue de Malte 75011 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Production d'énergie électrique
Gérance : M. NALBANTOGLU Can, 1 place Robert Desnos - 75010 PARIS et Mme GUÉDON Caroline, 6 rue Eugène et Marie Louise Cornet - 93500 PANTIN
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43771

Par acte SSP du 03/08/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

COL DES 3 SOEURS

Siège social : 50 Ter rue de Malte 75011 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Production d'énergie électrique
Gérance : M. NALBANTOGLU Can, 1 Place Robert Desnos - 75010 PARIS et Mme GUÉDON Caroline, 6 rue Eugène et Marie Louise Cornet - 93500 PANTIN
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43769

Par acte SSP du 15/06/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

ABITA COLOMBES

Siège social : 10 rue de Penthièvre 75008 PARIS
Capital : 1.000,00 €
Objet : Marchand de biens
Président : M. Luc RICLET, La Ville aux Noëls - 56910 CARENTOIR
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43749

Par acte SSP du 10/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

IZI INFO

Siège social : 11 rue Anatole de la Forge - 75017 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Prestations, conseils informatiques et fournitures aux entreprises.
Gérant : M. IVANOVIC Zeljko, 11 rue Anatole de la Forge - 75017 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43752

Par acte SSP du 30/08/2016 il a été constitué une **SASU** dénommée :

METSTIK INVESTMENT RESEARCH

Siège social : 3 rue de Reuilly - 75012 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Analyse financière/recherche en investissement des entreprises cotées et non cotées, ainsi que du conseil en stratégie pour des entreprises cotées ou non cotées et sociétés de gestion de portefeuille d'investissement.
Président : M. TORRES ZUNIGA Carlos Tlacaélel, 3 rue de Reuilly 75012 PARIS
Transmission des actions: Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du Président de la société.
Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43755

Par acte SSP du 08/08/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

ACSA

Siège social : 15 rue Vauquelin 75005 PARIS
Capital : 5.000€
Objet : Formation, audit, conseil, conception et réalisations dans les domaines de la création artistique et graphique
Gérant : M. ATLANI Sébastien, 16 rue Rapatel - 93100 MONTREUIL.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43758

Par acte SSP du 29/08/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

GAME2GAME

Siège social : 19 avenue d'Italie 75013 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Le développement et la gestion d'applications, digitales et mobiles, dont la vente de jeux vidéo et d'accès-soires en e-commerce et en point de vente
Président : la société SAS PIX'HE au capital de 200 €, sise 45 rue de Chateaudun - 94200 IVRY SUR SEINE, 821 205 200 RCS CRETEIL
Directeur Général : M. EL JAMGHILL Ouissam, 16 rue Louis Fablet - 94200 IVRY SUR SEINE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43768

Par acte SSP du 01/07/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

THE BRAND SHAPER

Siège social : 7 Passage des Marais 75010 PARIS
Capital : 1 €
Objet : Conseil marketing
Président : Mme GRIFFET-ROY Marie-Laure, 7 passage des Marais 75010 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43779

Par acte SSP du 29/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

TRANSPORT FRANCAIS REPRESENTANT

Siège social : 21 rue Viète - 75017 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Conseil en matière de transport, représentation en France des sociétés de transport étrangères
Gérant : M. Bartosz SZCZESNIEWSKI, 12 rue Vergniaud - 92300 LEVALLOIS-PERRET
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43782

Par acte SSP du 31/08/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

NJSJL

Siège social : 68 avenue Ledru Rollin 75012 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Cryothérapie, vente compléments alimentaires, modelage, chiropod, remise en forme.
Président : M. Belaid OUAMARA, 13 avenue des Saules - 92700 COLOMBES.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43787

Par acte SSP du 18/06/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

TRANSPORTEUR PARIS B

Siège social : 5 passage Dubois 75019 PARIS
Capital : 2.000 €
Objet : Transport de marchandises démenagement ou location de vehicule avec conducteur destinés au transport de marchandises à l'aide de vehicules de moins de 3.5 tonnes
Président : M. Hichem BOUKHRISS, 5 passage Dubois - 75019 PARIS.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43792

Par acte SSP du 30/08/2016, il a été constitué une **SASU à capital variable** dénommée :

KINISIS

Siège social : 10 rue de Penthièvre 75008 PARIS
Capital minimum : 50 €
Capital initial : 500 €
Objet : Le conseil, l'assistance, la formation, la réalisation d'études, de veille, d'audits, d'analyses ou de prestations apportés à toute personne physique ou morale dans tous les domaines
Président : M. Maniyalagan NADARASA, 23 Bis rue Albert Duchaussoy - 93700 DRANCY.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Les actions nepeuvent-êtré cédées, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité simple
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43748

SCI MAROL

SCI au capital de 1.000 €
 Siège social : 113 avenue Félix Faure 75015 PARIS
 794 362 103 RCS PARIS

En date du 29/07/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social de la société au 3 Place des Provinces - 92170 VANVES. **Objet :** Acquisition de tous biens immobiliers. **Durée :** 99 ans. Radiation au RCS de PARIS et ré-immatriculation au RCS de NANTERRE.

AL0916-43794

Par acte SSP du 01/09/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

CEREINEC

Capital : 1.000 €
Siège social : 116 Avenue Simon Bolivar - 75019 PARIS
Objet : Prestations de services de management, direction générale, administrative, financière, technique et commerciale, marketing, de travaux administratifs, secrétariat, informatique, gestion, rapprochement d'entreprise et communication, et formations
Président : M. JUNGHANS Pascal, demeurant 116 Avenue Simon Bolivar 75019 PARIS
Admission aux assemblées et droits de vote : Admission libre et droit de vote aux pourcentages des actions détenues
Clause d'agrément de nouveaux associés : 2/3 des voix des actionnaires
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43831

Par acte SSP en date du 31/08/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

DAUNOU MODE

Siège social : 314 Rue Saint Martin 75003 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Commercialisation prêt-à-porter
Présidente : Mme Elizaveta FABIEN, 314 Rue Saint Martin - 75003 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43796

Par acte SSP du 01/08/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

KAMECO FDCN

Siège social : 88 Bis avenue de Saint Mandé - 75012 PARIS
Capital : 32.000 €
Objet : Commerce de gros de produits dérivés de la culture asiatique, de l'animation manga, cinéma, série TV, comics et jeux vidéos
Président : M. Fabrice DA PONTE DIAS, 13 Bis rue de Puiseux - 95520 OSNY
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43804

Par acte SSP en date du 05/04/2016, il a été constitué une **SASU à capital variable** dénommée :

ARCADIA

Siège social : 103 avenue d'Italie 75013 PARIS
Capital Minimum : 10.000 €
Capital Initial : 10.000 €
Capital Maximum : 140.000 €
Objet : Transport public routier de personnes avec des véhicules n'excédant pas 9 places y compris le conducteur. Transport de personnes à mobilité réduite (TPMR) avec des véhicules n'excédant pas 9 places y compris le conducteur
Président : M. MERET Laurent, 103 avenue d'Italie - 75013 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43806

Par acte SSP du 31/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

360TVM

Siège social : 41 rue Boissy d'Anglas 75008 PARIS
Capital : 1.500 €
Objet : La conception et la réalisation de campagnes publicitaires, La conception et la diffusion de publicités dans les journaux, la radio, la télévision et dans d'autres médias, La réalisation de campagnes marketing et d'autres services publicitaires, La promotion de produits
Gérant : M. Félix KOUM, 15 bis rue Blomet - 75015 PARIS
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43798

Par acte SSP du 31/08/2016, il a été constitué une **EURL** dénommée :

DIGITAL L

Siège social : 6 rue des Portes Blanches - 75018 PARIS
Capital : 1.000 €
Objet : Conseil aux entreprises sur la stratégie digitale Formation - Tutorat Gestion de projet - AMOA
Gérante : Mme Laura SALIN, 6 rue des Portes Blanches - 75018 PARIS
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43807

Par acte SSP du 21/06/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

VEGGIEVORE

Siège social : 92 rue de Varenne 75007 PARIS
Capital : 37.500 €
Objet : Vente de plats et produits alimentaires, pour une consommation immédiate ou ultérieure
Président : M. Jean-Cyril VAISSIÉ, 92 rue de Varenne - 75007 PARIS.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Action cessible avec l'agrément donné par décision collective des associés
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43918

L'OFFICE DES FORMALITES
 L'expertise en formalités légales depuis 1993

Avocats, Experts-Comptables, Juristes, vous êtes amenés à créer, modifier, renforcer les structures juridiques de votre entreprise ou de celles de vos clients.

VOUS REDIGEZ LES ACTES, NOUS EFFECTUONS LES FORMALITES

Nous effectuons pour votre compte toutes les formalités légales jusqu'à obtention du Kbis :

- Formalités légales et administratives
- Domiciliation commerciale
- Registres légaux

30-32 boulevard de Sébastopol - 75004 PARIS
 Téléphone : 01.42.72.19.99 - Télécopie : Fax 01.44.54.52.34
 E-Mail : office@formalites.fr - Site : www.formalites.fr

Par acte SSP du 23/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

TRIPLER DEPANNAGE

Siège social : 26 rue des Rigoles 75020 PARIS

Capital : 8.000 €

Objet : Vente achat et dépannage de voiture

Gérance : M. BEN DLALE Mohamed Ali, 20 place Gaston Bussiere - 93270 SEVRAN et Mme CHAHED Sana, 10 place André Malraux - 92390 VILLENEUVE LA GARENNE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43813

Par acte SSP en date du 30/08/2016 à PARIS, il a été constitué une **SAS à associé unique** dénommée :

SC INVEST

Siège social : 3 rue Etex - 75018 PARIS

Capital : 1.000 €, apport en numéraire

Objet : Détention par tous moyens de titres de sociétés commerciales ou civiles

Président : M. CHAMBON Stanislas, 3 rue Etex - 75018 PARIS

Admission aux assemblées et droits de vote: Tout actionnaire peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses actions. Chaque membre de l'assemblée a, sous réserve des exceptions légales, autant de voix qu'il en possède ou représente.

Clauses d'agrèments : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires; toutes autres cessions et transmissions sont soumises à l'agrément des actionnaires représentant au moins 75% du capital social plus une voix.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43814

Avis est donné de la constitution d'une **SARL** dénommée :

SHALU EXOTICA

Siège social : 93 avenue du Général Leclerc - 75014 PARIS

Capital : 500 €

Objet : Alimentation générale

Gérante : Mme KANAPATHIPILLAI épouse THEVATHASAN Shalini, 42 rue Emile Zola - 93230 ROMAINVILLE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43828

Par acte SSP du 01/08/2016, il a été constitué une **SARL à capital variable** dénommée :

SARL SNOUCI

Siège social : 15 rue Guy de la Brosse 75005 PARIS

Capital minimum : 1.000 €

Capital initial : 1.000 €

Capital maximum : 1.000 €

Objet : Restauration rapide

Gérance : M. SNOUCI Mohamed, 16 rue Emile Leaute - 91150 ETAMPES et M. SNOUCI Athmane, Tamokra Akbou Bejaia - 06520 TAMOKRA (ALGERIE)

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43838

Par acte SSP du 01/09/2016, il a été constitué une **EURL** dénommée :

STUDIO BEAUTE ROMINA

Siège social : 24 rue d'Armaillé 75017 PARIS

Capital : 2.000 €

Objet : La réalisation de prestations de services et la vente des produits cosmétiques

Gérante : Mme Romina CEGOREAN, 8 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43846

Par acte SSP du 18/05/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

STEB

Siège social : 8/14 rue de la Poterne des Peupliers - 75013 PARIS

Capital : 4.000 €

Objet : Rénovation intérieur et extérieur, ravalement, peinture, maçonnerie, plomberie, électricité et étanchéité.

Gérant : M. KHARDENI Mohamed, 8/14 rue de la Poterne des Peupliers 75013 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43925

Par acte SSP du 30/08/2016 il a été constitué une **SASU** dénommée :

GLOBAL ACTION

SERVICES

Nom commercial : ACCESSIBILITE ERP

Siège social : 7, rue Léo Delibes 75116 PARIS

Capital : 2.000 €

Objet : Le conseil, l'assistance, études, la réalisation d'audits, d'analyses, ou de prestations d'accompagnement dans tous les domaines d'activité en affaires privées et publiques.

Président : M. DAHAN Yoel, 19 rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43851

Par acte SSP du 26/08/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

CONCEPT

JEAN-FRANCOIS

Siège social : 128 rue de la Boetie 75008 PARIS

Capital : 500 €

Objet : E-commerce. Vente de tous produits non réglementés notamment produits d'épicerie fine.

Président : M. JEAN-FRANCOIS MEHDI 19, rue de l'Exposition - 75007 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43915

Par acte SSP du 15/08/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

VOCABULAIRE

Siège social : 39 boulevard de Port Royal - 75013 PARIS

Capital : 5.000 €

Objet : Librairie - papeterie

Gérante : Mme TEBoul Line, 9 rue de Sevran - 93200 SAINT DENIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43916

Par acte SSP du 22/08/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

GOURVILLETTE

ENERGIES

Siège social : 50 Ter rue de Malte 75011 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Production d'énergie électrique

Gérance : M. NALBANTOGLU Can, 1 place Robert Desnos - 75010 PARIS et Mme GUEDON Caroline, 6 rue Eugène et Marie Louise Cornet - 93500 PANTIN

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43917

Par acte SSP du 24/08/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

SELLPILOT

Siège social : 46 rue de Douai - 75009 PARIS

Capital : 10.000 €

Objet : Etude et conception de logiciels informatiques.

Président : M. DUISIT Aurélien, 16 rue Claude Pouillet - 75017 PARIS

Directeurs Généraux : M. BALIGANT François, 2 rue Dorian - 75012 PARIS et M. BELORGEY Grégoire, 82 rue la Condamine - 75017 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43920

Par acte SSP du 24/08/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

DGDM

Siège social : 10 rue de Penthièvre 75008 PARIS

Capital : 100 €

Objet : Prestations de services et administratives aux entreprises, conseil aux entreprises, centre d'affaires.

L'accomplissement de toutes formalités administratives et juridiques, démarches, aide et accompagnement à la création d'entreprise et à toutes modifications statutaires. Domiciliation d'entreprises et services connexes, réexpédition de courriers, secrétariat, centre d'appel et standard téléphonique. Location de bureaux. Assistance internet.

Président : M. William BEHAR, 14 rue Claude Decaen - 75012 PARIS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43981

Par acte SSP du 02/09/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

TADIK

Siège social : 109 rue Ordener - 75018 PARIS

Capital : 5.000 €

Objet : Conception électronique

Président : M. Manuel TOQUET, 109 rue Ordener - 75018 PARIS

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43934

Par acte SSP du 10/07/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

TIPAM

Siège social : 134 rue du Faubourg Saint Martin - 75010 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Alimentation générale et ventes de boissons alcoolisées.

Président : M. Sanjeevan VISHNU, 255 rue de Stalingrad - 93000 BOBIGNY.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43964

Par acte SSP en date du 01/09/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

BESOFT FRANCE

Siège social : 133 rue de Rome 75017 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Prestations de services dans les domaines, informatiques, bureautiques, télé-secrétariat, formation, mise à disposition de personnel, création de site web, saisie et archivage de données et plus généralement tout ce qui concerne l'externalisation des services aux entreprises incluant l'import et l'export et tous produits annexes et connexes.

Président : M. GARCIA Laurent, 5 allée des Capucines - 78480 VERNEUIL SUR SEINE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43977

Par acte SSP du 05/09/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

NUBIPHONE

Siège social : 117 rue de Charenton 75012 PARIS

Capital : 5.000 €

Objet : Enregistrement sonore et édition musicale

Gérant : M. GOMBAUD Guillaume, 16 rue Victor Hugo - 94220 CHARENTON LE PONT

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43979

Par acte SSP du 04/09/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

INFINIT PATRIMOINE

Siège social : 115 rue Saint Dominique 75007 PARIS

Capital : 10.000 €

Objet : Gestion de patrimoine

Président : M. BENYASSINE Yacine, 40 rue Pierre Poli - 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Directeur Général : M. FOUAD Fayçal, 62 rue Albert - 75013 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43991

Par acte SSP du 06/09/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

HOLDING PARIS RESTO

ET SERVICES

Siège social : 25 rue Copenic - 75016 PARIS

Sigle : HPRS

Capital : 5.000€

Objet : Services en marketing

Président : M. GIORDANO Emmanuel, 25 rue Copenic - 75016 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-44019

Par acte SSP du 05/09/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

LES MARIAGES

PERCHES

Siège social : 33 boulevard Edgar Quinet - 75014 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Organisation de mariages

Présidente : Mme Angie BUFFIÈRES, 33 boulevard Edgar Quinet - 75014 PARIS.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43996

Par acte SSP du 02/09/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

SELLBYCARS

Siège social : 28 rue Marsoulan 75012 PARIS

Capital : 1.500 €

Objet : Achat et vente de véhicules neufs et d'occasions.

Président : M. JARNO Chris, 3 rue Jean Moulin - 77140 NEMOURS

Directeur Général : M. NASRI Samir, 6 avenue François Mitterrand - 94000 CRETEIL

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-44000

Par acte SSP du 05/09/2016 il a été constitué une **SASU** dénommée :

BLINT INFORMATIQUE

Siège social : 6 rue Duret - 75116 PARIS

Capital : 1.000 €

Objet : Toute prestation de conseil en systèmes, réseaux et logiciels informatiques

Président : M. DESCHAMPS Stéphane 24 rue Guitel - 78860 SAINT NOM LA BRETECHE

Transmission des actions: Cession libre sur décision de l'associé unique

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Chaque action donne lieu à une voix

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-44009

Par acte SSP du 06/09/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée :

CARAVAGGIO

Siège social : 4 Cité Condorcet 75009 PARIS

Capital : 1.500 €

Objet : Conseil et mise en relation dans le domaine du bâtiment

Président : M. DEBAINS Charles, 4 Cité Condorcet - 75009 PARIS

Directeurs Généraux: M. BOUTELIER Victor, 82 avenue de Saint Ouen 75018 PARIS et M. CLEMENT DE COLOMBIERES Quentin, 219 boulevard Pereire - 75017 PARIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-44015

Modification

OZS SERVICES

SARL au capital de 12.000 €

Siège social : 4 allée Newton 93500 PANTIN

Capital : 798 709 739 RCS BOBIGNY

L'AGE du 31/05/2016, a décidé, à compter du 31/05/2016, de transférer le siège social au 55 boulevard Péreire 75017 PARIS et de modifier la dénomination sociale qui devient :

PARISDRIVER.FR

Gérant : M. Teddy SOK, 4 allée Newton 93500 PANTIN. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Radiation au RCS de BOBIGNY et immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-42874

MIKEB SAAD KUTEF

SELASU au capital de 500 €

Siège social : 154 avenue de Flandre 75019 PARIS

Capital : 812 601 391 RCS PARIS

L'AG du 27/07/2016, a décidé de transférer le siège social au 27 rue du Dessous des Berges - 75013 PARIS. Mention au RCS de PARIS

AL0916-42950

AUCARIA CONSEIL

EURL au capital de 2.000 €

Siège social : 44 avenue Aristide Briand - 93160 NOISY LE GRAND

Capital : 535 090 633 RCS BOBIGNY

Par DAU du 01/08/2016, a décidé de transférer le siège social au 10 rue de Penthièvre - 75008 PARIS, à compter du 01/08/2016. Gérant : M. Frédéric GARCIA, 44 avenue Aristide Briand 93160 NOISY LE GRAND. Radiation au RCS de BOBIGNY et immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43178

GLOBAL BEAUTY

NAOLYS CONSEIL
SARL au capital de 10.000 €
Siège social : 1 Bis avenue Foch
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
804 040 103 RCS CRETEIL

Par décision de l'AGE du 13/07/2016, il a été décidé de transférer le siège social au 7 rue du Marché Saint Honoré 75001 PARIS. Gérant : M. GAMBARO Gérard, 18 rue des Bretons - 94700 MAISONS ALFORT. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de PARIS.

AL0916-43763

NAOLYS AUDIT
SARL au capital de 10.000 €
Siège social : 1 Bis avenue Foch
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
805 060 068 RCS CRETEIL

Par décision de l'AGE du 13/07/2016, il a été décidé de transférer le siège social au 7 rue du Marché Saint Honoré 75001 PARIS. Gérant : M. GAMBARO Gérard, 18 rue des Bretons - 94700 MAISONS ALFORT. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de PARIS.

AL0916-43765

SAJAS
SASU au capital variable de 500 €
Siège social : 87 avenue Paul Doumer
75116 PARIS
820 193 316 RCS PARIS

L'associé unique, en date du 25/08/2016, a nommé Président M. GRIBE Anthony, 87 avenue Paul Doumer - 75116 PARIS, en remplacement de Mme GRIBE Sophie, à compter du 25/08/2016. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43767

BAN SAUN SOUK
SARL au capital de 1.500 €
Siège social : 17 rue de la Félicité
75017 PARIS
754 086 593 RCS PARIS

L'AGE du 26/08/2016 a décidé de nommer Gérante Mme Kanya BAUER née RAEKRIANG, 5 rue Henri Schmitt, logement 370 - 93100 MONTREUIL, en remplacement de Mme Vivathana NHUNE NHONG démissionnaire. Mention au RCS de PARIS.

AL0916-43789

LA BARAQUE A FILMS
SARL au capital de 5.000 €
Siège social : 184 rue Saint-Maur
75010 PARIS
523 469 997 RCS PARIS

Le 08/08/2016, l'AGE a décidé de modifier le capital social de 5.000 € afin de porter ce dernier à 20.000 €. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43800

MINILOGS
SAS au capital de 10.980 €
Siège social : 186 boulevard Pereire
75017 PARIS
534 525 001 RCS PARIS

En date du 25/07/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 10 rue de Penthièvre - 75008 PARIS. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43815

MY JUNGLY MUSIC
SASU au capital de 2.000 €
Siège social : 92 avenue des Ternes
75017 PARIS
803 499 755 RCS PARIS

Le 01/09/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 78 rue des Martyrs - 75018 PARIS. Modification au RCS de PARIS

AL0916-43821

SENSI
SARL au capital de 8.000 €
Siège social : 1 bis rue Jean Mermoz
75008 PARIS
484 935 895 RCS PARIS

Le 29 mars 2016, les Associés ont nommé en qualité de Gérant : M. Tanguy D'EPINAY, demeurant 2 bis Villa de Villiers 92200 NEUILLY SUR SEINE, en remplacement de M. Alexandre TZAROWSKY, démissionnaire. Mention au RCS de PARIS

FR1833/0916/2639

PAPILLON
SARL au capital de 1.500 €
Siège social : 89 rue d'Avron
75020 PARIS
802 311 464 RCS PARIS

Le 29/08/2016, l'AGE a décidé de nommer Gérant M. UZZAL BEPARY, 149 rue Gabriel Péri - 93200 SAINT DENIS, en remplacement de M. TANVIR ULLAH MOHAMED AHASAN. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43827

ISOLA LA CANTINE LITTERAIRE
SARL à associé unique
au capital de 300 €
Siège : 20 rue du Transvaal
75020 PARIS
819 949 223 RCS PARIS

Par décision de l'associé unique du 23/08/2016, il a été décidé, à compter du 01/09/2016, de :

- augmenter le capital social de 1.700 € par apport en numéraire, le portant ainsi à 2.000 €
- transférer le siège social au 15 rue Ternaux - 75011 PARIS.
Mention au RCS de PARIS

AL0916-43833

OBUZZ
SAS au capital de 10.000 €
Siège social : 34 rue de la Quarantaine - 69005 LYON
821 678 844 RCS LYON

Par décision de l'associé unique du 29/08/2016, il a été décidé de transférer le siège social au 49 rue de Ponthieu - 75008 PARIS, à compter du 29/08/2016. Président : M. Abdelaziz OUHADIA, 34 rue de la Quarantaine 69005 LYON. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Radiation au RCS de LYON et immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43836

XWIKI
SAS au capital de 37.560 €
Siège social : 35/37 rue Beaubourg
75003 PARIS
477 865 281 RCS PARIS

Le 22/08/2016, le Président a pris acte du départ du Directeur Général Délégué, M. Guillaume LEROUGE. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43844

M.BLURUBI
SASU au capital de 1.200 €
Siège social : 111 avenue Victor Hugo
75016 PARIS
812 315 661 RCS PARIS

En date du 11/07/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social de la société au 2 quai Aulagnier - 92600 ASNIERES-SUR-SEINE. Gérante: Mme Antonina RUBINA, 20 rue Boissiere - 75016 PARIS. Radiation au RCS de PARIS et ré-immatriculation au RCS de NANTERRE.

AL0916-43847

ENZOEV
SARL au capital de 20.000 €
Siège social : 54 avenue Philippe
Auguste - 75011 PARIS
821 349 321 RCS PARIS

L'AGE du 01/09/2016 a décidé de modifier l'objet social comme suit, à compter du 01/09/2016 : Conseil en relations publiques et communication. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43921

MIC CONSEILS
SASU au capital de 100 €
Siège social : 18 rue Dagorno
75012 PARIS
799 166 194 RCS PARIS

Par décision de l'AGE du 31/08/2016, il a été décidé de remplacer l'objet social par : Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43924

VISA CONSEIL
EURL au capital de 15.000 €
Siège social : 8 rue de Moscou
75008 PARIS
814 912 333 RCS PARIS

En date du 30/08/2016, l'Associé Unique a décidé :

- de changer la dénomination sociale de la société pour :

GLOBAL TRADE SECURE

- de modifier l'objet social de la société qui devient : L'importation, l'exportation; toutes activités de transport de biens et de personnes ; la commercialisation de tous biens d'équipements et de marchandises de toutes natures ; la représentation commerciale de toutes marques ; la vente en gros, demi-gros et détail ; le commerce en général ainsi que la prestation de services dont le conseil, l'apport d'affaires et l'intermédiation dans diverses domaines (commerce, énergie, environnement, développement durable, automobile ...). Modifications à compter 05/09/2016. Mention au RCS de PARIS.

AL0916-43928

GEOTOURS FRANCE
SARL au capital de 100 €
Siège social : 3 rue de Tréville
75009 PARIS
750 832 255 RCS PARIS

En date du 30/06/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 51 boulevard de Strasbourg - 75010 PARIS. Mention au RCS de PARIS.

AL0916-43929

EVASION VIOLETTE
SASU au capital de 2.000 €
Siège social : 2 rue Lavoisier
75008 PARIS
810 879 791 RCS PARIS

Le 31/08/2016, l'AGE a décidé de modifier l'objet social comme suit : Soins du corps, entretiens corporels, relaxation, bien-être. Modification au RCS de PARIS

AL0916-43932

SOCIETE HIBERT
SARL à associé unique
au capital de 317.476,92 €
Siège social : 10 rue Washington
75008 PARIS
382 770 915 RCS PARIS

Par décision de l'associé unique du 31/07/2016, il a été décidé de augmenter le capital social de 800.103,08 €, le portant ainsi à 1.117.580 €. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43938

FRANCE VOYAGE
SARL au capital de 10.000 €
Siège social : 143-145 rue de Ménilmontant - 75020 PARIS
815 197 306 RCS PARIS

Par décision de l'AGE du 30/08/2016, il a été décidé de changer la dénomination sociale qui devient :

PARIS EASY VOYAGE
à compter du 01/09/2016. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43943

S C M SCHEFFER
SCM au capital de 350,63 €
Siège social : 38 rue Scheffer
75116 PARIS
387 827 470 RCS PARIS

En date du 18/11/2014, l'AGE a pris acte de la démission des fonctions de Co-gérant de M. Fabien DINVILLE, et de Co-gérant de M. Christophe SALAMON, et de Co-gérant de M. Marc FONTAINE, à compter du 31/12/2014. Mention au RCS de PARIS.

AL0916-43951

SCI VEDO
SCI au capital de 10.000 €
Siège social : 57 rue Sedaine
75011 PARIS
403 920 903 RCS PARIS

Le 06/06/2016, l'AGE a décidé de nommer Gérante Mme Dominique MARINACCIO, 6 rue des Réservoirs 94410 SAINT MAURICE, en remplacement de M. Gérard STASIO. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43955

SOCIETE PINPO SAS
SAS au capital de 5.000 €
Siège social : 9 rue Saint-Didier
75116 PARIS
811 906 767 RCS PARIS

Le 20/07/2016, l'AGE a décidé de modifier le capital social de 5.000 € afin de porter ce dernier à 20.000 €. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43958

GABSEE
SAS au capital de 4.000 €
Siège social : 35 rue Saint Georges
75009 PARIS
820 677 797 RCS PARIS

Par décision des associés du 31/08/2016, il a été décidé de nommer Directeur Général M. GREGOIRE Bruno, 6 rue des Colonels Renard 75017 PARIS. Mention au RCS de PARIS.

AL0916-43967

CELTRIO
SARL au capital de 20.000 €
Siège social : 90 avenue des Champs
Elysées - 75008 PARIS
452 551 492 RCS PARIS

Le 29 septembre 2014, l'AGE statuant en application de l'article L 223-42 du Code de Commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution anticipée de la société, bien que les capitaux propres soient devenus inférieurs au capital social. Mention faite au RCS de PARIS

FR1833/0916/2614

SOCIETE DU PARC PHOTOVOLTAIQUE DE LA COMMANDERIE
SAS au capital de 1.000 €
Siège social : 3 rue Rossini
75009 PARIS
525 103 420 RCS PARIS

Le 11 juillet 2016, l'AGO a nommé Commissaires aux Comptes : 1°) Titulaire : CONSEILS ASSOCIES SA, sise 50 avenue de Wagram - 75017 PARIS (692 048 671 RCS PARIS), en remplacement de la SARL PREJEAN AUDIT ET CONSEIL, démissionnaire. 2°) Suppléant : M. Paul GROSJEAN, demeurant 50 avenue de Wagram 75017 PARIS, en remplacement de M. Antoine LEGOUX, démissionnaire. Mention au RCS de PARIS

FR1833/0916/2640

AI QIAO
SARL au capital de 2.000 €
Siège social : 12 rue Saulnier
75009 PARIS
820 343 564 RCS PARIS

Le 15/08/2016, l'AGE a décidé de nommer Gérant M. JIE QI, 3 Square Hector Berlioz - 93110 ROSNY SOUS BOIS, en remplacement de M. FEIYONG HU. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43971

MCINVESTISSEMENT
SARL au capital de 50.004 €
Siège social : 38 rue du Docteur
Blanche - 75016 PARIS
435 405 402 RCS PARIS

L'AGO du 30/01/2016, a décidé de transférer le siège social au 529 avenue des Pyrénées - 40380 BAIGTS, à compter du 10/08/2016. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de DAX

AL0916-43987

CENTRALE RECHERCHE SA
SA au capital de 350.000 €
Siège social : 8 rue Jean Goujon
75008 PARIS
334 688 348 RCS PARIS

Le 24/06/2016, l'AG mixte a décidé de changer la dénomination sociale qui devient :

CENTRALESUPELEC EXED
Modification au RCS de PARIS

AL0916-43989

CONSULTIME
SA au capital de 100.000 €
Siège social : 14 avenue de l'Opéra
75001 PARIS
434 215 752 RCS PARIS

Le 24/06/2016, l'AGO a pris acte de la fin du mandat d'Administrateur de M. Philippe DUCRU. Et a désigné en qualité d'Administrateur M. Frédéric PETYST DE MORCOURT, Hauschildstrasse 20 - 81477 MUNICH (ALLEMAGNE). Mention au RCS de PARIS.

AL0916-43992

PESLA
SASU au capital de 187.000 €
Siège social : 16 rue de Levis
75017 PARIS
799 165 972 RCS PARIS

Suivant délibérations en date du 29/06/2016, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 16 rue de Vézelay - 75008 PARIS. Modification au RCS de PARIS

AL0916-43997

BANGLA TOWN
SARL au capital de 10.000 €
Siège social : 77 rue Claude Decaen
75012 PARIS
793 856 196 RCS PARIS

L'AGE du 04/09/2016, a décidé de :
- étendre l'objet social comme suit : Commerce de boucherie, charcuterie, épicerie et alimentation générale, accessoires, bazar
- nommer Gérant M. SHAFIUL ALAM, 3 Pas du Limousin - 95200 SARCELLES, en remplacement de M. AMIN KHAN. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43999

INITIES PARIS
SASU au capital de 10.000 €
Siège social : 42 avenue Montaigne
75008 PARIS
805 323 995 RCS PARIS

Par décision de l'associé unique du 02/09/2016, il a été décidé de transférer le siège social au 44 rue de Longchamp - 92200 NEUILLY SUR SEINE. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-44001

Dissolution

CARAVANE DOREE
SAS au capital de 33.750 €
Siège social : 13 rue de Paradis
75010 PARIS
788 530 509 RCS PARIS

Le 31/08/2016, l'AGE a été décidé de la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. DORE Benjamin, 13 rue de Paradis - 75010 PARIS, et fixé le siège de liquidation au siège social. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43933

QUENLINE
SARL au capital de 55.649,89 €
Siège social : 6 rue Jean Cottin
75018 PARIS
422 635 029 RCS PARIS

Le 15/01/2016, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2015, nommé Liquidateur M. Thierry MENAGE, 6 rue Jean Cottin 75018 PARIS, et fixé le siège de liquidation au siège social. Modification au RCS de PARIS

AL0916-43936

LIEBLINGS
SASU au capital de 1 €
Siège social : 6 rue Arthur Groussier
75010 PARIS
800 038 036 RCS PARIS

Par décision de l'associé unique du 02/09/2016, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, nommé Liquidateur Mme ANSOULT ALIENOR, 6 rue Arthur Groussier - 75010 PARIS, et fixé le siège de liquidation au siège social. Mention au RCS de PARIS

AL0916-43950

Liquidation

OSMANIA PRODUCTIONS

SASU au capital de 10.000 €
Siège social : 111 avenue Victor Hugo
75784 PARIS Cedex 16
808 603 989 RCS PARIS

Le 01/09/2016, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 01/09/2016, nommé Liquidateur M. Abdel Rahman GAFAR SIRELKHATIM, 17 rue Georges Dupont - 95870 BEZONS, et fixé le siège de liquidation au siège social.
Le 01/09/2016, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur, et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 01/09/2016. Radiation au RCS de PARIS.

AL0916-43818

Clôture de Liquidation

MD TROCADERO

SASU au capital de 1.500 €
Siège social : 22 rue Greuze
75116 PARIS
812 748 176 RCS PARIS

Le 31/08/2016, l'AGO a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/08/2016. Radiation au RCS de PARIS

AL0916-44007

I.M.S.E PATRIMOINE

SARL à associé unique
au capital de 38.000 €
Siège social : 13 Bis avenue de la Motte Picquet - 75007 PARIS
442 804 589 RCS PARIS

L'AGE du 12/08/2016, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur, et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Radiation au RCS de PARIS

AL0916-44014

Transmission Universelle de Patrimoine

SOLY

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 9 cour des Petites Ecuries - 75010 PARIS
507 868 834 RCS PARIS

En date du 01/08/2016, la société SOCIETE CIVILE VICTOR SOLLY, SC au capital de 2.440.000 €, sise 9 cour des Petites Ecuries - 75010 PARIS, 817 679 954 RCS PARIS, associé unique de la société SOLY, a décidé la dissolution sans liquidation de cette société dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil. Les Créanciers peuvent former opposition devant le Tribunal de commerce de PARIS dans les 30 jours de la présente publication. Radiation au RCS de PARIS

AL0916-43841

V HUGO

SCI au capital de 1.000 €
Siège social : 9 cour des Petites Ecuries - 75010 PARIS
498 456 607 RCS PARIS

En date du 01/08/2016, la société SOCIETE CIVILE VICTOR SOLLY, SC au capital de 2.440.000 €, sise 9 cour des Petites Ecuries - 75010 PARIS, 817 679 954 RCS PARIS, associé unique de la société V HUGO, a décidé la dissolution sans liquidation de cette société dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil. Les Créanciers peuvent former opposition devant le Tribunal de commerce de PARIS dans les 30 jours de la présente publication. Radiation au RCS de PARIS

AL0916-43842



Essonne

Constitution

Avis est donné de la constitution d'une SARL dénommée:

EURAVINA

Siège social : 3 rue des Hortensias
91380 CHILLY MAZARIN
Capital : 5.000 €
Objet : Achat vente de tous produits non réglementés
Gérant : M. NGUYEN MINH DUC, 3 rue des Hortensias - 91380 CHILLY MAZARIN
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0916-43193

Par acte SSP du 31/08/2016, il a été constitué une SAS dénommée :

SLK INVEST

Siège social : 7 rue Adolph Adam
91160 LONGJUMEAU
Capital : 1.000 €
Objet : Prise d'intérêts et la participation directe ou indirecte, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés, françaises ou étrangères, créées ou à créer, industrielles, commerciales, financières, civiles, immobilières, ainsi que dans des G.I.E et des sociétés de personnes. Gestion de son portefeuille de valeurs mobilières ainsi que tous droits sociaux, toutes opérations d'acquisition, souscription de droits sociaux, administration, nantissement, échanges, cession, distribution, apports de titres, valeurs mobilières.
Président : M. Karim ALLOUCHE, 11 avenue Darblay - 91100 CORBEIL-ESSONNES
Admission aux assemblées et droits de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.
Clause d'agrément : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS d'EVRY

AL0916-43942

Par acte SSP du 01/09/2016 il a été constitué une SAS dénommée:

ALGORYSM

Siège social : 14 avenue Saint Marc
91300 MASSY
Capital : 2.000 €
Objet : Le conseil, l'étude, la conception, la réalisation, l'intégration, la maintenance, l'exploitation, la fabrication, l'achat, la vente de tous systèmes d'informations ou systèmes embarqués d'une manière générale, de tous produits concernant les applications de l'informatique et de l'électronique dans tous les domaines.
Président : M. BOUKHANOUBA Mohamed Lamine, 14 avenue Saint Marc - 91300 MASSY
Directeur Général : M. BENYAHIA Abderraouf, 42 avenue Saint Marc 91300 MASSY
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS d'EVRY

AL0916-43959

Modification

CENTRE OPTIQUE DU VAL D'ORGE

SAS au capital de 7.500 €
Siège social : 235 avenue Gabriel Péri
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
448 431 197 RCS EVRY

L'AGE du 30/08/2016, a décidé la transformation de la SAS en SARL, nommé Gérant M. PEUVRIER Stéphane, 7 allée des Roses - 91620 NOZAY. Les fonctions de Commissaires aux Comptes Titulaire et Suppléant, ont pris fin. Le reste demeure inchangé. Mention au RCS d'EVRY

AL0916-43760

SCI KATIA ET LAURENT DUBOIS

SCI au capital de 100 €
siège social : 1 avenue Albert 1er
91760 ITTEVILLE
813 446 226 RCS EVRY

Le 05/08/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social à SAINT FIACRE - 56310 MELRAND, à compter du 05/08/2016. Radiation au RCS d'EVRY et immatriculation au RCS de LORIENT

AL0916-43780

CONNECT DATA

SASU au capital de 256.020 €
Siège social : Route de Gisy
Parc Burospace - Bâtiment 21
91570 BIEVRES
321 239 287 RCS EVRY

L'AGO du 29/06/2016 a nommé Président : GLOBE TECH, SARL au capital de 1.000.000 €, sise Route de Gisy, Parc Burospace - Bâtiment 21 91570 BIEVRES, 522 513 399 RCS EVRY, en remplacement de Mme RENAUDIE Dominique. Mention au RCS d'EVRY

AL0916-43976

Liquidation

TIZZO

EURL au capital de 5.000 €
Siège social : 19 rue du Saule Saint Jacques - 91540 ORMOY
790 103 295 RCS EVRY

Le 31/08/2016, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/08/2016, nommé Liquidateur M. Frédéric GUIRIAN, 4 rue du Bois de la Justice - 91540 MENNECY, et fixé le siège de liquidation chez le liquidateur.
Le 31/08/2016, l'AGO a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur, et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/08/2016. Radiation au RCS d'EVRY.

AL0916-43937

Hauts-de-Seine

Rectificatif

Rectificatif à l'annonce parue le 13/05/2016, concernant la société SCI MANSIER, il y avait lieu de lire : Siège social : 14 Bis rue Loradou - 92270 BOIS COLUMBES

AL0916-43930

Constitution

Par acte SSP du 13/08/2016 à LEVALLOIS PERRET, il a été constitué une SARL à associé unique dénommée:

MP2L CONSEIL

Siège social : 1 rue Voltaire - 92300 LEVALLOIS PERRET
Capital : 1.000 €
Objet : Le conseil et l'assistance en systèmes d'informations, de télécommunications et de marketing digital. Le développement intellectuelle, la vente et la maintenance de logiciel et de programme informatique et plus généralement la vente de matériel informatique. La création intellectuelle, la réalisation, l'édition et la monétisation de sites et applications internet. L'activité de consultant en informatique et notamment la planification et la conception de systèmes informatiques intégrant les technologies du matériel, des logiciels et des communications. Le conseil, l'assistance, la réalisation d'études, de veille, d'audits, d'analyses ou de prestations, l'accompagnement professionnel et personnel dans les domaines de la gestion administrative, financière ou commerciale. La préparation, l'organisation, et la conduite d'actions de formations, de colloques, de séminaires et de conférences. L'activité d'apporteur d'affaires dans les domaines précités. Toutes activités connexes et annexes à l'objet social ci-dessus.
Gérant : M. PILLEGAND Michel, 1 rue Voltaire - 92300 LEVALLOIS PERRET
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43297

Par acte SSP du 30/08/2016, il a été constitué une EURL dénommée :

FLODINUX

Siège social : 1 avenue des 3 Frères
92600 ASNIERES SUR SEINE
Capital : 150 €
Objet : Ingénierie informatique et télécom.
Gérant : M. Florian DA COSTA, 1 avenue des 3 Frères - 92600 ASNIERES SUR SEINE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43753



Par acte SSP en date du 15/08/2016 à ANTONY, il a été constitué une SAS dénommée:

LMD DRINKS

Siège social : 2 cours Jules Raimu
92160 ANTONY
Capital : 5.000 €
Objet : L'exploitation d'un fonds de commerce d'achat, de vente et de distribution en magasin et à distance de vins, champagnes, alcools et spiritueux, produits alimentaires régionaux, articles se rapportant aux arts de la table.

Président : M. MARTY Laurent, 2 cours Jules Raimu - 92160 ANTONY
Transmission des actions : La cession des actions à un tiers est soumise à l'agrément préalable des associés.
Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43300

Par acte SSP en date du 08/08/2016 à NEUILLY, il a été constitué une SASU dénommée:

MY OWEE

Siège social : 11 rue Garnier - 92200 NEUILLY
Capital : 15.000 €
Objet : La conception, le développement, et l'exploitation de système d'information et plateforme informatique de mise en relation des étudiants de l'enseignement supérieur, association étudiant et toutes autres personnes liées à l'enseignement supérieur tels que professeur, personnel pédagogique; Activités d'intermédiaires de vente, de négociation d'offre de groupe dans tous domaines non réglementés; Toutes activités annexes ou connexes liées.

Président : M. APRILE Matthieu 11 rue Garnier - 92200 NEUILLY
Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.
Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43304

Avis est donné de la constitution d'une SASU dénommée:

H.R.O

Siège social : 17 rue Edmond Dubuis
92000 NANTERRE
Capital : 1.500 €
Objet : Transport public routier
Présidente : Mme Amina HACHELEF, 17 rue Edmond Dubuis - 92000 NANTERRE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43476

Par acte SSP du 26/07/2016, il a été constitué une SASU dénommée :

P2P TELECOM

Siège social : 10 rue des Venets
92000 NANTERRE
Capital : 300 €
Objet : Activités de télécommunications.
Président : M. Laurent TERRIER, 10 rue des Venets - 92000 NANTERRE.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43709

Par acte SSP du 26/08/2016, il a été constitué une SASU dénommée :

GOOD WAY

Siège social : 17, allée Fernand Léger
92000 NANTERRE
Capital : 6.000 €
Objet : Le transport de personnes.
Président : M. Ahmed LKHAL, 17, allée Fernand Léger - 92000 NANTERRE.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43710

Par acte SSP du 20/08/2016, il a été constitué une SARL dénommée :

BIO ELEC B

Siège social : 2 Bis rue Marcel Sembat
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Capital : 100 €
Objet : Electricité générale
Gérant : M. BURAZOVITCH Guillaume, 2 Bis rue Marcel Sembat - 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43762

Par acte SSP du 27/07/2016, il a été constitué une SAS dénommée :

B2DIGIT

Siège social : 12 Place de la Défense,
Maison de la Défense - 92974 PARIS
LA DEFENSE Cedex
Capital : 100 €
Objet : Conseil aux entreprises prestations de services informatiques et formation
Présidente : Mme Véronique FREY, 9 Résidence Le Bois de la Ferme 78240 CHAMBOURCY.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Toute cession d'actions est soumise à agrément
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43777

Par acte SSP du 15/06/2016, il a été constitué une SASU dénommée :

DRIV'ME

Siège social : 19 rue du Parc - 92300 LEVALLOIS PERRET
Capital : 1.500 €
Objet : Transport routier de personnes avec des véhicules n'exécédant pas 9 places y compris le conducteur
Président : M. David JAFFE, 19 rue du Parc - 92300 LEVALLOIS PERRET.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43781

Par acte SSP du 08/07/2016, il a été constitué une SAS dénommée :

NEW ECOLOGICAL CONCEPT

Siège social : 20 Bis avenue Louis Philippe - 92200 NEUILLY SUR SEINE
Capital : 1.000 €
Objet : Conseil en implantation et commercialisation de matériels destinés aux pressings
Président : M. François FUZZA, 293 rue de la Vente Bertine - 78630 ORGEVAL.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43810

Par acte SSP du 31/08/2016, il a été constitué une SAS dénommée :

ZANALYS

Siège social : 95 rue Gabriel Péri
92120 MONTROUGE
Capital : 10.000 €
Objet : E-santé, échanges de fichiers médicaux entre professionnels et patients
Président : M. Laurent BELHASSEN, 95 rue Gabriel Péri - 92120 MONTROUGE.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43811

Par acte SSP du 01/09/2016, il a été constitué une SARL dénommée :

UMAMI

Siège social : 97 avenue Achille Peretti - 92200 NEUILLY SUR SEINE
Capital : 3.000 €
Objet : Conseil & Coaching
Gérante : Mme MOTTE-BARET Agnes, 97 avenue Achille Peretti 92200 NEUILLY SUR SEINE
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43940

Office Notarial du Vésinet (Yvelines)
Membre du groupe Althémis
75 rue Henri Cloppet
78110 LE VESINET

Par acte SSP en date du 28/08/2016, il a été constitué une **Société Civile** dénommée :

SEVRES**SCOTT-BOURDON**

Siège social : 25 rue des Chapelles 92310 SEVRES
Capital : 1.000 € divisé en 1.000 parts de 1 € chacune.
Apports : Apports en numéraire de 1.000 €.

Objet : L'acquisition, la construction, la détention, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens immobiliers et mobiliers, en ce compris la mise à disposition gratuite des immeubles sociaux au profit des associés.

Gérance : M. Godefroy SCOTT DE MARTINVILLE et Mme Charlotte SCOTT DE MARTINVILLE, demeurant ensemble au 40 Bis rue de Douai 75009 PARIS.

Agrément : cession libre entre associés, agrément par AGE dans les autres cas.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43816

Par acte SSP du 01/09/2016, il a été constitué une **EURL** dénommée :

SP FLORE BRIN DE FOLIE

Siège social : 184B avenue de Verdun 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Capital : 18.000 €

Objet : Vente au détail de fleurs et de plantes. Activité de service autour de la décoration florale et du fleurissement, livraison

Gérant : M. Steeve PERDRIAU, 184B avenue de Verdun - 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43935

Par acte SSP du 01/09/2016, il a été constitué une **EURL** dénommée :

CSSC CORP.

Siège social : 4 Villa Marcel - 92700 COLOMBES

Capital : 100 €

Objet : Conseils services assistance et prestations dans la gestion et le management d'entreprise.- Prise de participation ou d'intérêts dans toutes entreprises - Assistance prestations et services dans tous les domaines de l'entreprise

Gérant : M. Clement GAUGER, 4 Villa Marcel - 92700 COLOMBES

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43948

Par acte SSP du 18/08/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

TROUVETONSTAGE

Siège social : 14 Place des Arts 92500 RUEIL MALMAISON

Capital : 8.000 €

Objet : Recherche de stages et de stagiaires pour étudiants et entreprises
Président : M. Alexandre GAILLOT, 14 Place des Arts - 92500 RUEIL MALMAISON.

Directeur Général : M. Pierre Nicolas VERVISCH, 4 rue Cadet de Vaux 95130 FRANCONVILLE.

Directeur Général : M. Jean-Damien VERVISCH, 4 rue Cadet de Vaux 95130 FRANCONVILLE.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agréments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43953

Par acte SSP du 20/04/2016 il a été constitué une **SASU** dénommée :

NETTOIRED

Siège social : 35 rue des Cailloux 92110 CLICHY

Capital : 1.000 €

Objet : Nettoyage

Président : M. Redouane ADDOUR, 98 rue Heurtault - 93300 AUBERVILLIERS.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-44005

Par acte SSP du 04/09/2016, il a été constitué une **SARL à capital variable** dénommée :

ECOVTC.COM

Siège social : 23 rue Pasteur - 92250 LA GARENNE COLOMBES

Capital minimum : 400 €

Capital initial : 4.000 €

Capital maximum : 1.000.000 €

Objet : Exploitation de VTC

Gérant : M. TORREGROSA Damien, 23 rue Pasteur - 92250 LA GARENNE COLOMBES

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43970

Par acte SSP en date du 29/06/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

PARIS AIRPORT TRANSFERS

Siège social : 46 rue Henri Poincaré 92600 ASNIERES SUR SEINE

Capital minimum : 4.500 €

Capital initial : 4.500 €

Capital maximum : 140.000 €

Objet : Transport public routier de personnes avec des véhicules n'excédant pas 9 places y compris le conducteur

Président : M. SOARES DELGADO Ildio, 46 rue Henri Poincaré - 92600 ASNIERES SUR SEINE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43949

Par acte SSP du 28/07/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

KIONE

Siège social : 27 rue Madeleine Michelis - 92200 NEUILLY SUR SEINE

Capital : 1.000 €

Objet : L'édition de logiciels applicatifs, le consulting informatique ainsi que la création et l'organisation d'événements

Président : M. Romain PUIROUD, 27 rue Madeleine Michelis - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-44006

Modification**BASTIDRAC**

SASU au capital de 1.000 €

Siège social : 10 rue Sisley

75017 PARIS

811 129 667 RCS PARIS

Par décision de l'AGE du 16/08/2016, il a été décidé de transférer le siège social, à compter du 27/08/2016, au 8 rue Achille Adam - 92110 CLICHY. **Président** : M. Jean-Baptiste LEBLOIS, 8 rue Achille Adam - 92110 CLICHY. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de NANTERRE.

AL0916-43685

86 RDJ DISTRIBUTION

SARL au capital de 8.000 €

Siège social : 27 boulevard

Jean Jaurès

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

822 015 103 RCS NANTERRE

Par décision de l'AGE du 25/08/2016 il a été décidé de transférer le siège social au 86 route de la Reine - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. Mention au RCS de NANTERRE

AL0916-43775

ALLOSECOURSPC

SARL au capital social de 8.000 €

Siège social : 52 rue Marius AUFAN

92300 LEVALLOIS PERRET

484 079 546 RCS NANTERRE

En date du 31/08/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social de la société au 62 avenue Franklin Roosevelt 92150 SURESNES, et de changer la dénomination sociale qui devient :

VIRTUELSYS

Mention au RCS de NANTERRE.

AL0916-43795

REBUSS

SAS au capital de 1.000 €

Siège social : 5 allée des Sophoras

92330 SCEAUX

819 215 302 RCS NANTERRE

Par décision de l'AGE du 31/08/2016, il a été décidé de transférer le siège social au 106 rue Houdan - 92330 SCEAUX. Mention au RCS de NANTERRE.

AL0916-43802

QUADTECH FRANCE

SARL au capital de 38 112,25 €

Siège social : 2 rue de la Renaissance

92160 ANTONY

352 499 180 RCS NANTERRE

Le 9 août 2016, l'Associé Unique a nommé Gérant : Mr Erik VERSCHUREN, demeurant Schoolstraat 20 - 5735 CG AARLE RIXTEL (PAYS-BAS), en remplacement de Mr Kevin CONRAD, démissionnaire. Mention au RCS de NANTERRE

FR1833/0916/2638

SHI INTERNATIONAL SAS

SAS au capital de 500.000 €

Siège social : 1 rond-point Victor Hugo

92130 ISSY LES MOULINEAUX

522 742 972 RCS NANTERRE

Le 30 juin 2016, l'associé unique a décidé, à compter du 2 juillet 2016, de transférer le siège social au 22-24 rue du Gouverneur Général Eboué - 92130 ISSY LES MOULINEAUX. Mention au RCS de NANTERRE

FR1833/0916/2637

DAR BAT

SARL au capital de 7.500 €

Siège social : 15 Route d'Asnières

92110 CLICHY

533 011 417 RCS NANTERRE

L'AGE du 30/05/2016 a décidé de :

- transférer le siège social au 37 bis rue du Progrès - 93200 SAINT DENIS.
- nommer en qualité de Gérante Mme ABBASSI Fatna, 16 rue Gambetta 75019 en remplacement de M OMRAN Tarak, démissionnaire.

Radiation au RCS de NANTERRE et immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43826

SPS INCENDIE

SARL au capital de 5.000 €

Siège social : 35 rue des Cailloux

92110 CLICHY

803 134 360 RCS NANTERRE

L'AGE du 20/08/2016 a décidé, à compter du 20/08/2016, de :

- transférer le siège social au 36 rue Palloy - 92110 CLICHY
- modifier la dénomination sociale qui devient :

DLS PRESTIGE

- modifier l'objet social qui devient : Transport de personnes et sécurité incendie
Mention au RCS de NANTERRE

AL0916-43927

FILMPROTEC

SARL au capital de 5.000 €

Siège social : 137 avenue Jean Jaurès

92140 CLAMART

814 460 960 RCS NANTERRE

Le 16/08/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 75 rue Paul Pade - 92140 CLAMART, à compter du 01/09/2016. Modification au RCS de NANTERRE

AL0916-43946

SEE L'INFO

SASU au capital de 5.000 €

Siège social : 15 rue Paul Vaillant

Couturier - 92500 RUEIL MALMAISON

813 838 430 RCS NANTERRE

Par décision de l'associé unique du 25/08/2016, il a été décidé de transférer le siège social au 104 avenue Albert 1er - 92500 RUEIL MALMAISON. Mention au RCS de NANTERRE.

AL0916-43974

AMA

EURL au capital de 9.500 €

Siège social : 1 B rue Pierre et Marie

Curie - 92140 CLAMART

822 080 388 RCS NANTERRE

Le 05/09/2016, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social comme suit : électricité, maçonnerie, menuiserie bois, pvc et aluminium, aménagement intérieur, plomberie, tout type revêtement de sol. Modification au RCS de NANTERRE

AL0916-43993

Passez vos annonces
légales & judiciaires
sur lenouveleconomiste.fr

INITIES PARIS

SASU au capital de 10.000 €

Siège social : 42 avenue Montaigne

75008 PARIS

805 323 995 RCS PARIS

Par décision de l'associé unique du 02/09/2016, il a été décidé de transférer le siège social au 44 rue de Longchamp 92200 NEUILLY SUR SEINE. **Président** : M. TCHILINGUIRIAN Daniel, 44 rue de Longchamp - 92200 NEUILLY SUR SEINE. Radiation au RCS de PARIS et immatriculation au RCS de NANTERRE.

AL0916-44002

Dissolution**LET'S LIGHT**

EURL au capital de 2.500 €

Siège social : 110 avenue Aristide

Briand - 92120 MONTRouGE

807 595 228 RCS NANTERRE

En date du 02/09/2016, le Gérant a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur Mme Leatia LEMOINE, 41 rue Edmond About 92350 LE PLESSIS-ROBINSON, et fixé le siège de liquidation au siège social. Mention au RCS de NANTERRE.

AL0916-43805

Clôture de Liquidation**SOCCOM**

SASU au capital de 10.000 €

Siège social : 22 rue Bapst

92600 ASNIERES SUR SEINE

538 314 261 RCS NANTERRE

Le 31/12/2015, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur de son mandat et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2015. Radiation au RCS de NANTERRE

AL0916-43995

Location Gérance

Par acte SSP du 29/08/2016, la société :

ERTECO FRANCE

SAS au capital de 516.600.000 €, sise 120 rue du Général Malleret Joinville 94400 VITRY SUR SEINE, 381 548 791 RCS CRETEIL, a confié en location-gérance à la société :

86 RDJ DISTRIBUTION

SARL au capital de 8.000 €, sise 27 boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, 822 015 103 RCS NANTERRE, son fond de commerce d'alimentation générale du type supermarché, sis et exploité au 86 route de la Reine - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. La présente location-gérance est consentie et acceptée pour une durée de 1 an à compter du 21/08/2016 renouvelable par tacite reconduction.

AL0916-43995

Par acte SSP du 25/08/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

NOWEL APP

Siège social : 1 centre commercial de la Tour - 93120 LA COURNEUVE

Capital : 1.000 €

Objet : La société a pour objet la gestion et la commercialisation d'applications web et / ou mobile pour compte propre ou pour compte de tiers.

Président : M. Amael NOEL, 24 rue Ambroise Croizat - 93400 SAINT-OUEN

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43684

Par acte SSP du 23/08/2016 il a été constitué une **SASU** dénommée :

SBT DRIVE

Siège social : 12 cité de l'Etoile 93000 BOBIGNY

Capital : 1.000 €

Objet : Transport personnes avec chauffeur VTC n'excédant pas 9 personnes

Président : M. DOSSEH Serigne Mbacke, 12 cité l'Etoile - 93000 BOBIGNY

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43998

Seine-Saint-Denis**Constitution**

Par acte SSP en date du 30/07/2016 à GAGNY, il a été constitué une **SASU** dénommée :

FROID 2.0

Siège social : 12 bis rue du Bord de l'Eau - 93220 GAGNY

Capital : 2.000 €

Objet : La réalisation de tous travaux d'installation, de maintenance et la commercialisation d'équipements thermiques et de climatisation, soit notamment : dans les immeubles d'habitation ou de bureaux; le montage de système de chauffage et de climatisation, l'installation et la maintenance des systèmes de ventilation contrôlée; l'entretien des pompes à chaleur et des climatiseurs domestiques; l'installation de capteurs d'énergie solaire non électriques, l'installation de système de géothermie; la création et le développement de procédés techniques visant la recherche d'économie d'énergie appliquée à tous les domaines de l'industrie; le négoce de tous produits en rapports avec ces activités

Président : M. MARQUES ENRIQUE 22

Par acte SSP du 30/08/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

HG MEDIA

Siège social : 1-3 avenue Faidherbe 93310 PRE SAINT GERVAIS
Capital : 2.000 €

Objet : Télévision, radio et vidéo sur le web, location de plateau tv, programmation tv, création de sites web, témoignage sur plateau
Président : M. UTHAYAKUMAR Philippe, 1 allée des Monégasques 91300 MASSY.

Directeur Général : M. Salomon UTHAYAKUMAR, 1 allée des Monégasques - 91300 MASSY.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43747

Par acte SSP en date du 28/07/2016, il a été constitué une **SASU à capital variable** dénommée:

LISSMOZ

Siège social : 42 avenue Nelson Mandela - 93290 TREMBLAY EN FRANCE
Capital minimum : 3.000 €
Capital initial : 3.000 €
Capital maximum : 140.000 €

Objet : Transport public routier de personnes avec des véhicules n'excédant pas 9 places y compris le conducteur
Président : M. MANKOURI Lonni, 42 avenue Nelson Mandela - 93290 TREMBLAY EN FRANCE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43776

Par acte SSP en date du 25/07/2016, il a été constitué une **SASU à capital variable** dénommée:

KARRAK

Siège social : 10 rue Lucien Sampaix 93170 BAGNOLET
Capital Minimum : 1.500 €
Capital Initial : 1.500 €
Capital Maximum : 140.000 €

Objet : Transport public routier de personnes avec des véhicules n'excédant pas 9 places y compris le conducteur
Président : M. RAKKABY Karim, 10 rue Lucien Sampaix - 93170 BAGNOLET

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43793

Par acte SSP du 01/09/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

YASSTRANSPORT

Siège social : 41 Bis rue Jean Richard Bloch - 93150 LE BLANC MESNIL
Capital : 1.500 €

Objet : Voiture de transport avec chauffeur (VTC)
Président : M. Yassine BOUZZAOUI, 41 Bis rue Jean Richard Bloch - 93150 LE BLANC MESNIL.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43797

Par acte SSP du 29/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

GENERAL MB

Siège social : 43 rue Jean Moulin 93220 GAGNY
Capital : 1.000 €

Objet : Ravalement, peinture, rénovation, aménagement d'intérieurs et d'extérieurs et tous travaux de bâtiment
Gérant : M. BOURKHIS Ali, 43 rue Jean Moulin - 93220 GAGNY

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43817

Par acte SSP du 01/09/2016 il a été constitué une **SARL** dénommée :

HALIS

Siège social : 17 rue du Chemin de Fer - 93500 PANTIN
Capital : 3.000 €

Objet : Confection en sous-traitance, coupe à façonage, achat vente et import-export de tous articles d'habillement et de textile
Gérant : M. UNVER ISMAIL, 17 rue d'Ormesson - 93800 EPINAY SUR SEINE.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43819

Par acte SSP du 10/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

PAYRA

INTERNATIONAL

Siège social : 9 rue Alfred Jambet 93150 LE BLANC MESNIL

Capital : 1.000 €

Objet : Import-export et vente en gros et au détail de tous produits non réglementés

Gérant : M. KHAN ROMEL, 9 rue Alfred Jambet, Chez M. KHAN Mohamed Enamul Hoque - 93150 LE BLANC MESNIL

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43837

Par acte SSP en date du 27/07/2016, il a été constitué une **SAS à capital variable** dénommée :

DRIVERS TEAM

Siège social : 4 mail Victor Jarra 93160 NOISY LE GRAND

Capital minimum : 1.500 €

Capital initial : 1.500 €

Capital maximum : 140.000 €

Objet : Transport public routier de personnes avec des véhicules n'excédant pas 9 places y compris le conducteur
Président : M. ZAGHDOUDI Ismaël, 4 mail Victor Jarra - 93160 NOISY LE GRAND

Directeur Général : M. ZAGHDOUDI Mohamed - 4 mail Victor Jarra - 93160 NOISY LE GRAND

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43788

Par acte SSP du 30/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

SARL MBC

Siège social : 1 allée des Camélias 93220 GAGNY

Capital : 1.000 €

Objet : Boulangerie pâtisserie sandwicherie pizzeria en vente à consommer sur place ou à emporter et toutes activités accessoires liées à cette activité principale.

Gérant : M. CHAUVET Jean Claude, 1 allée des Camélias - 93220 GAGNY

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43923

Par acte SSP du 24/08/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

GENESPRO

Siège social : 5 allée d'Ermenonville 93200 SAINT DENIS

Capital : 500 €

Objet : Installation des systèmes de sécurité

Président : M. Anoir CHAFFAR, 5 allée d'Ermenonville - 93200 SAINT DENIS.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43931

Par acte SSP du 04/08/2016 il a été constitué une **SCI** dénommée :

SCI OSIRIS

Siège social : 9-11 avenue Michelet 93400 SAINT OUEN

Capital : 1.000€

Objet : Acquisition, mise en valeur, administration, gestion, exploitation par bail, location d'immeubles bâtis ou non.

Gérante : Mme EL MESTAOUI Saïda, 38 avenue Gabriel Péri - 93400 SAINT OUEN.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43963

Par acte SSP du 01/08/2016, il a été constitué une **SASU** dénommée :

MDL DIFFUSION

Siège social : 100 avenue du Général Leclerc - 93500 PANTIN

Capital : 8.000 €

Objet : Intermediaire de tout commerce non réglementé

Président : M. Murat ULUSAN, 52 rue Pierre Brosolette - 91130 RIS ORANGIS.
Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43972

Par acte SSP du 01/09/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée:

LUXE SPORT AUTOS

Siège social : 22 allée Alphonse Jouis 93300 AUBERVILLIERS

Capital : 3.000 €

Objet : Achat et vente de véhicules, location de voitures sans chauffeurs

Président : M. BAGUET Brice, 22 allée Alphonse Jouis - 93300 AUBERVILLIERS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43973

Par acte SSP du 10/08/2016, il a été constitué une **SARL** dénommée :

SARL LINA

Siège social : 241 avenue de Rosny 93130 NOISY LE SEC

Capital : 1.500 €

Objet : Sandwicherie, pâtisserie, restauration rapide sur place, à emporter et tous ce qui rattache de près ou de loin à l'objet social.

Gérant : M. ESSALAH Abdallah, Chez M. Ben Hmed Salem, 20 rue Pierre Semard - 95190 GOUSSAINVILLE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43994

Par acte SSP du 02/09/2016, il a été constitué une **SAS** dénommée :

WAXNEXT SAS

Siège social : 1 allée Isabeau - 93400 SAINT OUEN

Capital : 5.000 €

Objet : vente de vêtements et accessoires afropolitains en ligne.

Présidente : Mme Rahila RAHIMOU ADAMOÛ, 1 allée Isabeau - 93400 SAINT OUEN.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrèments : Actions librement cessibles entre associés uniquement.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BOBIGNY

AL0916-44004

Modification

OZS SERVICES

SARL au capital de 12.000 €

Siège social : 4 allée Newton 93500 PANTIN

798 709 739 RCS BOBIGNY

AL0916-44282

CECIL

SCI au capital de 2.000 €

Siège social : 14 rue de la Poix Verte 93230 ROMAINVILLE

442 224 523 RCS BOBIGNY

AL0916-43808

EPHRAIM

SASU au capital de 1.000 €

Siège social : 97 avenue de Stalingrad 93240 STAINS

821 962 628 RCS BOBIGNY

AL0916-43809

AKDENIZ

SARL au capital de 4.000€

Siège social : 45/51 avenue Jean Jaurès - 93700 DRANCY

812 132 868 RCS BOBIGNY

AL0916-43812

CEGELEC SAS

SASU au capital de 17.501.000 €

Siège social : 10 avenue du Stade de France - 93200 SAINT DENIS

537 908 238 RCS BOBIGNY

AL0916-43820

STONGEAR

SARL au capital de 260.000 €

Siège social : 45 avenue Victor Hugo 93300 AUBERVILLIERS

512 099 367 RCS BOBIGNY

AL0916-43939

HABIB PRIMEUR

SARL au capital de 2.000 €

Siège social : 16 avenue Roger Semat 93200 SAINT DENIS

533 570 925 RCS BOBIGNY

AL0916-43954

PEOPLE TRANSPORTS

SASU au capital de 6.000 €

Siège social : 51 rue Bernard Birsinger - 93000 BOBIGNY

813 486 529 RCS BOBIGNY

AL0916-43956

CLUBAUTO HAOHUA

SASU au capital de 3.000 €

Siège social : 92 avenue du Huit Mai 1945 - 93150 LE BLANC MESNIL

794 768 408 RCS BOBIGNY

AL0916-44020

Dissolution

H CONSEILS

SASU au capital de 500 €

Siège social : 57 Quai de Seine 93400 SAINT OUEN

808 933 238 RCS BOBIGNY

AL0916-44020

Par décision de l'AGE du 31/08/2016, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, nommé Liquidateur M. HENNI SID AHMED, 57 Quai de Seine 93400 SAINT OUEN, et fixé le siège de liquidation au siège social. Mention au RCS de BOBIGNY

AL0916-43772

Clôture de Liquidation

DAY & NIGHT LOISIRS

SARL Unipersonnelle au capital de 2.000 €

Siège social : 54 avenue Paul Doumer Bâtiment B6

93330 NEUILLY SUR MARNE

509 087 136 RCS BOBIGNY

AL0916-43978

Le 31/08/2016, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur, Mme LESAGE Françoise, 54 avenue Paul Doumer, Bâtiment B6 93330 NEUILLY SUR MARNE, pour sa gestion et décharge de son mandat, et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/08/2016. Radiation au RCS de BOBIGNY

AL0916-43978

OPTIM CONSEIL

SARL au capital de 1.000€

Siège social : 9-11 avenue Michelet 93400 SAINT OUEN

790 641 237 RCS BOBIGNY

AL0916-43988

Val-de-Marne

Constitution

Par acte SSP en date du 05/08/2016 au KREMLIN BICETRE, il a été constituée une **SASU** dénommée:

KLARK 42

Siège social : 16 rue Carnot - 94270 LE KREMLIN BICETRE

Capital : 1.000 €

Objet : Développement et programmation informatique; création et monétisation de sites internet; vente de matériels, logiciels, applications et programmes informatiques; Le conseil et l'assistance en systèmes et logiciels informatiques et plus généralement les services de conseil informatique; Prestations de services telles que la formation et autres conseils en particulier dans le domaine informatique; toutes activités annexes ou connexes se rapportant à l'objet social; toutes les activités se rapportant à l'objet social pourront être réalisées en direct ou par sous-traitance

Président : M. PATRAO Nelson, 16 rue Carnot - 94270 LE KREMLIN BICETRE

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43116

Par acte SSP en date du 16/08/2016 à SAINT MAUR DES FOSSES, il a été constitué une **SASU** dénommée:

SYFAR-CONSULTING

Siège social : 1B avenue des Aillantes 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

Capital : 3.000 €

Objet : Consultant dans tous les domaines et pour tout public

Président : M. FARON Sylvain, 1B avenue des Aillantes - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43296

Par acte SSP du 03/08/2016 il a été constitué une **SARL à associé unique** dénommée:

LMDATA

Siège social : 14 avenue des Murs du Parc - 94300 VINCENNES

Capital : 1.000 €

Objet : Le conseil pour les affaires et la gestion, la maîtrise d'ouvrages comptables et financiers.

Gérant : M. LATRACHE Noureddine, 14 avenue des Murs du Parc - 94300 VINCENNES

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43757

Par acte SSP du 05/07/2016 il a été constitué une **SAS** dénommée:

ANAQA COIFFURE

Siège social : 2 rue du Docteur Gosselin - 94230 CACHAN

Capital : 1.000 €

Objet : Salon de co

Par acte SSP du 29/08/2016, il a été constitué une SASU dénommée :

M.S. FOOD

Siège social : 35 rue Jean Jaures 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Capital : 1.000 €

Objet : Restauration rapide, sandwicherie.

Président : M. Shahjat Ali RASHID, 192 rue Saint Maur - 75010 PARIS.

Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.

Clauses d'agrément : Actions librement cessibles entre associés uniquement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43791

Par acte SSP du 30/08/2016, il a été constitué une SCI dénommée :

KAYES 102

Siège social : 3 rue de Metz - 94240 L'HAY LES ROSES
Capital : 3.375 €

Objet : L'acquisition de tous immeubles, la propriété, l'administration, la gestion par bail ou autrement et toutes activités se rapportant à ces objets.

Gérance : M. RENAUD SAVEAN, 42 avenue de Fontainebleau - 94270 LE KREMLIN BICETRE et M. ISMAËL EL AYEB, 260 boulevard Théophile Sueur 93100 MONTREUIL

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43801

Office Notarial du Vésinet (Yvelines)
Membre du groupe Althémis
75 rue Henri Cloppet
78110 LE VESINET

Par acte SSP en date du 28/08/2016, il a été constitué une Société Civile dénommée :

KMJK IMMO

Siège social : 37 rue Lénine - 94200 IVRY SUR SEINE
Capital : 2.400 € divisé en 2.400 parts de 1 € chacune.

Apports : Apports en numéraire de 2.400 €.

Objet : L'acquisition, la détention, la construction, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens immobiliers et mobiliers.

Gérance : M. Kenneth BARTHOLOMEW et Mme Magali QUILLVERE, demeurant ensemble au 5 avenue du Général Leclerc 94140 ALFORTVILLE.

Agrément : Cession libre entre associés et descendants, agrément du gérant dans les autres cas.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43825

Par acte SSP du 01/09/2016 il a été constitué une SASU dénommée :

SOLUTIONS KEY CONTACT

Siège social : 1 Villa Sisley - 94320 THIAIS
Capital : 1.000 €

Objet : Conseil Pour les affaires, aide au développement des sociétés, et plus généralement toutes opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières.

Présidente : Mme PHAM Jennifer, 1 Villa Sisley - 94320 THIAIS

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43832

Par acte SSP du 13/07/2016 il a été constitué une SARL dénommée :

JOUNA

Siège social : 9 Villa Amélie - 94250 GENTILLY
Capital : 1.000€

Objet : Peinture et décoration, commerce de détail ainsi que toute activité pouvant se rattacher à l'objet social.

Gérant : M. AWAD YOUSRI, 9 Villa Amélie - 94250 GENTILLY.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43843

Passez vos annonces légales & judiciaires sur lenouveleconomiste.fr

Passez vos annonces légales & judiciaires sur lenouveleconomiste.fr

Par acte SSP du 22/07/2016, il a été constitué une EURL dénommée :

LYWELL EURL

Siège social : L.E
Siège social : 9 rue des Pontons 94140 ALFORTVILLE

Capital : 500 €
Objet : Conseil en organisation et management

Gérante : Mme Aminata DIALLO, 9 rue des Pontons - 94140 ALFORTVILLE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43850

Par acte SSP du 02/09/2016, il a été constitué une SARL dénommée :

BICLAIR

Siège social : 100 rue Jean le Galleu 94200 IVRY SUR SEINE
Capital : 1.000 €

Objet : La société a pour objet : La démolition, le curage et le gros oeuvre (béton, maçonnerie, éléments placo)

Gérant : M. BICLAIR Steven Seramila, 100 rue Jean le Galeu - 94200 IVRY SUR SEINE

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de CRETEIL

AL0916-43957

Modification

LM DEVELOPEMENT

SARL au capital de 10.000 €
Siège social : 2 rue Viet 94000 CRETEIL
801 300 633 RCS CRETEIL

L'AGE du 01/08/2016, a pris acte de la démission de la co-gérante Mme YANG Jia. Mention au RCS de CRETEIL

AL0916-43065

FORMA SOCIAL

SARL au capital de 5.000 €
Siège social : 18 avenue Gambetta 94700 MAISONS ALFORT
804 248 839 RCS CRETEIL

Par décision de l'AGE du 01/08/2016, il a été décidé de transférer le siège social, à compter du 07/08/2016, au 3 avenue Thérèse - 94420 LE PLESSIS TREVISE. Mention au RCS de CRETEIL.

AL0916-43756

DEMELUXE

SASU au capital de 4.000 €
Siège social : 1 rue des Viselets 94130 NOGENT SUR MARNE
802 546 390 RCS CRETEIL

Le 01/09/2016, l'AGE a décidé de transférer le siège social au 13 rue Albert Thomas - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE. Modification au RCS de CRETEIL

AL0916-43834

RENOVE HABITAT PARIS

SASU au capital de 8.000 €
Siège social : 5 rue Henri Wallon 94120 FONTENAY SOUS BOIS
813 196 821 RCS CRETEIL

Le 31/08/2016, le Président a décidé de transférer le siège social au 7 rue Voltaire - 75011 PARIS, à compter du 08/09/2016. Président : M. Samir BENACHOUR, 5 rue Henri Wallon 94120 FONTENAY SOUS BOIS. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de PARIS

AL0916-43840

CIRCULYS

SARL au capital de 1.500 €
Siège social : 2 rue Vercingetorix 94400 VITRY-SUR-SEINE
501 596 993 RCS CRETEIL

Le 01/09/2016, le Gérant a décidé de transférer le siège social au 9 rue des Fusilles de la Résistance - 92800 PUTEAUX. Gérant : M. Matthieu CASTEL, 9 rue des Fusilles de la Résistance - 92800 PUTEAUX. Radiation au RCS de CRETEIL et immatriculation au RCS de NANTERRE

AL0916-43845

Location Gérance

Suivant acte SSP en date du 30/08/2016, la société :

DECOR HEYTENS FRANCE

SAS au capital de 400.000 €, sise 1 Bis rue de Versailles - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ, 967 505 751 RCS LILLE MÉTROPOLE, a donné à titre de location-gérance à la société :

ML DECOR

SASU au capital de 5.000 €, sise ZAC des Portes de Villiers, 17 boulevard Jean Monnet - 94350 VILLIERS SUR MARNE, 822 035 952 RCS CRETEIL, un fonds de commerce de Vente d'articles et d'équipements pour la maison et services de pose sis et exploité ZAC des Portes de Villiers, 17 boulevard Jean Monnet - 94350 VILLIERS SUR MARNE, du 01/09/2016 au 31/08/2022.

AL0916-43761

Changement de Régime Matrimonial

Office Notarial de Paris (17ème)
Membre du groupe Althémis
79 rue Jouffroy d'Abbans
75017 PARIS

Suivant acte authentique reçu par Me Matthieu LEDUC, le 02/09/2016, il a été procédé à une modification du régime matrimonial présentant les caractéristiques suivantes :

Les époux : M. Jacques Aimé BIENVENU, et Mme Christine Esther Félicité CLARAZ, demeurant ensemble 24 rue d'Alègre - 94400 VITRY-SUR-SEINE, mariés à PARIS (75014), le 21/12/1972, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union.

Modification opérée : Conservation du régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, apport en communauté de tous leurs actifs respectifs, et insertion d'une convention préciputaire au profit du conjoint survivant

Oppositions : Pour les éventuelles oppositions des créanciers dans les trois mois de la présente, domicile est élu en l'Office de Me Pascal JULIEN SAINT-AMAND, Me Bertrand SAVOURE, Me Paul-André SOREAU et Me Muriel CARPON, sis 79 rue Jouffroy d'Abbans 75017 PARIS .

AL0916-43952

PRM Expert & Conseil

Expertise comptable
Audit - Conseil

Adaptabilité, disponibilité, compétences pluridisciplinaires

Pour une offre globale de services aux entreprises

5 rue Tronchet
75008 PARIS
Téléphone : 01 82 12 18 02

www.prmexpert.com

ICF HABITAT SUD-EST MÉDITERRANÉE SNCF IMMOBILIER

VEND à LA ROCHE SUR FORON (74800) Maison T4 de 70m² Parcelle de 93 m² environ

Travaux à prévoir
DPE : D (225 kWhEP/m².an)

PRIX : 96 228 € FAI*
(8% TTC charge acquéreur) - Hors frais de Notaire

* Offre réservée exclusivement aux locataires d'ICF HABITAT SUD EST MEDITERRANEE du département 74 et aux gardiens d'immeubles du vendeur pendant un délai de 2 mois à compter du présent avis conformément aux dispositions de l'article L.443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.

Contact :
Tél. : 01 55 33 97 31 TRANSACTIF SNCF
sylvie.antunes@transactif-immobilier.fr

ICF HABITAT ATLANTIQUE SNCF IMMOBILIER

VEND à BAYONNE (64) 10 Allée de Brocq

T4 de 66,29 m² de plain-pied.
Maison jumelée éditée sur un terrain d'environ 335 m² soumis au régime d'une ASL pour la gestion des espaces communs de la parcelle AC n° 103 d'une contenance de 790 m².

DPE : D
PRIX : 111 280 € FAI*
(y compris honoraires d'agence 7% TTC)
Hors frais de notaire

* Offre réservée exclusivement aux locataires d'ICF HABITAT ATLANTIQUE du département 64 et aux gardiens d'immeuble du vendeur, au prix préférentiel de 111 280 € (honoraires d'agence 7% inclus TTC), pendant un délai de 2 mois à compter du présent avis conformément aux dispositions de l'article L.443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux.

Contact :
Tél. : 01 55 33 99 97 TRANSACTIF SNCF
sarah.guyot@transactif-immobilier.fr

3F IMMOBILIÈRE 3F VEND

COLOMBES (92700)
142 rue Gabriel Péri
F2 de 55,50 m² carrez au 2ème étage
Réf.: 1712L-0033 - DPE : en cours
Prix : 160 610 €

MENNECY (91540)
2 avenue de la Jeannotte (entrée 1)
F4 de 78 m² carrez au 2ème étage
Réf.: 9319L-0010 - DPE : en cours
Prix : 124 800 €

Jean-Charles HOCINE 01 55 33 94 35 - 06 83 54 46 80
jean-charles.hocine@transactif-immobilier.fr

LONGJUMEAU (91160)
6 rue Jean Moulin
F2 de 59 m² carrez au RDC
Réf.: 2491L-0301 - DPE : en cours
Prix : 127 440 €

Jacques CIEUTAT 01 55 33 94 22 - 06 83 26 99 70
jacques.cieutat@transactif-immobilier.fr
www.transactif-immobilier.fr

* Offre et prix réservés exclusivement aux locataires d'Immobilier 3F du département pendant un délai de deux mois à compter de la réalisation du dernier avis de publicité réglementaire conformément aux dispositions de l'article L.443-11 du CCH, relatifs aux ventes de logements sociaux.

3F IMMOBILIÈRE 3F VEND

AULNAY SOUS BOIS (93600)
13, rue Charles-Gouppy.
Réf. : 2128L-0123
Appartement 1 pièce de 45,8 m² au RDC.
DPE : D.
Prix 13F : 78.320 €

Montant moyen annuel des charges courantes : 1.000 €. La copropriété se compose de 208 lots - Pas de procédure en cours.

Offres et prix réservés aux locataires de l'IMMOBILIÈRE 3F du département pendant un délai de deux mois à compter du présent avis conformément aux dispositions de l'article L.443-11 du CCH relatif aux ventes de logements sociaux sous réserve de la libération effective des lieux.

Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
Myriam BOUAKKA - 06.45.50.64.15

3F LA RÉSIDENCE URBAINE DE FRANCE VEND

MEAUX (77100)
2 Square Condillac
F3 de 65 m² carrez au 4ème étage
Réf.: B124L-0086
DPE : en cours
Prix : 98 800 €*

Jacques CIEUTAT 01 55 33 94 22 - 06 83 26 99 70
jacques.cieutat@transactif-immobilier.fr
www.transactif-immobilier.fr

* Offre et prix réservés exclusivement aux locataires de la Résidence Urbaine de France du département pendant un délai de deux mois à compter de la réalisation du dernier avis de publicité réglementaire conformément aux dispositions de l'article L.443-11 du CCH, relatifs aux ventes de logements sociaux.

A vendre à SAINT PAUL EN JAREZ
6 allée des Thuyas
Copropriété de 41 lots.
Réf.: Y043L-0006 - DPE : D
Maison T3 de 68,12 m²
Prix sous conditions : 84 469 €
Estimatif des charges annuelles : 397 €

A vendre à SAINT ETIENNE
13 rue de la Lithographie
Copropriété de 53 lots.
Réf.: X550L-0021 - DPE : C
Appartement T4 de 75,87 m²
au 2ème étage avec box.
Prix sous conditions : 66 766 €
Estimatif des charges annuelles : 606 €
Offres réservées en priorité aux locataires et gardiens d'immeubles d'Immobilier Rhône Alpes du 42 pour une durée de 2 mois.
Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
Didier GILORMINI 06 21 38 15 31
didi.gilormini@quadralf.fr
www.quadralf.fr

A vendre à Dunkerque (59240)
302/12 boulevard de la République,
«Résidence Équinoxe»
Appartement T3 de 73 m² hab. avec balcon 1er étage - Classe énergétique : C
Prix : 126 399 €
Possibilité parking : 8 000 € en sus
Offre et prix réservés du 05/09/2016 au 05/11/2016 en priorité aux locataires de la société LA MAISON FLAMANDE ainsi qu'aux gardiens d'immeubles qu'elle emploie.
Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
Benjamin JET 06 82 32 48 19
benjamin.jet@quadralf.fr
www.quadralf.fr

A vendre à AUTUN
14, rue Chancelier Rollin - DPE : NC
T4/60 m² en Duplex - Terrain de 280 m²
Entrée - Cuisine - Séjour - S à Manger
WC - 2 Chambres - Salle de Bains - Cave
Prix : 38 700 € hors frais de notaire réduits
Offre réservée aux locataires LOGIVE et parc HLM de Saône et Loire.
Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
Sophie GRIVEL - 06 79 20 98 19
www.quadralf.fr

Une annonce immobilière à publier ?

Contactez notre partenaire NetPresse
Emmanuel DAMBLANT - NETPRESSE

314, rue Saint Honoré - 75001 PARIS
Tél. : 01 71 17 61 67 - Fax : 01 70 79 06 02 - Mail : emmanuel.damblant@nouveleconomiste.fr

LOGIREP VEND à SURESNES (92)

65ter / quater Rue Gambetta
dans une résidence de 108 lots (49 logements)

F3 de 70,50 m²
Prix de vente : 268.800 €
Box inclus

Consommation énergétique : C
Charges annuelles : 2.980 €
(Référence lot n° 1020 - tantièmes de copropriété : 207/10.000è)

Offre de prix réservée aux locataires HLM et aux gardiens employés par la société LOGIREP jusqu'à la prochaine évaluation du Domaine.

Les locataires LOGIREP du département 92 et les gardiens employés par la société LOGIREP sont prioritaires jusqu'au 9 novembre 2016.

Contact : Jack COQUEREL
au 06.80.31.82.88 - coquerel.j@polylogis.fr

LOGIREP VEND à SARTROUVILLE (78)

43 au 57 rue de l'EGLISE et 2 ruelle de la REINE
dans une résidence de 91 lots (45 logements)

F2 de 57,50 m²
Prix de vente : 142.600 €
Box inclus
Consommation énergétique : D
Charges annuelles : 1.500 €
(Référence lot n° 17 - tantièmes de copropriété : 168/10.000è)

F4 de 85 m²
Prix de vente : 198.500 €
Box inclus
Consommation énergétique : D
Charges annuelles : 2.300 €
(Référence lot n° 122 - tantièmes de copropriété : 259/100.000è)

Offre de prix réservée aux locataires HLM et aux gardiens employés par la société LOGIREP jusqu'à la prochaine évaluation du Domaine.

Les locataires LOGIREP du département 78 et les gardiens employés par la société LOGIREP sont prioritaires jusqu'au 9 novembre 2016.

Contact : Pierre-Emmanuel SAUCET
au 06.72.05.58.96 - saucet.pe@polylogis.fr

LOGIREP VEND à SAINT PIERRE DU PERRAY (91)

8 rue du Commerce
dans une résidence de 11 lots

F2 de 47,55 m²
Prix de vente : 97.100 €
Consommation énergétique : en cours
Charges annuelles : 1.100 €
(Référence lot n° 11 - tantièmes de copropriété : 611/10.000è)

12 au 18 rue du Commerce et 2 rue du Clos Guinault
dans une résidence de 155 lots (69 logements)

F4 de 82,90 m² - Box inclus
Prix de vente : 161.600 €
Consommation énergétique : C
Charges annuelles : 1.750 €
(Référence lot n° 140 - tantièmes de copropriété : 211/10.000è)

Offre de prix réservée aux locataires HLM et aux gardiens employés par la société LOGIREP jusqu'à la prochaine évaluation du Domaine.

Les locataires LOGIREP du département 91 et les gardiens employés par la société LOGIREP sont prioritaires jusqu'au 9 novembre 2016.

Contact : Jack COQUEREL
au 06.80.31.82.88 - coquerel.j@polylogis.fr

LOGIREP VEND à ROMAINVILLE (93)

75 rue de PARIS
Résidence de 67 lots (34 logements).

F3 de 62,90 m²
Prix de vente : 190.300 €
Terrasse & Box inclus

Consommation énergétique : D
Charges annuelles : 1.800 €
(Référence lot n° 1210 - tantièmes de copropriété : 278/10.000è)

Offre de prix réservée aux locataires HLM et aux gardiens employés par la société LOGIREP jusqu'à la prochaine évaluation du Domaine.

Les locataires LOGIREP du département 93 et les gardiens employés par la société LOGIREP sont prioritaires jusqu'au 9 novembre 2016.

Contact : Pierre-Emmanuel SAUCET
au 06.72.05.58.96 - saucet.pe@polylogis.fr

LOGIREP VEND à PALAISEAU (91)

35 rue Jacques Duclos
dans une résidence de 209 lots (99 logements)

F2 de 49,90 m² - Box inclus
Prix de vente : 134.000 €
Consommation énergétique : C
Charges annuelles : 1.400 €
(Référence lot n° 56 - tantièmes de copropriété : 78/10.000è)

Contact : Pierre-Emmanuel SAUCET
au 06.72.05.58.96 - saucet.pe@polylogis.fr

F3 de 64,70 m² - Box inclus
Prix de vente : 166.600 €
Consommation énergétique : C
Charges annuelles : 1.800 €
(Référence lot n° 37 - tantièmes de copropriété : 102/10.000è)

Contact : Jack COQUEREL
au 06.80.31.82.88 - coquerel.j@polylogis.fr

Offre de prix réservée aux locataires HLM et aux gardiens employés par la société LOGIREP jusqu'à la prochaine évaluation du Domaine.

Les locataires LOGIREP du département 91 et les gardiens employés par la société LOGIREP sont prioritaires jusqu'au 9 novembre 2016.

LOGIREP VEND à SANNOIS (95)

1-7 square du PICOLO
dans une résidence de 269 lots (11 logements)

F4 de 73,80 m²
Prix de vente : 128.400 €

Consommation énergétique : D
Charges annuelles : 2.900 €
(Référence lot n° 281 - tantièmes de copropriété : 425/50.000è)

Offre de prix réservée aux locataires HLM et aux gardiens employés par la société LOGIREP jusqu'à la prochaine évaluation du Domaine.

Les locataires LOGIREP du département 95 et les gardiens employés par la société LOGIREP sont prioritaires jusqu'au 9 novembre 2016.

Contact : Pierre-Emmanuel SAUCET
au 06.72.05.58.96 - saucet.pe@polylogis.fr

LOGIREP VEND à GAGNY (93)

15-17 place DE LATTRE DE TASSIGNY - 5 au 11 rue Pierre BIZET - 16 au 22 rue Jean BOUIN dans une résidence de 228 lots (117 logements)

F3 de 63,30 m²
Prix de vente : 122.200 €
Loggias & Cave incluses

Consommation énergétique : D
Charges annuelles : 2.265 €
(Référence lot n° 260 - Tantièmes de copropriété : 808/10.000è)

Offre de prix réservée aux locataires HLM et aux gardiens employés par la société LOGIREP jusqu'à la prochaine évaluation du Domaine.

Les locataires LOGIREP du département 93 et les gardiens employés par la société LOGIREP sont prioritaires jusqu'au 9 novembre 2016.

Contact : Pierre-Emmanuel SAUCET
au 06.72.05.58.96 - saucet.pe@polylogis.fr

3f
Immobilier Rhône-Alpes

VEND
SAINT-ÉTIENNE
Copropriété de 152 lots, sans procédure en cours.

17 rue Bourgneuf - Ref : X552L-0005
T3 de 87 m² au 2^e étage avec box. DPE : C.
Estimatif des charges annuelles : 1476 €
Prix : **76.736 €** (sous conditions de ressources)

19 rue Bourgneuf - Ref : X550L-0010 et X550L-0013
T4 de 79,27 m² au 2^e et 3^e étages avec box et cave. DPE : C.
Estimatif des charges annuelles : 1070 €
Prix : **69.757 €** (sous conditions de ressources)

Ref : X550L-0034
T4 de 83 m² au 3^e étage avec box. DPE : C.
Estimatif des charges annuelles : 987 €
Prix : **74.087 €** (sous conditions de ressources)

Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
06 21 38 15 31
didier.gilormini@quadralf.fr

Offre et prix réservés en priorité aux locataires d'Immobilier Rhône Alpes du département 42 ainsi qu'aux gardiens d'immeubles qu'elle emploie pendant 2 mois à compter du présent avis (art. L443-11 du CCH).

Quadralf Transactions

3f
Immobilier Rhône-Alpes

VEND
SAINT-PRIEST (69800)
Copropriété de 83 lots, sans procédure en cours.
33-37, rue Henry-Maréchal - Réf. : Z09L-0002 - **T2** de 54 m² au 1^{er} étage. DPE : C.
Montant moyen annuel des charges : 1.399 €
Prix : **84.000 €** (sous conditions de ressources)

VAULX-EN-VELIN (69120)
Copropriété de 201 lots, sans procédure en cours.
137 A, rue de la République - Réf. : Z029L-0108 - **T4** de 81 m² au 4^e étage. DPE : vierge.
Montant moyen annuel des charges : 2.396 €
Prix : **113.473 €** (sous conditions de ressources)

Copropriété de 201 lots, sans procédure en cours.
137 C, rue de la République - Réf. : Z029L-0326 - **T4** de 81 m² au 1^{er} étage. DPE : vierge.
Montant moyen annuel des charges : 2.396 €
Prix : **111.248 €** (sous conditions de ressources)

Copropriété de 201 lots, sans procédure en cours.
137 E, rue de la République - Réf. : Z029L-0557 - **T3** de 67,2 m² au 5^e étage. DPE : vierge.
Montant moyen annuel des charges : 1.941 €
Prix : **95.962 €** (sous conditions de ressources)

Contact : **QUADRAL TRANSACTIONS**
06 45 14 61 10 - emmanuel.ruchon@quadralf.fr

Offre et prix réservés aux locataires de la Société Immobilière Rhône Alpes du département 69 ainsi qu'aux gardiens d'immeubles qu'elle emploie pendant 2 mois à compter du présent avis (art. L443-11 du CCH).

Quadralf Transactions

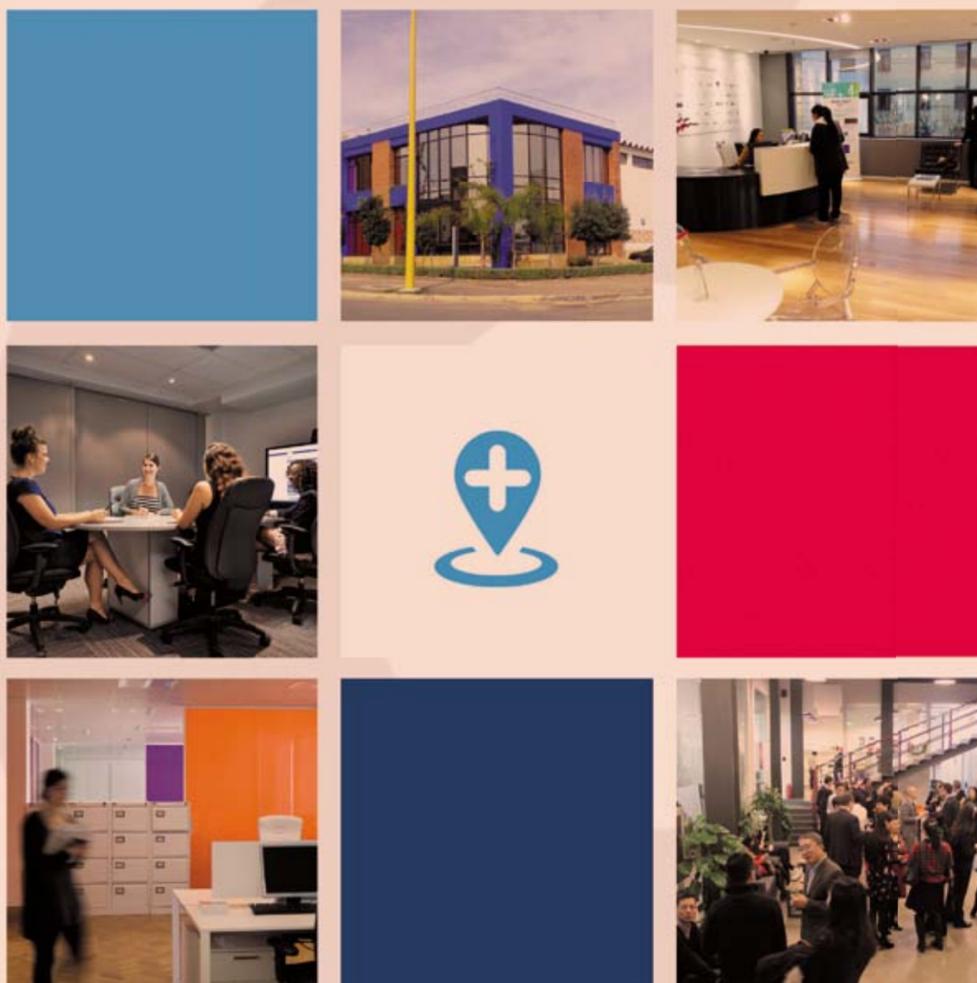
**C'est à sa capacité
à remonter le courant
qu'on reconnaît le saumon**

Le **nouvel
Economiste**
Le pouvoir des faits, l'influence des idées

CCI IMPLANTATION

RÉUSSISSEZ VOTRE IMPLANTATION À L'ÉTRANGER !

Avec les CCI de France et les CCI Françaises à l'International



**CCI IMPLANTATION+,
une offre d'accompagnement international unique,
accessible dans votre région ou directement à l'étranger**



Contact
Carole PERRIER
communication@ccifrance-international.org
www.ccifrance-international.org

